

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
75	50	25

N° de la séance : 03

Objet de la délibération : DGA / AD -
Commission intercommunale pour
l'accessibilité - Présentation du rapport
annuel 2015

- Original
 - Expédition certifiée conforme à
l'original
- Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : CC.2017.003

Date de la convocation :
Le 07/02/2017

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **27 FEV. 2017**

de la réception s/Préfecture
en date du **- 1 MARS 2017**

Pour le Président,
Le Directeur Général des Services


Stéphane PINTRE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 13 février 2017

L'an deux mil dix-sept et le 13 février à 17h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Maison des Associations - 288, Chemin de Saint Claude à Antibes en session ordinaire du mois de février, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Député-Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Lionnel LUCA, Marc DAUNIS, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Jean-Pierre MASCARELLI, Marguerite BLAZY, Roger CRESP, Gilbert TAULANE, Jean-Paul ARNAUD, René TRASTOUR, Thérèse ROUAZE, Henri GANNARD, Christine SYLVESTRE, Michèle MURATORE, Michel MAZUET, Marie-Claude MOITRY, Patrick DULBECCO, Angèle MURATORI, Guy GIRAUD, Colette ZALMA, Marie BENASSAYAG, Elisabeth JANIN, Anne-Marie BOUSQUET, Bernard MONIER, Claudine MAURY, Thérèse DARTOIS, Yves DAHAN, Marina LONVIS, Anne-Marie DUMONT, Afrim KACA, Audouin RAMBAUD, Jean-Pierre DERMIT, Serge AMAR, Martine BONNEAU, Christophe ETORE, Michel BERTRAND, Abderrazak SALOUH, Françoise THOMEL, Nathalie DEPETRIS, Elisabeth PILLARD, Patrice COLOMB-PONTOIRE, Khéra BADAoui

PROCURATIONS :

Guilaine DEBRAS à Michel MAZUET, Robert CREPIN à Thérèse ROUAZE, André-Luc SEITHER à Françoise THOMEL, Jacques GENTE à Anne-Marie BOUSQUET, Cléa PUGNAIRE à Patrick DULBECCO, Albert CALAMUSO à Marie BENASSAYAG, Michel VIANO à Henri GANNARD, Valérie TIERAN-GNONI à Damien BAGARIA, Laurent COLLIN à Lionnel LUCA, Eric PAUGET à Jean LEONETTI

ABSENTS :

Joseph LE CHAPELAIN, Alain ARZIARI, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Claude BERENGER, Joseph VALETTE, Nadine GASTAUD, Simone TORRES-FORET DODELIN, Eric DUPLAY, Béatrice VIGNOLO, Martine SAVALLI, Barbara LANCE, Déborah MINEI, Anne CHEVALIER, Lionel TIVOLI

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Madame Khéra BADAoui, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Monsieur LEONETTI,

Par délibération en date du 9 juillet 2007, le Conseil Communautaire a décidé la création d'une Commission Communautaire pour l'Accessibilité des Personnes Handicapées au sein de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, en application de l'article 46 de la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées.

La Loi du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement a instauré un nouveau cadre législatif et réglementaire, venant modifier les dispositions précédentes relatives à cette Commission : intitulé, composition élargie et missions complémentaires. Ces nouvelles dispositions ont été approuvées par délibération n°CC.2016.110 du Conseil communautaire du 26 septembre 2016.

Ainsi, sans pour autant disposer d'un pouvoir de décision, la Commission Intercommunale pour l'Accessibilité s'inscrit dans une logique globale d'amélioration du cadre de vie et contribue à ancrer la démarche d'accessibilité dans la proximité, en collaboration directe avec les communes membres.

Dans cette optique, sa mission essentielle consiste à établir un rapport annuel dressant le constat de l'état d'accessibilité du cadre bâti existant (articles 41, 42 et 43 de la Loi de 2005), de la voirie, des espaces publics et des transports (articles 19 et 45).

Après présentation au Conseil Communautaire et approbation, la réglementation dispose que ce rapport soit adressé au Préfet du Département, au Président du Conseil Départemental, au Conseil départemental de la Citoyenneté et de l'Autonomie, ainsi qu'à tous les responsables des bâtiments, installations et lieux de travail concernés par le rapport.

Comme pour l'année précédente, vous est soumis aujourd'hui le rapport pour l'année 2015, dont le projet a préalablement été présenté aux membres de la Commission Intercommunale pour l'Accessibilité, lors de la réunion du 16 novembre 2016. Le document joint, en tant que version définitive, prend en compte l'ensemble des observations formulées le cas échéant par leurs soins.

Le rapport 2015 commence par rappeler le cadre législatif ayant permis la mise en place de cette Commission (son évolution, la coexistence des commissions communales, sa composition et ses compétences).

Il fait ensuite état des réflexions menées en 2015 au cours de séances de travail, notamment celles organisées par la Direction Départementale des Territoires et de la Mer, auxquelles la CASA a pu participer.

Enfin, il mentionne en détail les réalisations menées :

- par la Communauté d'Agglomération dans les domaines des déplacements transports, logement et cadre bâti communautaire ;
- par chacune des communes membres dans les domaines du cadre bâti existant, des espaces publics et de la voirie.

Il est donc proposé au Conseil Communautaire de prendre acte du rapport 2015 de la Commission Intercommunale pour l'Accessibilité.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, PREND ACTE du rapport 2015 de la Commission Intercommunale pour l'Accessibilité.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 13 février 2017
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,


Jean LEONETTI



COMMUNAUTÉ
D'AGGLOMÉRATION
SOPHIA ANTIPOLIS



COMMISSION
COMMUNAUTAIRE
POUR
L'ACCESSIBILITÉ

2015
RAPPORT



SOMMAIRE

- I. COMMISSION COMMUNAUTAIRE POUR L'ACCESSIBILITÉ DES PERSONNES HANDI-CAPÉES DE LA CASA : RAPPEL DU CADRE LÉGISLATIF
 - A. LE CADRE LÉGISLATIF ET SON ÉVOLUTION
 - B. COEXISTENCE DES COMMISSIONS COMMUNALE ET COMMUNAUTAIRE POUR L'ACCESSIBILITÉ
 - C. COMPÉTENCES DE LA COMMISSION COMMUNAUTAIRE POUR L'ACCESSIBILITÉ
 - D. COMPOSITION EN VIGUEUR EN 2015
- II. RÉFLEXIONS SUR L'ACCESSIBILITÉ MENÉES EN 2015
 - A. COMMISSION CCAPH DU 27 MAI 2015
 - B. RÉUNIONS SUR L'ACCESSIBILITÉ COURANT 2015
- III. RÉALISATIONS EFFECTUÉES EN 2015
 - A. VOIRIE DÉPLACEMENTS
 - B. TRANSPORTS
 - C. LOGEMENT
 - D. CADRE BÂTI ET ESPACES PUBLICS
 - E. MISES EN ACCESSIBILITÉ EFFECTUÉES AU NIVEAU COMMUNAL
- IV. ÉLÉMENTS DE PROSPECTIVE
 - A. PROJETS PILOTES OU RÉALISÉS PAR LA CASA
 - B. PROJETS PROPRES AUX COMMUNES
- V. LES AGENDAS D'ACCESSIBILITÉ PROGRAMMÉE
- CONCLUSION
- DOCUMENTS ANNEXES :
 - ÉTATS DES MISES EN ACCESSIBILITÉ PRODUITS PAR LES COMMUNES
 - AUTRES DOCUMENTS

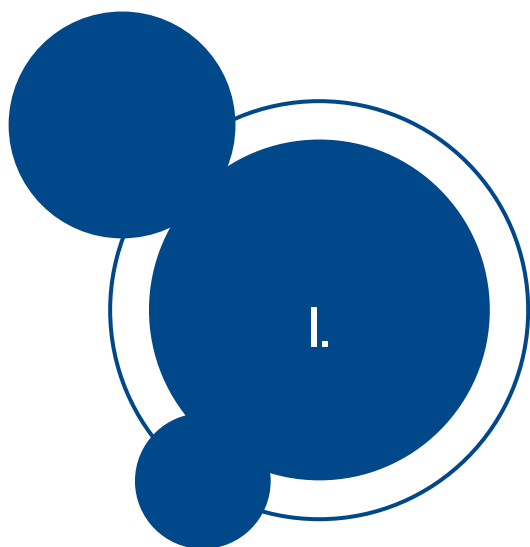


FOCUS SUR LES ACTIONS CASA MENÉES EN 2015

(DÉTAIL DANS LES PAGES SUIVANTES)

Cadre bâti	<p>Mise à jour de l'audit réalisé en 2009 sur l'accessibilité</p> <p>Élaboration de l'Agenda d'Accessibilité Programmée (Ad'AP), validé par arrêté du Préfet en date du 10 décembre 2015</p>
Voirie Déplacements	<p>Réalisation de 12 arrêts de bus type Charte réalisés (Antibes, Valbonne, Vallauris, Villeneuve-Loubet)</p>
Transports	<p>Acquisition de véhicules de transport en commun totalement accessibles, notamment 3 bus standard, 3 bus moyenne capacité, 2 minibus</p> <p>Service ICILA PMR : 4 véhicules opérationnels, 85 220 kms, 14 823 voyages</p>
Habitat Logement	<p>7 attributions de logements réservés PMR (soit 53 logements)</p> <p>Partenariat avec la MDPH (Maison Départementale des Personnes Handicapées) : protocole de gestion coordonnée des demandes de logement social des personnes handicapées.</p> <p>3 réunions de travail ont eu lieu et 131 situations ont été étudiées</p>





COMMISSION COMMUNAUTAIRE POUR L'ACCESSIBILITÉ DE LA CASA : RAPPEL DU CADRE LÉGISLATIF

A. LE CADRE LÉGISLATIF ET SON ÉVOLUTION

La loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, garantit de nouveaux droits aux personnes handicapées et consacre leur complète participation à la vie de la société.

Elle affirme la généralisation du principe d'accessibilité, étendu à toutes formes de handicap (*principe de "l'accès à tout pour tous"*) et place les collectivités locales en première ligne en ce sens qu'elles doivent désormais ancrer la démarche de l'accessibilité dans la proximité.

Alors que le dispositif juridique en place depuis la loi du 30 juillet 1975 préconisait l'opportunité et le droit à mobilité, la loi de 2005 oblige les communes à définir des objectifs dans le temps, répondant à l'obligation d'accessibilité.

En outre, elle apporte une définition du handicap élargie (*article 2*) :

"Constitue un handicap, toute limitation d'activité ou restriction de participation à la vie en société subie dans son environnement par une personne en raison d'une altération substantielle, durable ou définitive d'une ou plusieurs fonctions physiques, sensorielles, mentales, cognitives ou psychiques, d'un polyhandicap ou d'un trouble de santé handicapant".

Aussi, pour répondre aux dispositions de l'article L.2143-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, **la Commission communautaire pour l'accessibilité des personnes handicapées** a été créée au sein de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis :

"Des communes peuvent créer une commission intercommunale. Celle-ci exerce, pour l'ensemble des communes concernées, les missions d'une commission communale. Cette commission intercommunale est présidée par l'un des maires des communes, qui arrête conjointement la liste des membres. Lorsque la compétence en matière de transports ou d'aménagement du territoire est exercée au sein d'un établissement public de coopération intercommunale, la commission pour l'accessibilité aux personnes handicapées doit être créée auprès de ce groupement. Elle est alors présidée par le président de l'établissement. La création d'une commission intercommunale est obligatoire pour les établissements publics de coopération intercommunale compétents en matière de transports ou d'aménagement du territoire, dès lors qu'ils regroupent 5000 habitants ou plus".

C'est ainsi qu'en séance du 9 juillet 2007 et par anticipation de la loi de 2009, le Conseil communautaire a décidé de doter la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis d'une Commission Communautaire pour l'Accessibilité des Personnes Handicapées.

En outre, l'article 98 de la loi n° 2009-526 du 12 mai 2009 pour la simplification et la clarification du droit et l'allègement des procédures, est venu modifier les dispositions de l'article L. 2143-3 du Code Général des Collectivités Territoriales (*issu de l'article 46 de la loi Handicap du 11 février 2005*).

En vertu de cette Loi, **la Commission intercommunale doit être créée** dans les EPCI de plus de 5000 habitants et plus, dès lors que ces établissements sont compétents en matière de transport et d'aménagement de l'espace. Cette commission peut être également créée dans toutes les intercommunalités quelle que soit leur taille.

À noter le nouveau cadre règlementaire souhaité par le législateur :

L'ordonnance du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des ERP, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées est venue préciser notamment le rôle des commissions communales et intercommunales.

Suite à cette ordonnance, **l'article L.2143-3 du CGCT a été modifié par la Loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 (art.21) relative à l'adaptation de la société au vieillissement.**

Cet article mentionne de nouvelles dispositions relatives aux Commissions, notamment sur :

- l'intitulé : les Commissions (inter)communales d'accessibilité pour les personnes handicapées **deviennent "les Commissions (inter)communales pour l'accessibilité"** ;
- la composition (voir point D) ;
- les missions (voir point C).

B. COEXISTENCE DES COMMISSIONS COMMUNALE ET COMMUNAUTAIRE POUR L'ACCESSIBILITÉ

Pour mémoire : la Commission communale pour l'Accessibilité.

Depuis la loi Handicap du 11 février 2005, les communes de plus de 5 000 habitants doivent obligatoirement constituer et mettre en place une commission communale pour l'accessibilité ; ce qui implique la production d'un rapport annuel dressant le constat de l'accessibilité sur la commune, présenté au Conseil municipal.

Elle est présidée par le Maire et est composée des représentants de la commune, d'associations d'usagers et d'associations de représentants des personnes handicapées.

Cf. article L.2143-3 du CGCT, modifié par la Loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 (art.21) relative à l'adaptation de la société au vieillissement.

L'article 98 de la Loi précitée a eu pour effet de clarifier les missions respectives **des commissions communales et intercommunales pour l'accessibilité**, dont l'existence faisait l'objet d'interprétations divergentes, auxquelles la circulaire du 17 décembre 2007 avait tenté de répondre :

"Lorsqu'une commission intercommunale est créée, celle-ci exerce pour l'ensemble des communes les compétences des commissions communales. Dès lors, il ne peut y avoir de coexistence entre ces deux types de commissions".

Ainsi, l'article L.2143-3 du CGCT précise que les deux commissions communale et intercommunale pour l'accessibilité peuvent **coexister** en exerçant leurs missions dans le cadre de leurs compétences respectives et ajoute que *"les communes membres de l'établissement peuvent également, au travers d'une convention passée avec ce groupement, confier à la commission intercommunale tout ou partie des missions d'une commission communale, même si elles ne s'inscrivent pas dans le cadre des compétences de l'EPCI. Lorsqu'elles coexistent, les commissions communales et intercommunales veillent à la cohérence des constats qu'elles dressent, chacune dans leur domaine de compétences, concernant l'accessibilité du cadre bâti existant, de la voirie, des espaces publics et des transports".*

À ce jour, la Commission communautaire pour l'accessibilité de la CASA n'a été sollicitée par aucune de ses communes membres, sur cette possibilité de transfert de missions. En effet, l'échelon communal étant le plus pertinent pour traiter des questions d'accessibilité, un transfert de compétence à la CASA paraît difficilement envisageable.

Une information réciproque entre les communes et la CASA est néanmoins nécessaire à la cohérence des constats entre l'échelon communal et l'échelon intercommunal. C'est la raison pour laquelle, il est demandé aux communes de communiquer tous les ans le compte-rendu de leurs actions (*état des mises en accessibilité*) sur leur territoire.

Lorsque sur un même territoire, coexistent deux commissions pour l'accessibilité, leurs missions se doivent donc d'être **complémentaires** : la structure intercommunale (Commission communautaire pour l'accessibilité) exerçant ses missions dans la limite des compétences définies par le Code.

Jusqu'à présent, partant du principe que les commissions ne pouvaient coexister juridiquement, la Commission communautaire pour l'accessibilité de la CASA, en plus de ses missions proprement communautaires, s'est chargée de recenser l'ensemble des actions passées et à venir des communes en matière d'accessibilité en vue du rapport annuel obligatoire.

La production de son rapport annuel est, en partie, nourri des éléments remis par les communes dans les domaines relevant de leurs compétences. Ce travail de recensement des actions communales en matière d'accessibilité est réalisé à des fins informatives ; sans oublier cependant, le rôle d'assistance et de conseil aux communes (avis pouvant être donnés sur sollicitations).

Nota :

À ce jour, les communes suivantes de plus de 5 000 habitants ont créé, par délibération du Conseil Municipal, leur Commission communale :

Les populations légales millésimées 2013 entrent en vigueur le 1 ^{er} janvier 2016				
COMMUNES	NOMBRE D'HABITANTS (population totale)	NATURE COMMISSIONS COMMUNALES	RÉFÉRENCES	OBSERVATIONS
ANTIBES	76 716	Pour l'accessibilité	Arrêté du 09/02/15 : création et désignation de membres de la CCPA	Site internet /page dédiée à l'accessibilité : antibes-juanlespins.com/handicap
BIOT	10 259	Pour l'accessibilité	Conseil Municipal du 17/02/15	Site internet / page dédiée à l'accessibilité: biot.fr/modules/news/article.php?storyid=79/
LA COLLE-SUR-LOUP	7 958	Pour l'accessibilité	Conseil Municipal 2012	
ROQUEFORT-LES-PINS	6 614			Pas de commission pour l'accessibilité
VALLAURIS	26 656	Pour l'accessibilité	Conseil Municipal 2011	
VALBONNE	13 671	D'accessibilité et pour l'accessibilité	Conseil Municipal du 04/02/2010	
VILLENEUVE-LOUBET	14 546	Pour l'accessibilité	Conseil Municipal du 07/07/2011	



C. COMPÉTENCES DE LA COMMISSION COMMUNAUTAIRE POUR L'ACCESSIBILITÉ

Le rôle de cette commission s'inscrit dans une logique globale d'amélioration du cadre de vie.

Par délibération en date du 9 juillet 2007, le Conseil Communautaire a décidé la création de la Commission Communautaire pour l'accessibilité des personnes handicapées, en application de l'article L.2143-3 du CGCT, modifié par la loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 (art.21) relative à l'adaptation de la société au vieillissement.

Cet article rend obligatoire la création d'une commission intercommunale pour l'accessibilité lorsque les communes adhèrent à un Etablissement Public de coopération intercommunale compétent en matière de transports ou en matière d'aménagement du territoire, lorsque la population atteint 5000 habitants.

Il est précisé que cette commission n'intervient que dans les domaines transférés à l'EPCI.

La Commission Communautaire pour l'Accessibilité a pour objet de :

- dresser le constat de l'accessibilité du cadre bâti existant sur le territoire concerné (*articles 41, 42 et 43 de la loi précitée*), de la voirie, des espaces publics et des transports (*articles 19 et 45*) ;
- d'élaborer des propositions de nature à améliorer l'accessibilité de l'existant ;
- formuler des avis sur sollicitations des communes ;
- formuler des avis (consultatifs) sur les plans d'actions élaborés pour les communes (*Plan communal de mise en accessibilité de la voirie et des aménagements des espaces publics, Programme pluriannuel de mise en accessibilité du bâti existant*) ;
- d'organiser un système de recensement de l'offre de logements accessibles aux personnes handicapées (*articles 41, 43, 46 et 50*) ;
- tenir à jour, par voie électronique, la liste des établissements recevant du public situés sur le territoire intercommunal, qui ont élaboré un agenda d'accessibilité programmée (*Ad'AP*) et la liste des établissements accessibles aux personnes handicapées et aux personnes âgées (*Loi de 2015*).

Sa mission essentielle consiste à établir un rapport annuel et de faire toute proposition utile d'amélioration de mise en accessibilité de l'existant. Ce rapport est présenté en Conseil communautaire.

D. COMPOSITION EN VIGUEUR EN 2015

La création de la Commission Communautaire pour l'Accessibilité des Personnes Handicapées de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis a été approuvée par délibération du Conseil Communautaire du 9 juillet 2007, modifiée le 5 mai 2008, puis le 15 décembre 2008.

Au regard des nouvelles délégations instaurées en séance du Conseil communautaire du 14 avril 2014, sa composition a été actualisée, comme suit :

4 représentants des élus de la Communauté :

- le Vice-Président Délégué au Développement Économique et à l'Aménagement du Territoire Mr DAUNIS, ou son suppléant Mme BONNEAU ;
- la Vice-Présidente Déléguée aux Risques Naturels Mme DEBRAS, ou son suppléant Mme LONVIS ;
- le Vice-Président Délégué à la Mobilité et aux Transports Mr OCCELLI, ou son suppléant Mme BENASSAYAG ;
- le Vice-Président Délégué aux Équipements et aux Infrastructures communautaires Mr BAGARIA, ou son suppléant Mme MOITRY.

4 représentants des institutions et des partenaires :

- le Préfet ou son représentant ;
- le Président du Conseil Régional ou son représentant ;
- le Président du Conseil Général ou son représentant ;
- le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis ou son représentant.

4 représentants des associations œuvrant dans les secteurs transférés à savoir :

- le Président de l'Association des Amis Parents Enfants Inadaptés (ADAPEI) ou son représentant ;
- le Président de l'Association Valentin Haüy ou son représentant ;
- le Président de l'Association des Paralysés de France (APF) ou son représentant ;
- le Président de l'Association Union Régionale des Associations de Parents Enfants Déficients Auditifs (URAPEDA) ou son représentant.

4 représentants des associations d'usagers :

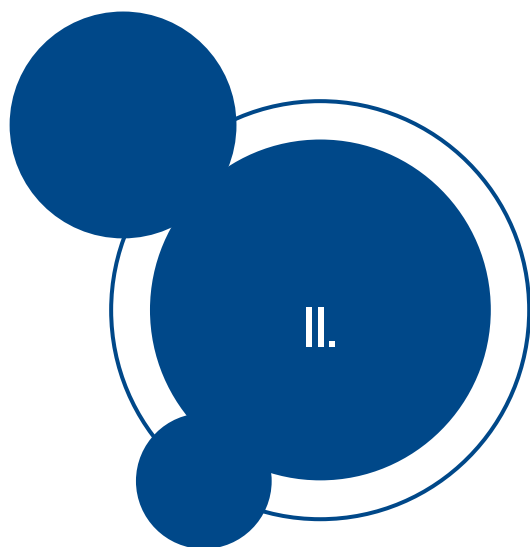
- le Président de la Fédération Nationale des Associations d'Usagers de Transports (FNAUT) ou son représentant ;
- le Président de l'Union Fédérale des Consommateurs (UFC) ou son représentant ;
- le Président de la Confédération Nationale du Logement (CNL) ou son représentant ;
- le Président du Conseil de Développement ou son représentant.

Enfin, les nouvelles dispositions de la Loi de 2015 devant être intégrées puisque venant modifier l'intitulé, la composition et la mission de la Commission communautaire pour l'Accessibilité, celles-ci seront soumises en 2016 à examen d'un Conseil communautaire, pour approbation.

Nota :

Le présent rapport se limitant à un état des actions menées en 2015, les nouvelles dispositions applicables et votées en 2016 n'y figurent donc pas. Elles seront en revanche portées dans le rapport des mises en accessibilité 2016.





RÉFLEXIONS SUR L'ACCESSIBILITÉ MENÉES EN 2015

A. COMMISSION COMMUNAUTAIRE POUR L'ACCESSIBILITÉ DU 27 MAI 2015

Dans le prolongement de la précédente réunion 19 novembre 2014, la neuvième Commission qui s'est tenue le 27 mai 2015, a eu pour objet de présenter aux partenaires institutionnels et associatifs :

- le projet de rapport des actions conduites en 2014 par la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis et ses communes membres.

Dans les grandes lignes :

» **Rappel de l'objectif premier de ce rapport**

Veiller aux actions mises en œuvre par les 24 communes de la CASA, sur l'ensemble de la chaîne de déplacements. Concrètement, il s'agit de faire en sorte de la rendre la plus praticable possible, tant pour les personnes à mobilité réduite que pour les personnes valides, qui au cours de leur vie, y trouveront toujours un bénéfice.

» **Déplacements & transports**

Rappel du cadre réglementaire, de la Charte des Points d'Arrêt et du Plan de Déplacements Urbains.

Point d'étape sur les réalisations effectuées en matière d'accessibilité :

- accessibilité intégrale du Pôle d'Échanges d'Antibes, inauguré le 6 octobre 2014 ;
- en 2014, constat de la réalisation de 47 arrêts de bus type « Charte » ;
- élargissement de l'amplitude horaire des réservations du réseau ICILA (jusqu'à 11 jours en amont) et véhicule supplémentaire attribué à la flotte existante ;
- participation précieuse de l'Association des Paralysés de France, permettant d'identifier toutes les problématiques.

» **Logement**

Recensement des logements PMR sur la CASA en 2014, selon éléments fournis par les bailleurs :

- 45 logements réservés aux Personnes à Mobilité Réduite et handicapées ;

Nouvelle méthodologie de recensement et protocole de gestion coordonnée des demandes de logement social des personnes handicapées, en partenariat avec les promoteurs du Dispositif Handicap Logement.

» **Équipements et cadre bâti**

Présentation des réalisations communautaires et communales.

En 2015, prise en compte particulière des problématiques des personnes malentendantes (CASA).

Le compte-rendu détaillé de cette réunion du 27 mai 2015 est joint en annexe.

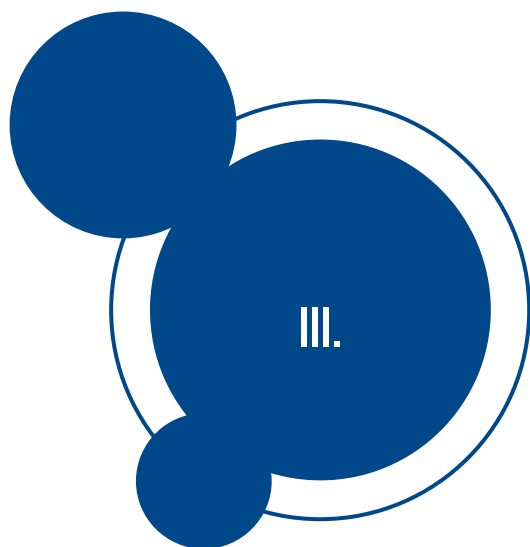
Le rapport des états des mises en accessibilité 2014 sur le territoire de la CASA a été présenté en Conseil Communautaire du 15 juin 2015, puis diffusé le 9 juillet 2015 à l'ensemble des partenaires (*État, institutions, associations, communes*), comme la législation le prévoit.

B. RÉUNIONS SUR L'ACCESSIBILITÉ COURANT 2015

La CASA a pris part aux séances de travail listées ci-dessous :

1. **Réunion DDTM du 8 janvier 2015**
Réunion de présentation des Agendas d'Accessibilité Programmée (*Ad'AP*).
2. **Atelier " L'accessibilité pour tous et partout" le 2 février 2015**
Organisé par la Plateforme Initiative Agglomération Sophia Antipolis.
3. **Journée d'actualité sur les Ad'AP le 19 mars 2015**
Organisée par le CNFPT La Garde.
4. **Commission communale pour l'accessibilité d'Antibes, du 24 mars 2015**
Présentation du rapport des mises en accessibilité de la commune pour 2014 et de la procédure de création de l'Ad'AP.
5. **Commission communale pour l'accessibilité d'Antibes, du 11 septembre 2015**
Présentation du contenu de « l'Ad'AP Patrimoine » de la commune d'Antibes, lissé sur 9 années, composées de 3 périodes de 3 ans.





RÉALISATIONS EFFECTUÉES EN 2015

Comme pour l'année précédente, les réalisations effectuées en 2015 tentent d'apporter des réponses aux problèmes liés à l'accessibilité en général, et au déplacement des personnes handicapées en particulier. Il est d'intérêt général que de rechercher une utilisation harmonieuse et optimale des équipements publics, quels qu'ils soient.

A. VOIRIE ET DÉPLACEMENTS

Dès 2006, la CASA, en tant qu'Autorité Organisatrice de Transports Urbains, a élaboré, en étroite collaboration avec les conducteurs de bus et les associations d'usagers les plus en difficulté de mobilité, une « Charte d'Aménagement des Points d'arrêts de bus », qui a été délibérée par l'ensemble des communes membres fin 2008 et signée par les transporteurs.

L'objectif de ce document est de fixer les principes d'aménagement des points d'arrêt afin d'améliorer encore l'accessibilité de tous au service public de transport. Il prévoit la mise en place d'équipements spécifiques (bordures de quais pour un meilleur accostage, dalles guide canne, pictogrammes, etc) permettant un confort supplémentaire, tant pour les usagers que pour les conducteurs. Cette charte, première en France, a été référencée par le CERTU et reprise par de nombreux réseaux.

Depuis 2007, **70** arrêts spécifiques ont été aménagés sur l'ensemble du territoire, respectant ainsi l'objectif fixé par la Charte de réaliser environ 10 arrêts par an, pour un budget annuel de 300 000€.

Le choix d'aménager un arrêt est une décision concertée avec l'exploitant et/ou les associations de personnes en difficulté, soit lors des commissions communautaires / communales d'accessibilité, soit lors des rencontres régulières qui sont organisées tout au long de l'année avec les acteurs de l'accessibilité.

Ces points d'arrêts type Charte sont réalisés par la CASA mais aussi par ses communes membres et le Département, lorsque ces dernières ont des projets de voirie. Il s'agit d'arrêts d'excellente facilitant davantage les montées - descentes dans les bus et sur les quais.

Liste des arrêts type charte, réalisés en 2015

ANTIBES	ESTEREL	Avenue Amiral Courbet	1
ANTIBES	JARDIN PAULINE	Boulevard Raymond Poincaré	1
ANTIBES	HOPITAL FONTONNE	Chemin des Quatre Chemins	1
ANTIBES	MONT SAINT JEAN	Avenue du Châtaignier	1
VALBONNE	ZILLER	Route des Dolines - RD98	2
VALBONNE	BRUGUET	Route des Crêtes - RD198	2
VALLAURIS	VILLA CHRETIEN	Route de Grasse - RD135	2
VILLENEUVE-LOUBET	VILLAGE	Avenue de la libération - RD2085	2

B. TRANSPORTS

La Direction du Réseau Envibus informe de ce qui suit.

À l'image des années précédentes, le Réseau Envibus s'est attaché à poursuivre l'amélioration de l'accessibilité par le biais d'un axe majeur, celui du matériel roulant, dont la CASA est propriétaire.

En 2015, des actions ont été menées concernant :

1• La veille sur l'accessibilité du parc roulant affecté au réseau Envibus

- Acquisition de véhicules de transports en commun totalement accessibles lors des renouvellements ou extensions de parc.

100 % du parc est accessible : bus plancher bas avec agencement, rampes électriques, emplacement spécifique identifié pour PMR, équipements technologiques avec annonces visuelles et sonores des prochains arrêts...

En 2015 acquisition de 3 bus standards, de 3 bus moyenne capacité, de 2 minibus.

Les cahiers des charges d'acquisition des bus intègrent systématiquement une palette.

Au total, 108 véhicules du parc du Réseau Envibus sont équipés d'une rampe manuelle ou électrique.

- Voyage initiatique avec l'APF et consultation des besoins : suite à des échanges sur l'état du parc, des modifications ont été apportées sur le matériel roulant : barre de maintien supplémentaire, revêtement rugueux de la rampe PMR.
- Maintenance des véhicules et formation des conducteurs :

Organisation par le transporteur du réseau envibus de formations de conducteurs dans le cadre de leur formation continue à l'accueil des personnes à mobilité réduite (en cours selon les calendriers de formation des conducteurs).

D'autres formations sont assurées pour l'accostage des quais et de déploiement de la rampe. Cette formation est obligatoire et réalisée par des organismes privés.

Les contrôles mensuels sont réalisés pour une vérification périodique du bon fonctionnement des rampes rétractables, améliorant ainsi la qualité de service rendu aux usagers. Les rampes sont graissées tous les 6 mois. Le transporteur est tenu contractuellement de tester en interne la maniabilité des rampes toutes les semaines.

2• L'organisation d'un service de transport à la demande ICILA dédié aux personnes à mobilité réduite

- Service spécialisé pour les personnes en grande difficulté de mobilité (PGDM) :
 - mise à disposition d'un véhicule supplémentaire sur ce service « Icilà » dit de « trottoir à trottoir » depuis janvier 2015 pour pouvoir répondre au plus grand nombre de demandes. Ce nouveau véhicule a permis d'absorber les demandes d'usagers en attente (environ 100 dossiers) ;
 - Augmentation de la plage de réservation : Possibilité de réserver jusqu'à 11 jours en avance. (du jeudi précédent la semaine en cours, au lieu du lundi) ;
 - **ICILÀ PMR en 2015 : 4 véhicules opérationnels, 85 220 kms, 14 823 voyages en 2015.**



C. LOGEMENT

La Direction Habitat Logement fait savoir ce qui suit.

1• L'Observatoire de l'Habitat - Recensement de l'offre dédiée

» Rappel de quelques notions

Un logement est accessible lorsqu'il permet aux personnes d'accéder physiquement en tous points des espaces extérieurs et intérieurs du bâtiment, de pénétrer, de circuler, et de sortir du logement dans des conditions minimales d'utilisation. Il répond aux normes législatives (*articles R 111-18 et suivants*).

Un logement est adaptable lorsqu'il est modifiable et modulable aisément en conservant la structure du bâtiment et répondant aux différentes formes de handicap.

Un logement est adapté (*réservé aux personnes à mobilité réduite*) lorsqu'il répond aux besoins spécifiques d'une personne en situation de handicap, au vu des dysfonctionnements entre la personne handicapée et son environnement.

» Contexte législatif

La Loi du 11 février 2005 oblige à recenser les logements accessibles notamment sociaux.

Une nouvelle réglementation accessibilité s'applique désormais dans le neuf. Les textes réglementaires (*Décret et Arrêté du 24 décembre 2015*) simplifient les normes de construction.

L'esprit général des textes est de privilégier la souplesse : Ainsi le décret donne la possibilité aux maîtres d'ouvrage de recourir à des « solutions d'effet équivalent aux dispositions techniques d'accessibilité pour autant qu'elles satisfassent aux objectifs d'accessibilité ». Il introduit également la possibilité pour l'acquéreur d'un logement neuf d'avoir recours à des travaux modificatifs. Le logement devient dès lors un logement « adaptable » et plus un logement « adapté ». L'arrêté fixe dans ses articles les normes techniques relatives au décret.

Par ailleurs, à partir du 1^{er} avril 2016, tous les permis de construire déposés pour des projets de construction de bâtiments d'habitation collectifs et aux maisons individuelles devront respecter les nouvelles règles techniques d'accessibilité aux personnes handicapées.

» Les orientations méthodologiques

La Direction Habitat Logement mène depuis 2012 le recensement de l'offre de logements accessibles en sollicitant les bailleurs sociaux. Afin de simplifier ce recensement, la Direction Habitat Logement CASA a demandé aux bailleurs sociaux de désigner un référent handicap au sein de leur organisme. En 2014, un travail de recensement du parc a été réalisé en amont par la CASA et une application informatique appelée GRL3A a été créée par la CASA. Le référent handicap du bailleur devait ainsi saisir informatiquement un questionnaire sur les indicateurs d'accessibilité.

Lors du comité technique des financeurs du logement social du 26 novembre 2014, les bailleurs ont interpellé la CASA sur la complexité et la lourdeur de l'application.

Afin de simplifier la procédure, les bailleurs ont proposé de remplir uniquement une fiche par immeuble et d'indiquer uniquement les exceptions (logements adaptés, adaptables, accessibles).

En 2015, la CASA s'est alors engagée à retravailler avec le service informatique sur l'application GRL3A, en se concentrant uniquement sur le renseignement de la fiche immeuble effectué par le référent accessibilité bailleur.

En novembre 2015, la CASA a envoyé un courrier à tous les bailleurs sociaux leur signalant la nouvelle méthodologie adoptée et de produire avant le 29/01/2016 un état des mises en accessibilité réalisées dans les immeubles. Ce travail en amont a nécessité de nombreux échanges avec les bailleurs. Cette application mise à la disposition de la CASA aux bailleurs n'a pas rencontré le succès escompté. Seul le Nouveau Logis Azur (NLA) et l'Office Public de Cannes se sont inscrits dans cette démarche et nous ont fait part de leurs difficultés à se connecter sur cette application.

Les autres bailleurs quant à eux ont informé de leurs problèmes ou ne se sont pas manifestés malgré les relances téléphoniques du 5 janvier 2016.

Entre 2014 et 2015, le parc de logements réservés aux Personnes à Mobilité Réduite (PMR) s'est accru de 7 unités passant de 46 à 53 logements.

Les statistiques pour l'année 2015 sur les logements réservés exclusivement aux Personnes à Mobilité Réduite (PMR) et handicapées font ressortir les chiffres suivants (*chiffres CASA*) :

COMMUNE	NON OPÉRATION	MISE EN SERVICE	GESTIONNAIRE	CONFORT LOGEMENT	NOMBRE LLS PMR
ANTIBES	CLOS D'AZUR	2009	ERILIA	Logement réservé handicapé	1
ANTIBES	VILLA NADOR	2009	ERILIA	Logement réservé handicapé	1
ANTIBES	LA SIGNATURE	2015	ERILIA	Logement réservé handicapé	3
ANTIBES	RPETIT BEAUVERT	2015	ERILIA	Logement réservé handicapé	2
ANTIBES	PARC D'EUGÉNIE	2011	HABITAT 06	Logement réservé handicapé	3
ANTIBES	THALYS	2009	ICF SUD EST MEDITERRANÉE	Logement réservé handicapé	2
ANTIBES	ALLÉES GRENADINE	2012	MAISON FAMILIALE DE PROVENCE	Logement réservé handicapé	1
ANTIBES	ARGONAUTES	2000	SACEMA	Logement réservé handicapé	1
ANTIBES	LONGO MAI	2002	SACEMA	Logement réservé handicapé	1
ANTIBES	LERINA	2003	SACEMA	Logement réservé handicapé	1
ANTIBES	L'OCARINA	2006	SACEMA	Logement réservé handicapé	12
ANTIBES	VILLA ÉLÉONORE	2009	SACEMA	Logement réservé handicapé	2
ANTIBES	VILLA SOLEIADO	2010	SACEMA	Logement réservé handicapé	2
ANTIBES	VAUBAN MACÉ	2012	SACEMA	Logement réservé handicapé	1
ANTIBES	RÉSIDENCE D'EMMA	2014	SACEMA	Logement réservé handicapé	3
ANTIBES	LES JARDINS DE LULLY	2015	SACEMA	Logement réservé handicapé	2
BIOT	RAYMOND PEYNET I	2007	NOUVEAU LOGIS D'AZUR	Logement réservé handicapé	1
BIOT	RAYMOND PEYNET II	2007	PARLONIAM	Logement réservé handicapé	1
ROQUEFORT-LES-PINS	COURS DU BEAUMON	2012	ERILIA	Logement réservé handicapé	4
ROQUEFORT-LES-PINS	CŒUR LES PINS	2014	HABITAT 06	Logement réservé handicapé	1
VALBONNE	FJT EXTENSION	2006	OFFICE PUBLIC DE CANNES	Logement réservé handicapé	1
VALBONNE	TOÏTS DE LA VIGNE HAUTE	2008	PHOCÉENNE D'HABITATIONS	Logement réservé handicapé	1
VALBONNE	AMANDIERS	2012	PHOCÉENNE D'HABITATIONS	Logement réservé handicapé	1
VALLAURIS	50 RUE LENTA PITTARI	2012	SEMIVAL	Logement réservé handicapé	4
VALLAURIS	CLOS DE VALLAURIA	2014	ERILIA	Logement réservé handicapé	4
TOTAL					53

2• Le Pôle Aide à la Personne - Accès au logement des personnes handicapées

La Direction Habitat Logement de la CASA, a mis en place un **dispositif de rapprochement entre l'offre et la demande de logements adaptés** pour permettre :

- aux personnes en situation de handicap d'optimiser leur recherche d'offre adaptée ;
- aux bailleurs de mieux appréhender la demande et de garantir l'occupation des logements correspondants.

Ce dispositif repose sur un travail de partenariat avec la Maison Départementale des Personnes Handicapées des Alpes-Maritimes (MDPH).

En 2015 :

- 3 réunions MDPH : 131 situations ont été étudiées avec la MDPH ;
- 842 demandeurs ayant déposé une demande de LLS auprès de la CASA ont renseigné la fiche handicap.
À noter que ces demandeurs ne sont pas obligatoirement recensés dans le cadre du dispositif handicap logement de la MDPH.
- 7 attributions de logements PMR (*cf plans des logements*)

En date du 21 décembre 2015, le protocole de gestion coordonnée des demandes de logement social des personnes handicapées a fait l'objet d'une délibération avec comme partenaires signataires le GIP-MDPH, l'APF, la Mutualité Française et la CASA.

La signature de ce protocole pourrait intervenir à l'occasion des 10 ans de la résidence l'Ocarina (*logements dédiés aux personnes à mobilité réduite*).

D. CADRE BÂTI ET ESPACES PUBLICS

S'agissant des bâtiments et propriétés communautaires :

- Pose d'une main courante le long de l'escalier du parvis de la médiathèque communautaire d'Antibes ;
- Mise à jour de l'audit réalisé en 2009 sur l'accessibilité, par le bureau d'étude QUALICONULT ;
- Constitution et transmission à la Préfecture du dossier de demande d'intégration de la CASA au dispositif Ad'AP (*Agenda d'Accessibilité Programmée*), validée par arrêté en date du 10 décembre 2015.

E. MISES EN ACCESSIBILITÉ EFFECTUÉES AU NIVEAU COMMUNAL

Les 24 communes membres de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis ont été sollicitées afin de connaître le plus précisément possible l'état des mises en accessibilité effectuées sur leur territoire, chacune en ce qui les concerne.

Ci-dessous une synthèse des éléments communiqués, dont le détail figure en annexe.

La commune d'**Antibes Juan-les-Pins** informe que 2015 a été une année de transition, consacrée à l'élaboration d'un Ad'AP de 9 années, pour un budget prévisionnel de 4 379 993€ HT. Ce dernier a fait l'objet d'un arrêté préfectoral du 25 janvier 2016.

Une page dédiée au handicap a été créée sur le site internet de la ville où figurent de nombreuses informations pratiques ou réglementaires sur l'accessibilité :

antibes-juanlespins.com/handicap

En 2015, le projet d'Ad'AP a fait l'objet :

- d'une concertation entre les différents acteurs associatifs et institutionnels, notamment des présentations en séances de la Commission Communale pour l'Accessibilité ;
- d'une adoption en Conseil municipal du 25 septembre 2015.

S'agissant de la voirie, les travaux effectués en 2015 sont listés ci-dessous :

QUARTIERS	NATURE DES TRAVAUX	MONTANT ENGAGÉ (EN € TTC)	ACCESSIBILITÉ
ANTIBES JLP BALNÉAIRE Requalification boulevard Baudin-Joffre Maupassant	Élargissement de trottoir + Pose de bordure en pierre Pose de dalle en pierre + Réfection des enrobés trottoirs et chaussée, élargissement des espaces verts	480 000€	Site devenu zone piétonne Amélioration de 6 places PMR Élargissement de la rampe PMR côté "Ruban Bleu"
ANTIBES ACTIVITÉ Chemin des Combes (section comprise entre Baie des Combes/"Villa Raphaël")	Travaux de mise à l'alignement (5 propriétés avec murs - portails - clôtures... + Reprises trottoirs et chaussées, pose de dalles TTE + création d'un plateau au droit de "Villa Raphaël"	550 000€	1 plateau surélevé + 3 passages piétons
ANTIBES GRAND EST Chemin des Saint-Claude (section Beauvert - Sarrazine)	Abattage de 14 pins + Réfection trottoir et stationnement en enrobé + Réfection chaussée + Création zone drainante	245 000€	4 passages piétons
ANTIBES ACTIVITÉ Chemin des Combes (section Ubaldi/Bel Air)	Création d'un trottoir pour assurer la continuité du cheminement piéton sécurisé avec redistribution du stationnement + recalibrage de la chaussée et protection des accès côté pair par un marquage et des balises	85 000€	1 passage piéton
ANTIBES ACTIVITÉ Création pistes cyclables chemin des Terriers (section Weisweller/Breton)	Création d'une piste cyclable bidirectionnelle sur trottoir enrobé (réalisé au finisher) + Création 3 plateaux + Aménagement trottoir bicouche et enrobé côté opposé	300 000€	3 plateaux surélevés (y/c pp) + 2 passages piétons
ANTIBES CŒUR DE VILLE Carrefour Foch/Maizière	Mise aux normes PMR	17 300€	4 passages piétons
ANTIBES GRAND EST Chemin des Saint-Claude/Coutelier	Mise aux normes PMR	3 000€	2 passages piétons
ANTIBES CENTRE Avenue Lamartine	Création d'un trottoir pour assurer la continuité du cheminement piéton	30 000€	Amélioration du cheminement
ANTIBES CŒUR DE VILLE Passage Genty	Réfection du trottoir et de la rampe d'accès	9 500€	Amélioration du cheminement

À cela s'ajoute l'examen de 468 dossiers par la Commission communale d'accessibilité.

La commune de **Bar-sur-Loup** a réalisé un Ad'AP sur 35 sites communaux, qui a été accordé par arrêté préfectoral du 08 mars 2016.

Elle a procédé :

- à la mise en hauteur des seuils d'entrée sur 5 locaux ;
- à l'élaboration d'un projet de nouveau toilette public accessible ;
- à la création d'une place réservée sur le nouveau parking de la gare ;
- à la finalisation de l'accès des dojos.

La commune de **Bouyon** indique avoir effectué des aménagements sur le bâtiment de la Mairie, le jardin d'enfants et la maison Barnoin.

La commune de **Caussols** informe avoir procédé à l'aménagement d'un rond-point avec chemin piétonnier protégé et passages piétonniers, ainsi que la réfection de l'escalier de la place de la mairie et ajouts de marches, pour sécuriser le passage vers la place sud des bâtiments communaux.

La commune de **Conségudes** mentionne avoir consulté l'APF pour un diagnostic des aménagements existants, les réalisations interviendront en 2016.

La commune de **Gourdon** fait savoir qu'elle a procédé en 2015 à :

- la création d'un bloc sanitaire dans le « club house » au niveau du Pré ;
- l'aménagement d'une piste accessible amenant à ce même bâtiment.

La commune de la **Colle-sur-Loup** a procédé à la création de rampes à toutes les portes d'accès de l'école maternelle « Brusquet », la localisation au rez-de-chaussée de la Mairie du bureau de Monsieur le Maire, ainsi que des travaux accessibilité route de Cagnes.

La commune de Gréolières a procédé en 2015 à :

- l'achat d'une rampe amovible salle municipale Belugo ;
- l'installation d'un toilette public accessible PMR à Font Rougière et à Gréolières les Neiges ;
- la mise en accessibilité de l'entrée du jeu de boules ;
- **école** : rampe amovible et rampes d'appui, bandes signalétiques, WC rehaussés ;
- **mairie et agence postale** : rampe d'accès à l'entrée de l'agence, bandes signalétiques ;
- **voirie** : 2 places de parking PMR à la Faïsse et une place PMR à l'école, aménagement de l'allée de la Ferrage.

La commune des **Ferres** a fait procéder à une étude des bâtiments communaux, dont les éléments ont été adressés à la DDTM en vue de l'élaboration d'un calendrier des travaux.

La commune du **Rouret** a créé un arrêt minute pour sécuriser le stationnement du bus scolaire et la dépose des enfants, un trottoir accessible et des éléments de signalisation.

La commune de **Roquefort-les-Pins** a fait savoir que les toilettes, l'accueil et l'éclairage des voies de circulation de la Mairie ont été réaménagés pour une mise aux normes en matière d'accessibilité. Le parking du Pôle Images est en cours d'aménagement.

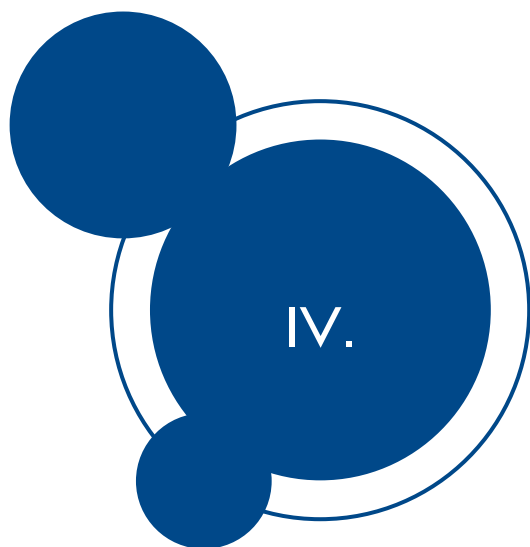
La commune de **Saint-Paul de Vence** a déposé un Ad'AP, pour une durée de 6 ans et un coût prévisionnel de 380 239€ TTC.

La commune de **Valbonne Sophia Antipolis** a fait réaliser en 2015 un diagnostic technique des ERP et IOP. Un Ad'AP a été déposé en septembre 2015 et complété en 2016, pour une durée de 9 ans. Par ailleurs, les trottoirs de la rue de la Vigne Haute ont été aménagés.

La commune de **Vallauris Golfe-Juan** a réalisé un Ad'AP, validé par arrêté préfectoral. Elle a mis en place une signalétique « handicapés » et a rendu accessible des portes d'accès sur différents sites municipaux. Elle a également effectué des reprises de trottoirs et des aménagements de passages piétons sécurisés sur de nombreux espaces de voirie.

La commune de **Villeneuve-Loubet** fait savoir qu'elle a réalisé un Ad'AP de 3 ans pour l'école Fabre. Plusieurs aménagements d'accessibilité ont été effectués en 2015 : la liste exhaustive figure en annexe, dont voici quelques réalisations :

- création de rampes PMR dans les écoles et divers bâtiments communaux ;
- création ou mises aux normes de places de stationnement et de trottoirs ;
- création d'une piste cyclable sur la RD 24.



ÉLÉMENTS DE PROSPECTIVE

A. PROJETS PILOTES OU RÉALISÉS PAR LA CASA

1• Déplacements et transports

Le projet de bus-tram Antibes Sophia Antipolis s'inscrit dans une politique volontariste d'accessibilité aux personnes à mobilité réduite menée par la CASA.

Dans l'emprise du projet, aux endroits où les voiries existantes seront reprises et ceux où des voiries nouvelles seront créées, le respect de la loi Handicap sera cherché en tout point, tant sur la qualité des aménagements que sur l'équipement des stations. Ces dernières seront ainsi définies en intégrant les normes en vigueur et suite à des réunions de concertation avec les associations représentant les droits des personnes déficientes.

Les spécifications du matériel roulant intégreront également les contraintes d'accessibilité.

Ce processus de co-réalisation avec les associations avait été mis en œuvre pour l'élaboration de la charte d'aménagement des arrêts de bus, la conception du pôle d'échanges d'Antibes et de la gare routière de Valbonne.

Enfin, la demande sera portée auprès des communes traversées pour que l'étude de cheminements piétonniers accessibles de part et d'autre des stations soit travaillée par les services techniques compétents, permettant la meilleure intégration possible entre accessibilité dans l'enceinte de la station et accessibilité riveraine aux alentours.

De plus dans le cadre de la démarche collaborative précédemment initiée avec les associations d'usagers représentant des personnes en situation de handicap, la Direction Réseau Envibus souhaite poursuivre ce travail d'échanges afin d'œuvrer pour une amélioration continue de l'accès des PMR aux services de transport.

Les pistes d'amélioration à développer portent essentiellement sur le développement d'outils de communication spécifiques visant à informer les usagers PMR des possibilités de déplacement sur le Réseau en lien avec l'accessibilité des points d'arrêt et de prise en charge.

D'autre part, il convient également de porter une attention toute particulière au matériel roulant, afin de faire évoluer, dans la mesure du possible, les équipements composant les véhicules de transport suivant les observations des usagers PMR (*ajout de barres de maintien, ...*), et de former le personnel de conduite à leur utilisation.

2• Habitat logement

Le Protocole de gestion coordonnée des demandes de logement locatif social des personnes handicapées a pour objectif de formaliser les relations partenariales des signataires en définissant les modalités et conditions de fonctionnement d'une gestion coordonnée de l'offre et de la demande de logements adaptés aux personnes handicapées, ainsi que les missions et les engagements des signataires. Un événement sera organisé autour de ce protocole dans le cadre des 10 ans de la résidence service Ocarina au mois de juin 2016 (*bailleur : SACEMA*).

Dès que possible, la direction Habitat logement encourage les promoteurs et organismes HLM, dans le cadre de leurs permis de construire, la réalisation de logements adaptables à destination des personnes handicapées.

3• Patrimoine communautaire

Quelques informations concernant l'Ad'AP de la CASA (cf. voir point V):

Au regard des mutations du cadre bâti communautaire depuis 2009, la CASA a fait le choix de mettre à jour le diagnostic existant et d'inscrire dans le dispositif les ERP qui ne répondraient pas à tous les critères d'accessibilité.

Cette mission a donc été confiée au bureau d'études QCS SERVICES. Les conclusions du rapport final font apparaître que 14 ERP communautaires nécessitent aujourd'hui quelques travaux légers de mise en conformité, qui seront réalisés courant 2016 et 2017 (*signalisation horizontale et verticale, bandes podotactiles, poses de signalisations contrastées sur les vitrages, création d'un cabinet d'aisance accessible, poses de rappels tactiles et contrastés, remplacement de mains courantes ...*).

ERP	2015	2016	TOTAL PAR ÉTABLISSEMENT (EN HT)
Pôle culturel Auguste Escoffier (ERP 1)	3 000€	300€	3 330€
Médiathèque communautaire d'Antibes (ERP 2)	6 480€	5 240€	11 720€
Médiathèque communautaire de Valbonne (ERP 3)	180€	50€	230€
Maison du Terroir du Rouret (ERP 4)	180€	200€	380€
Bibliothèque des Semboules (ERP 5)	3 000€	200€	3 200€
Bastides aux Violettes à Tourrettes-sur-Loup (ERP 6)	2 310€	0€	2 310€
Business Pôle de Valbonne (ERP 7)	7 320€	1 300€	8 600€
Unité logement Antibes (ERP 8)	40€	0€	40€
Unité logement Vallauris (ERP 9)	0€	0€	0€
Antenne de Justice Antibes (ERP 10)	0€	90€	90€
Antenne de Justice Valbonne (ERP 11)	0€	0€	0€
Antenne de Justice Vallauris (ERP 12)	0€	1 500€	1 500€
Unité prévention Juan-les-Pins (ERP 13)	2 100€	120€	2 220€
Unité prévention Vallauris (ERP 14)	1 800€	0€	1 800€
Unité Parenthèse Trait d'Union (ERP 15)	0€	50€	50€
Gare routière d'Antibes (ERP 16)	0€	0€	0€
Gare routière de Valbonne (ERP 17)	0€	40€	40€
Cité Judiciaire d'Antibes (ERP 18)	6 670€	0€	6 670€
TOTAL PAR ANNÉE (EN HT)	33 080€	9 120€	42 200€

Sur la nature des travaux à effectuer : Selon les préconisations de QCS Services.



ANNÉE	ERP CONCERNÉS PAR LES ACTIONS DE MISE EN ACCESSIBILITÉ	NATURE DE L'ACTION DE MISE EN ACCESSIBILITÉ ENVISAGÉE
Année 1	ERP 2	Poser un rappel tactile et contrasté à 50cm (ou 28cm selon la configuration) de la première marche conforme à l'annexe 7 de l'Arrêté du 08/12/14 ou à la norme NF P 98-351, un revêtement contrasté sur la première et dernière contremarche marche et un contraste sur 3cm en horizontal sur les nez de marches - (Léger)
Année 1	ERP 6	Poser un rappel tactile et contrasté à 50cm (ou 28cm selon la configuration) de la première marche conforme à l'annexe 7 de l'Arrêté du 08/12/14 ou à la norme NF P 98-351, un revêtement contrasté sur la première et dernière contremarche marche et un contraste sur 3cm en horizontal sur les nez de marches - (Léger)
Année 1	ERP 2	Poser une main courante de chaque côté de l'escalier à une hauteur comprise entre 0,80 et 1,00m par rapport au nez de la marche, continue, préhensible, rigide, différenciée de la paroi et se prolongeant horizontalement de 28cm au-delà de la première et dernière marche de chaque volée sans créer un obstacle dans la circulation. - (Léger)
Année 1	ERP 13	Améliorer la signalisation de l'entrée principale par des éléments architecturaux ou par un traitement utilisant des matériaux différents ou visuellement contrastés - (Léger)
Année 1	ERP 5	Réorganiser la signalisation d'orientation par pictogramme avec couleur contrastée (doublé d'une information écrite) - (Léger)
Année 1	ERP 13	S'équiper d'une rampe amovible conforme aux pentes réglementaires (pente d'au plus 6% ou d'au plus 10% sur 2m ou d'au plus 12% sur 0,50m). Elle est accompagnée d'une sonnette accessible, contrastée et signalée permettant d'alerter le personnel de l'établissement de sa présence. L'empiètement temporaire de la rampe sur la voirie publique peut nécessiter une permission de stationnement par la municipalité. Une formation pour le personnel au maniement de la rampe sera à prévoir. - (Léger)
Année 1	ERP 5	Modifier ou poser un bloc-porte de passage utile d'au moins 1,20m avec vantail usuel de 0,80m (passage utile d'au moins 0,77m). Prévoir également un contraste visuel pour repérer la porte, son encadrement ainsi que sa poignée. - (Lourd)
Année 1	ERP 12	Remplacer ou modifier le mobilier par au moins un mobilier accessible. Il est accessible par un cheminement d'une largeur d'au moins 1,20m, comporte à son droit un espace d'usage horizontale de 1,30x0,80m. Le mobilier nécessitant de lire un document, écrire ou utiliser un clavier présente un plan supérieur à une hauteur d'au plus 0,80m et un vide en partie inférieure avec une profondeur d'au moins 0,30m, une largeur d'au moins 0,60m et une hauteur d'au moins 0,70m. Il est repéré par un contraste visuel ou un éclairage. - (Léger)

ANNÉE	ERP CONCERNÉS PAR LES ACTIONS DE MISE EN ACCESSIBILITÉ	NATURE DE L'ACTION DE MISE EN ACCESSIBILITÉ ENVISAGÉE
Année 1	ERP 2	Poser une signalisation contrastée sur le vitrage à l'intérieur de deux bandes horizontales d'une largeur de 5cm situées respectivement à 1,10m et 1,60m de hauteur. Une bande horizontale complémentaire à une hauteur de 50cm du sol est conseillée pour les établissements recevant des enfants. - (Léger)
Année 1	ERP 10	Poser une signalisation contrastée sur le vitrage à l'intérieur de deux bandes horizontales d'une largeur de 5cm situées respectivement à 1,10m et 1,60m de hauteur. Une bande horizontale complémentaire à une hauteur de 50cm du sol est conseillée pour les établissements recevant des enfants. - (Léger)
Année 1	ERP 4	Poser une signalisation contrastée sur le vitrage à l'intérieur de deux bandes horizontales d'une largeur de 5cm situées respectivement à 1,10m et 1,60m de hauteur. Une bande horizontale complémentaire à une hauteur de 50cm du sol est conseillée pour les établissements recevant des enfants.
Année 1	ERP 3	Poser une signalisation contrastée sur le vitrage à l'intérieur de deux bandes horizontales d'une largeur de 5cm situées respectivement à 1,10m et 1,60m de hauteur. Une bande horizontale complémentaire à une hauteur de 50cm du sol est conseillée pour les établissements recevant des enfants. - (Léger)
Année 1	ERP 1	Poser une signalisation contrastée sur le vitrage à l'intérieur de deux bandes horizontales d'une largeur de 5cm situées respectivement à 1,10m et 1,60m de hauteur. Une bande horizontale complémentaire à une hauteur de 50cm du sol est conseillée pour les établissements recevant des enfants. - (Léger)
Année 1	ERP 13	Poser une signalisation contrastée sur le vitrage à l'intérieur de deux bandes horizontales d'une largeur de 5cm situées respectivement à 1,10m et 1,60m de hauteur. Une bande horizontale complémentaire à une hauteur de 50cm du sol est conseillée pour les établissements recevant des enfants.
Année 1	ERP 1	Créer un cabinet d'aisances mixte dans le volume du bloc sanitaire mixte existant. Un cabinet d'aisances adapté est un espace comportant : un espace d'usage horizontal d'1,30x0,80m situé latéralement à la cuvette et en dehors du débatement de la porte, un lave-mains avec une hauteur de son plan supérieur d'au plus 0,85m, une barre d'appui latérale à la cuvette permettant le transfert et apportant une aide au relevage et située à une hauteur comprises entre 0,70 et 0,80m, une cuvette avec une surface d'assise à une hauteur comprise entre 0,45 et 0,50m (abattant inclus), un dispositif placé sur la porte permettant de refermer la porte derrière soi une fois entré, un espace de manœuvre demi-tour d'un diamètre d'au moins 1,50m doit être présent de préférence dans le volume ou à défaut être situé à l'extérieur à proximité de la porte. Un panneau de signalisation indique le cabinet est utilisable par tous. - (Lourd)

ANNÉE	ERP CONCERNÉS PAR LES ACTIONS DE MISE EN ACCESSIBILITÉ	NATURE DE L'ACTION DE MISE EN ACCESSIBILITÉ ENVISAGÉE
Année 1	ERP 5	Poser une signalisation adaptée (symbole international de l'handicap) - (Léger)
Année 1	ERP 17	Poser une signalétique avec pictogramme indiquant un sanitaire utilisable par tous (H&F handicapés ou non) - (Léger)
Année 1	ERP 8	Poser une signalétique avec pictogramme indiquant un sanitaire utilisable par tous (H&F handicapés ou non) - (Léger)
Année 1	ERP 15	Poser une signalisation adaptée (symbole international de l'handicap) - (Léger)
Année 1	ERP 3	Poser une signalisation d'orientation depuis l'entrée de bâtiment - (Léger)
Année 1	ERP 4	Installer une signalisation palière du mouvement de la cabine de l'ascenseur par flèches lumineuses d'une hauteur d'au moins 40mm - (Léger)
Année 1	ERP 18	Poser un rappel tactile et contrasté à 50cm (ou 28cm selon la configuration) de la première marche, un revêtement contrasté sur la première et dernière contremarche marche et un contraste sur 3cm en horizontal sur les nez de marches - (Léger)
Année 1	ERP 2	Poser un rappel tactile et contrasté à 50cm (ou 28cm selon la configuration) de la première marche, un revêtement contrasté sur la première et dernière contremarche marche et un contraste sur 3cm en horizontal sur les nez de marches - (Léger)
Année 1	ERP 2	Rendre les nez de marches non glissants par la pose d'un revêtement adapté - (Léger)
Année 1	ERP 18	Remplacer la main courante afin qu'elle soit à une hauteur comprise entre 0,80 et 1,00m par rapport au nez de la marche, continue, préhensible, rigide, différenciée de la paroi et se prolongeant horizontalement de 28cm au-delà de la première et dernière marche de chaque volée sans créer un obstacle dans la circulation. - (Léger)
Année 2	ERP 7	Poser un panneau signalétique avec symbole international de l'handicap repérant la place de stationnement adaptée - (Léger)
Année 2	ERP 7	Poser une signalisation adaptée (symbole international de l'handicap) - (Léger)
Année 2	ERP 7	Poser un rappel tactile et contrasté à 50cm (ou 28cm selon la configuration) de la première marche, un revêtement contrasté sur la première et dernière contremarche marche et un contraste sur 3cm en horizontal sur les nez de marches - (Léger)

B. PROJETS PROPRES AUX COMMUNES

Les actions entreprises par la commune d'**Antibes Juan-les-Pins** seront poursuivies en 2016 et les travaux programmés font l'objet d'une inscription au budget primitif 2016 avec priorisation. Dans le cadre de l'Ad'AP, un calendrier des travaux est élaboré sur la période 2016-2018, avec un bilan annuel réalisé en fin d'année et présenté à la Commission communale pour l'Accessibilité.

La commune de **Bouyon** indique qu'elle réalisera des travaux de mise en accessibilité et de normes sanitaires de la piscine municipale.

La commune de **Gourdon** envisage de mettre en place une table PMR au niveau du grand pré.

La commune de **Gréolières** fait savoir que qu'elle réalisera à l'avenir les aménagements suivants :

- Pose d'une sonnette accessible à l'entrée de l'école, à la Mairie et à la salle Belugo
- Réfection des toilettes salle du Lavoir et à Ste Anne

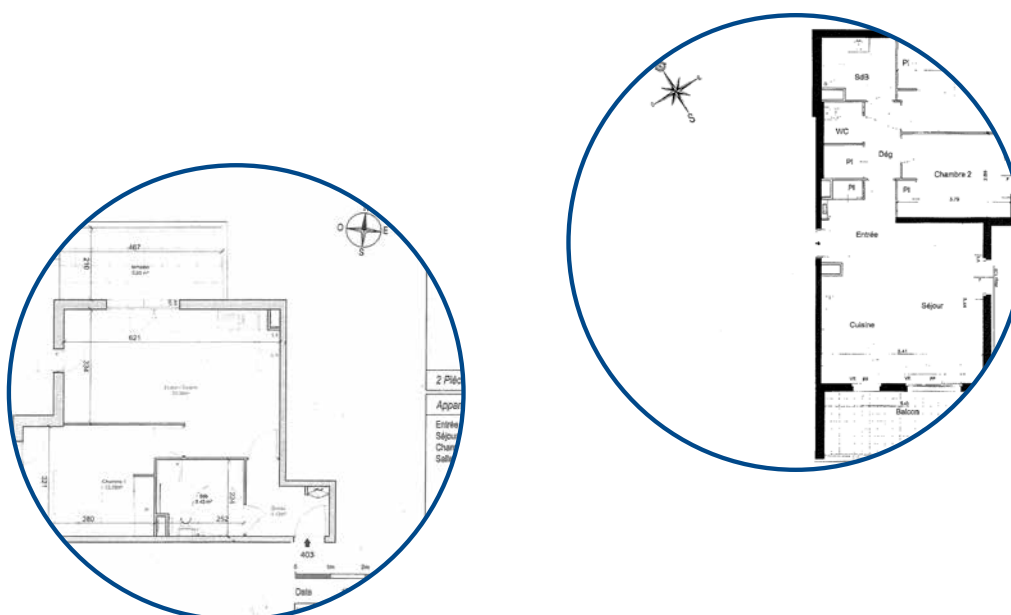
La commune des **Ferres** prévoit de mettre en place un calendrier de travaux à réaliser en fonction des contraintes identifiées dans le diagnostic 2015.

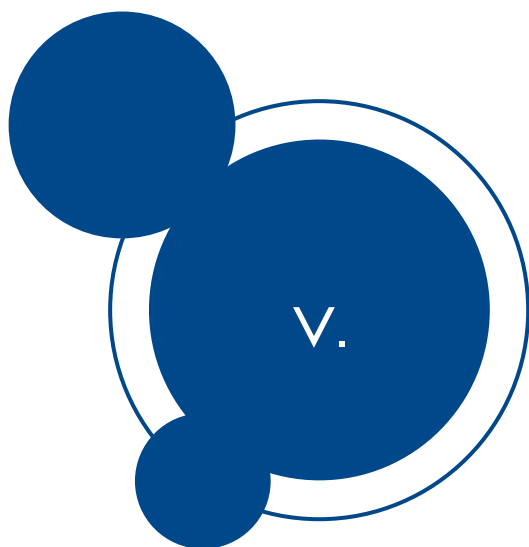
La commune du **Rouret** précise le nouvel équipement Espace Associatif et Culturel sera entièrement accessible, notamment dans ses aménagements extérieurs.

La commune de **Roquefort-les-Pins** indique avoir programmé à partir de 2016 la mise en accessibilité de l'ensemble de la Mairie, ainsi que de deux arrêts de bus ; selon les dispositions de son Ad'AP.

La commune de **Valbonne Sophia Antipolis** réalisera les aménagements figurant dans le dossier Ad'AP pour 2016.

La commune de **Vallauris Golfe-Juan** poursuivra la réalisation de l'ADAP de ses bâtiments ainsi que diverses mises en accessibilité.





LES AGENDAS D'ACCESSIBILITÉ PROGRAMMÉE

Constatant que la mise en accessibilité des transports collectifs et des ERP ne pourrait être effective au 1^{er} janvier 2015, le Premier ministre a annoncé le 26 février 2014 de nouveaux délais et une simplification des normes techniques applicables.

La **loi du 10 juillet 2014** habilite le Gouvernement à adopter des mesures législatives pour la mise en accessibilité des ERP, transports publics, bâtiments d'habitation et voirie pour les personnes handicapées.

L'Ordonnance du 26 septembre 2014 prévoit la mise en place d'un outil, l'agenda d'accessibilité programmée (Ad'Ap), permettant de prolonger, au-delà de 2015, le délai permettant d'effectuer les travaux de mise en accessibilité des ERP) et des installations ouvertes au public (IOP). **Ce dispositif d'exception vient en complément de la Loi de 2005.**

Le **décret n° 2014-1327 du 5 novembre 2014 relatif à l'ADAP pour les ERP et les IOP** définit le contenu de l'Ad'Ap.

Il fixe également les conditions de son approbation par l'autorité administrative et les modalités de prorogation éventuelle des délais. Il adapte enfin les procédures existantes relatives aux demandes d'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public.

Il s'agit d'un outil pouvant être utilisé quelle que soit la taille du patrimoine concerné ou les difficultés des usagers.

Enfin, l'**arrêté du 8 décembre 2014** fixe un nouveau domaine normatif (dispositions techniques).

Pour mémoire, quelques précisions sur la mise en œuvre de ces Ad'AP, qui ont dû être déposés au plus tard le 27 septembre 2015.

» **Pourquoi un Ad'AP ?**

- Pour accorder du temps en échange d'engagement d'avancement des travaux pour atteindre l'objectif final de mise en accessibilité
- Construire un dispositif dans le cadre de l'acceptabilité des différentes parties concernées et le respect de la Loi de 2005.

» **C'est quoi un Ad'AP ?**

Un engagement de procéder aux travaux de mise en accessibilité d'un ERP dans le respect de la réglementation, dans un délai limité et avec une programmation des travaux et des financements.

» **Durée d'un Ad'AP ?**

Il est composé d'une ou plusieurs périodes comportant chacune des travaux :

- **une période d'au maximum 3 ans pour les ERP de 5^e catégorie**
- **deux périodes d'au maximum 3 ans pour les ERP de 1^e à 4^e catégorie isolés et les Ad'AP comportant plusieurs ERP**
- **exceptionnellement 3 périodes d'au maximum 3 ans pour les Ad'AP portant sur un patrimoine important**

La durée des Ad'AP commence à courir à partir de sa validation par le Préfet. La durée maximale de l'Ad'AP est réduite à hauteur du dépassement du délai de dépôt.

» Et après le dépôt d'un Ad'AP ?

- Étape n°1: **Déposer le dossier Ad'AP**, avec la demande d'autorisation de travaux y afférent, auprès de la mairie d'implantation de l'ERP avant octobre 2015. ⁽¹⁾
- Étape n°2: **Attendre l'approbation, après examen, par la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité.**
L'absence de décision expresse dans un délai de 4 mois vaut approbation. ⁽²⁾
Si l'autorisation de travaux (ou de permis de construire) ou une demande de dérogation est refusée, l'Ad'AP est rejeté.
- Étape n°3: **Mettre en œuvre, dans le respect du calendrier les travaux de mise en accessibilité.**
- Étape n°4: **Faire savoir au Préfet et à la Commission pour l'accessibilité en fin d'Ad'AP que l'ERP est accessible.**

(1) pour les ERP de 5^{ème} catégorie (Ad'AP 1 période) en Préfecture (pour les Ad'AP 2 ou 3 périodes)

(2) sauf pour les ERP 1^{ère} et 2^{ème} catégories avec dérogation

#accessibleatous

» Quelles sanctions ?

Absence de dépôt d'un Ad'AP :

- 1 500€ pour les Ad'AP concernant un seul ERP de 5^{ème} catégorie
- 5 000€ pour tous les autres cas

Absence des documents de suivi (fin des travaux,...) :

- 1 500€ pour les Ad'AP concernant un seul ERP de 5^{ème} catégorie
- 2 500€ pour tous les autres cas

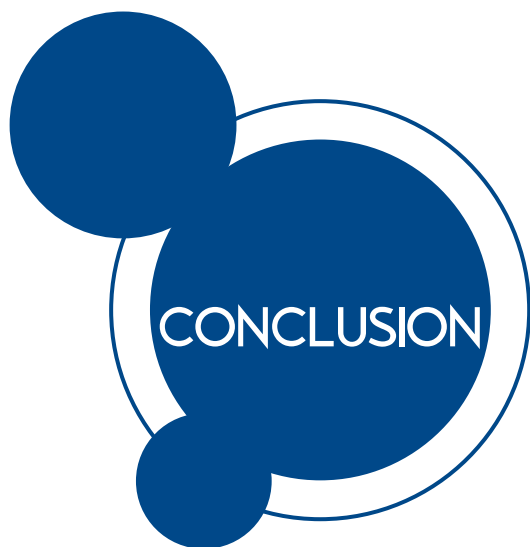
Retard important des l'exécution des travaux :

- Possibilité de constat de carence

Absence totale d'Ad'AP et de travaux :

- Application de l'article L 152-4 du CCH soit :
45 000€ pour les personnes physiques, 225 000€ pour les personnes morales

En 2014 et 2015, il a appartenu à chaque commune de s'engager, si elle l'a souhaité, dans la mise en œuvre de ce dispositif.



L'accessibilité est avant tout une affaire de connaissance, de compréhension et de solidarité. Elle concerne toute la société, et va bien au-delà des questions d'âge, de sexe ou de lieu de vie. De fait de son universalité, il est primordial que les instances publiques soient exemplaires sur l'accueil de ceux d'entre nous qui sont temporairement ou durablement affectés par une réduction de leur autonomie et de leur mobilité.

On parle « **d'accessibilité de tous, partout** ».

Une illustration en chiffres :

- 12 millions de Français déclarent avoir un problème de santé depuis au moins 6 mois et rencontrer des difficultés importantes dans leur quotidien
- 1 million d'établissements recevant du public sont concernés (*commerces, théâtres, cinémas, cabinets libéraux, mairies, établissements scolaires etc ...*)

La création de la Commission communautaire et des commissions communales constituent une réelle dynamique intercommunale qui s'est instaurée au fil du temps. Bien entendu, la question de l'accessibilité au sens large se pose dans toutes les actions et réflexions initiées par la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis et par chacune de ses communes membres.

En ce sens, l'implication des acteurs et partenaires, qu'ils soient élus, institutionnels ou associatifs est à souligner : ils apportent leur expertise et leur éclairage avec compétence, mesure et pragmatisme.

Dans ce contexte, depuis maintenant 7 ans, la Commission Communautaire pour l'Accessibilité fonctionne de manière concertée avec les communes, les représentants des personnes handicapées et les usagers. Ce mode de fonctionnement (*réunions, écoute et conseil éventuel aux communes*) fait que cette Commission constitue aujourd'hui un véritable outil permettant d'aborder l'accessibilité sous toutes ses formes et se révèle être un acteur de ses enjeux sur le plan communautaire.



ÉTATS DES MISES EN ACCESSIBILITÉ PRODUITS PAR LES COMMUNES

1. Commune d'Antibes Juan-les-Pins (*rapport sur l'état des mises en accessibilité 2015 et compte-rendu de la Commission communale du 11 septembre 2015*)
2. Commune de Bar-sur-Loup (*lettre du 21 janvier 2016*)
3. Commune de Bouyon (*lettre du 30 janvier 2016*)
4. Commune de Caussols (*lettre du 18 janvier 2016*)
5. Commune de la Colle-sur-Loup (*lettre du 3 février 2016*)
6. Commune de Conségudes (*lettre du 22 février 2016*)
7. Commune de Courmes (*courriel du 25 février 2016*)
8. Commune de Gourdon (*lettre du 24 février 2016*)
9. Commune de Gréolières (*lettre du 24 février 2016*)
10. Commune des Ferres (*lettre du 29 janvier 2016*)
11. Commune du Rouret (*lettre du 17 février 2016*)
12. Commune de Roquefort-les-Pins (*lettre du 22 février 2016*)
13. Commune de Saint-Paul de Vence (*lettre du 23 mars 2016*)
14. Commune de Valbonne Sophia Antipolis (*lettre du 23 février 2016*)
15. Commune de Vallauris Golfe-Juan (*courriel du 06 octobre 2016*)
16. Commune de Villeneuve-Loubet (*courriel du 3 février 2016*)

AUTRES DOCUMENTS

Compte-rendu de la Commission communautaire pour l'accessibilité du 27 mai 2015.



COMMUNAUTÉ
D'AGGLOMÉRATION
SOPHIA ANTIPOLIS



VILLE D'ANTIBES JUAN-LES-PINS

République Française – Département des Alpes Maritimes – Arrondissement de Grasse



Direction Générale
Adjointe Proximité

Direction Sécurité Domaine

Service Secrétariat
de la Commission Communale
de Sécurité et d'Accessibilité

Secrétariat de la Commission
Communale
Pour l'Accessibilité

Référence : ML/BP/NE
POA : 706

3935

Affaire suivie par :

Nicole.ejarque@ville-antibes.fr

Et

Francoise.tantot@ville-antibes.fr

Antibes, le 26 février 2016

	M. J. (C. C. P.)	Observations
PDT		
V / PDT		
DGS		
DGA REL		
DGA USC		
DGA AD	X	Jo
DGA SP		
SG		
COM		
SPA		

Monsieur le Président
Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis
449 route des Crêtes – BP 43
06901 SOPHIA ANTIPOLIS

**OBJET : RAPPORT ANNUEL DE MISE EN ACCESSIBILITE DES ETABLISSEMENTS
RECEVANT DU PUBLIC DE LA VOIRIE ET DES ESPACES PUBLICS – ANNEE 2015
PJ : 1**

Monsieur le Président,

Nous avons bien reçu votre courrier du 12 janvier 2016.

Vous trouverez en pièce jointe le rapport sur l'état des mises en accessibilité effectuées en 2015 sur la Commune d'Antibes Juan-les-Pins.

A la lecture de celui-ci vous constaterez que l'année 2015 a été une année de transition consacrée plus particulièrement à l'élaboration de l'Agenda d'Accessibilité Programmée de la Ville sur la base d'une période de neuf années, et pour un budget prévisionnel de 4.379.993 €.

Ce rapport sera présenté à la fois à la Commission Communale Pour l'Accessibilité et au Conseil Municipal au cours du premier semestre 2016.

La mise en place de l'Agenda d'Accessibilité Programmée s'est appuyée sur une concertation soutenue avec la Commission Communale Pour l'Accessibilité puisque cinq réunions de travail ont permis d'aboutir à sa validation en séance plénière du 12 septembre 2015.

Le Projet d'Agenda d'Accessibilité Programmée a été validé au Conseil Municipal du 25 septembre 2015, et a été transmis au représentant de l'Etat le 16 octobre 2015.

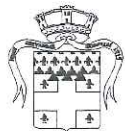
Il a reçu un avis favorable de la Sous-Commission Départementale d'Accessibilité en date du 15 décembre 2015.

Enfin un arrêté préfectoral en date du 25 janvier 2016 a validé la durée demandée de neuf années.

.../...

Toute correspondance doit être adressée impersonnellement à :

Monsieur le Député - Maire - Hôtel de ville d'Antibes Juan-les-Pins - Cours Masséna – BP 2205 – 06606 Antibes Cedex
Tél : 04.92.90.50.00 - Fax : 04.92.90.50.01
www.antibes-juanlespins.com • mairie@ville-antibes.fr • N° VERT / DÉMOCRATIE DE PROXIMITÉ : 0.800.10.20.00



VILLE D'ANTIBES JUAN-LES-PINS

République Française – Département des Alpes Maritimes – Arrondissement de Grasse

Les Directions et services de la commune sont aujourd'hui mobilisés pour mettre en œuvre ce dispositif qui débutera dès 2016, par le programme des travaux suivants :

1. En ce qui concerne les Etablissements Recevant du Public, soit les locaux de :

- La mairie annexe des Semboules
- Les locaux associatifs du secteur Croix Rouge
- L'Union Protectrice des Animaux
- Château Salé
- Cartes Nationales d'Identité
- La Police Municipale boulevard Wilson
- La Chapelle Saint-Esprit
- Les Restaurants du Cœur
- L'A.S.O.A. rue Général Vandenberg
- Les Pétanquiers du Port d'Antibes
- La Villa Eilenroc
- La chapelle du calvaire
- Le Musée de la mer
- L'Ecole maternelle Peynet
- L'Ecole maternelle de la Fontonne
- L'Ecole élémentaire de la Tournière – D.I.

2. En ce qui concerne les Installations Ouvertes au Public :

- Le cimetière des Semboules
- Le cimetière de Rabiac
- La pinède de Juan-les-Pins : square – jardin d'enfants – WC publics

La concertation avec la Commission Communale Pour l'Accessibilité, se poursuivra tout au long de l'année 2016 à travers des réunions plénières mais également des groupes de travail composés notamment de représentants d'associations « Handicap » et Personnes Agées – acteurs économiques et sociaux – services.

Les services se tiennent à votre disposition pour toute précision complémentaire.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.


Marina LONVIS
Adjointe au Handicap



**RAPPORT
SUR L'ETAT DES MISES EN ACCESSIBILITE
EFFECTUEES EN 2015
SUR LA COMMUNE D'ANTIBES-JUAN LES PINS**

BILAN 2015

+

RAPPORT SUR L'ETAT DES MISES EN ACCESSIBILITE EFFECTUEES EN 2015 SUR LA COMMUNE D'ANTIBES – JUAN LES PINS

L'année 2015 a été une année consacrée à la mise en place d'un nouveau cadre réglementaire souhaité par le législateur, afin de rendre effectif le principe de mise en accessibilité du patrimoine de la ville. En effet, la commune dispose d'un patrimoine immobilier, complexe, hétérogène et disséminé sur l'ensemble du territoire communal.

1- LE CADRE BATI EXISTANT ET ESPACES PUBLICS

Dans le prolongement des dispositions de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées et à la lumière des conclusions du diagnostic du cadre bâti réalisé dans le courant de l'année 2010 par la société « Accessmétrique », la commune a engagé un plan pluriannuel d'investissements pour assurer la mise en accessibilité des bâtiments communaux recevant du public.

Ce projet qui concerne plus de **211 équipements** comprenant tout à la fois des Etablissements Recevant du Public (ERP) et des Installations Ouvertes au Public (IOP) n'a malheureusement pas pu être réalisé en totalité avant le 1^{er} janvier 2015.

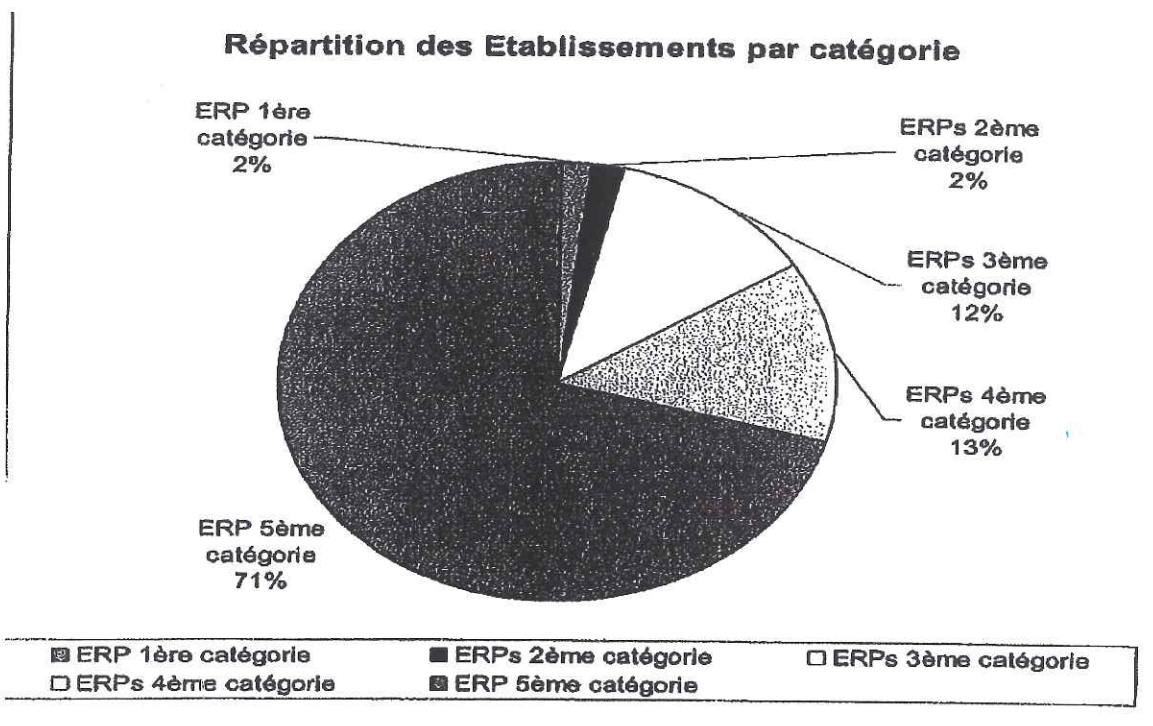
Toutefois l'ordonnance n°2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public et ses différents décrets d'application et arrêtés parus, à compter du 6 novembre 2014 permettent aux communes qui sont propriétaires ou exploitants des bâtiments ou installations ouvertes au public, de solliciter l'octroi d'un délai complémentaire dans le cadre de la mise en œuvre d'un Agenda d'Accessibilité Programmée (Ad'AP).

Les travaux entrepris par la commune au cours des dernières années, dans le domaine de l'accessibilité ont permis de mettre aux normes « accessibilité », **39 bâtiments** qui bénéficient, d'ores et déjà, d'une attestation de mise en accessibilité délivrée par un bureau de contrôle agréé.

Le projet d'Ad'AP présenté concerne, par conséquent, la partie du patrimoine restant, non encore totalement accessible soit 172 équipements recevant du public (ERP) et 39 Installations Ouvertes au Public (IOP) à aménager.

Ces 172 établissements sont répartis comme suit :

- 3 de 1^{ère} catégorie
- 3 de 2^{ème} catégorie
- 23 de 4^{ème} catégorie
- 122 de 5^{ème} catégorie



Les établissements recevant du public sont classés en catégorie, en fonction de l'effectif du public et du personnel

Catégorie 1 : effectif supérieur à 1500 personnes.

Catégorie 2 : effectif compris entre 701 et 1500 personnes.

Catégorie 3 : effectif compris entre 301 et 700 personnes.

Catégorie 4 : effectif inférieur ou égal à 300 personnes.

Catégorie 5 : effectif du public suivant le type d'exploitation.

Ce projet d'Ad'AP a fait l'objet d'une concertation engagée avec les différents acteurs et instances concernées (associations de personnes handicapées –organisations professionnelles et directions techniques) par ce dossier dans le cadre de réunions de travail de la **Commission Communale Pour l'Accessibilité (CCPA)**, sous la présidence de l'élue en charge du handicap, organisées les 21 mai, 4 et 26 juin 2015.

Au terme de cette concertation, la CCPA s'est réunie le **11 septembre 2015**, en assemblée plénière, afin d'émettre un avis sur cette proposition d'Agenda d'Accessibilité Programmée ci-après présentée.

Cet agenda a été adopté en **Conseil Municipal le 25 septembre 2015**.

Le projet d'agenda de la commune a été déposé à la Préfecture le **16 octobre 2015** sous le n° **AA 006 004 15 E 0730**.

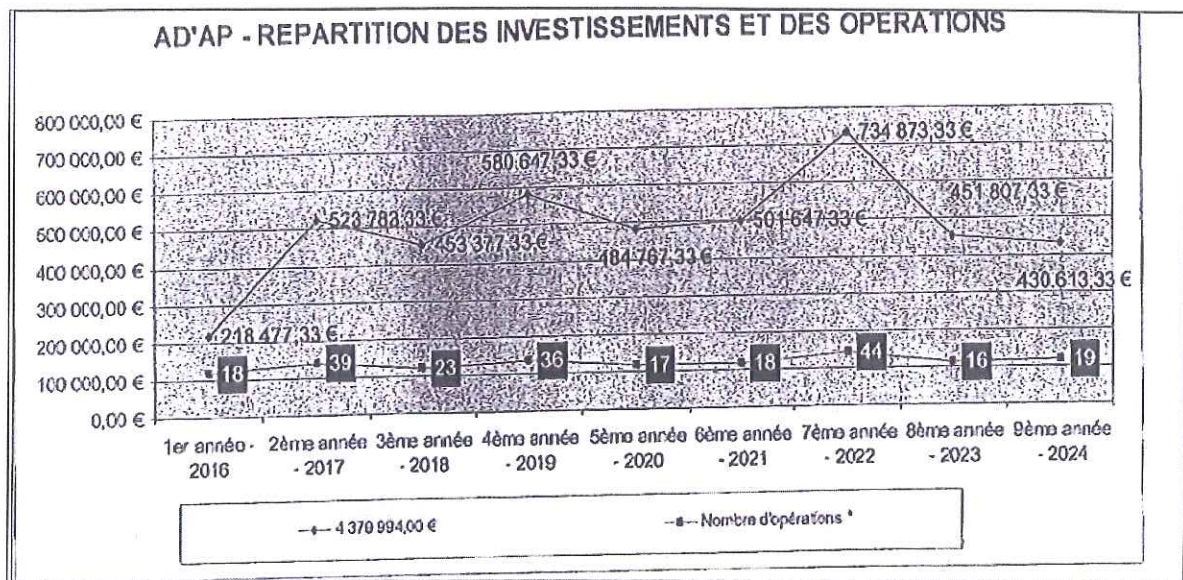
La Sous-Commission Départementale d'Accessibilité a émis un avis favorable à la demande d'Agenda d'Accessibilité Programmée le **15 décembre 2015** pour une période de **9 ans** avec un coût global de **4 379 994€ TTC** réparti de la façon suivante (Voir arrêté préfectoral en date du 25 janvier 2016 : annexe1)

- **3 227 838 € TTC pour les ERP**
- **1 152 156 € TTC pour les IOP.**

Le coût global des travaux de mises en accessibilité a été réparti de manière homogène sur toute la durée de l'Agenda.

Cet agenda contient :

- la présentation du patrimoine.
- le calendrier des actions à engager.
- la programmation pluriannuelle d'investissements.
- la liste argumentée des dérogations envisagées et les mesures compensatoires pouvant être mises en œuvre.



Vous trouverez de façon plus détaillée (voir annexe 3) les établissements concernées par la mise en accessibilité pour la période 2016-2017-2018.

Ces nouvelles dispositions législatives et réglementaires s'adressent aussi à l'ensemble des gestionnaires privés d'établissements recevant du public ou installations ouvertes au public non accessibles sur la commune. Ces professionnels doivent s'engager à réaliser les aménagements de mise en accessibilité en élaborant l'Agenda d'Accessibilité Programmée.

Ainsi la Commission Communale d'Accessibilité a reçu et étudié 468 dossiers pour l'année 2015 (voir annexe 2).

2- VOIRIE-PLAN DE MISE EN ACCESSIBILITE DES VOIRIES

Concernant plus particulièrement les Etablissements Recevant du Public, le **Plan de Mise en Accessibilité des Voiries et Espaces Publics (P.A.V.E)** adopté **le 25 juin 2010** découpe le territoire communal en plusieurs zones (de A à G).

Il permet de recenser pour l'ensemble du réseau les points bloquants en matière de déplacement.

Le résultat de ces analyses permet de définir la nature des travaux à entreprendre pour respecter la chaîne de déplacement qui lie dans la continuité des transports, la voirie, le cadre bâti et permet de traiter ainsi les espaces de liaison à partir du point de dépose jusqu'à l'ERP ou l'IOP.

Exemples :

- définition de places de stationnement automobile pour les personnes à mobilité réduite au plus proche de l'ERP.
- La proximité des arrêts de bus.
- Le cheminement extérieur du point de dépose vers l'accueil de l'établissement.

La partie graphique et le plan sont ainsi mis à jour au fur et à mesure des travaux effectués.

Les travaux mis en œuvre favorisent l'accessibilité et la circulation sur les trottoirs et les traversées de chaussée grâce au :

- Au désencombrement des trottoirs et au maintien d'un couloir de circulation (1.40m) libre de toutes occupations.
- A la pose de bande d'éveil et de vigilance (bandes podotactiles),
- A la réalisation de trottoir surbaissé,
- Et à la pose de répéteur sonore /visuel de feux de traversées.

Les travaux de voirie pour l'année 2015

QUARTIERS	Nature des travaux	Montant engagé (en € TTC)	Accessibilité
ANTIBES JLP BALNEAIRE Requalification Boulevard Baudouin-Joffre Maupassant	Elargissement de trottoir, Pose de bordure en pierre - Pose de dalle en pierre Réfection des enrobés trottoirs et chaussée, élargissement des espaces verts	480 000 €	site devenu zone piétonne amélioration de 6 places PMR, élargissement de la rampe PMR côté Ruban Bleu
ANTIBES ACTIVITE chemin des Combes section comprise entre Baie des Combes/Villa Raphael	Travaux de mise à l'alignement (5 propriétés avec murs-portails- clôtures... + Reprises trottoirs et chaussée, pose de dalles TTE+ création d'un plateau au droit de "Villa Raphael"	550 000 €	1 plateau surélevé+ 3 passages piétons
ANTIBES GRAND EST Chemin Saint Claude - Section Beauvert - Sarrazine	Abattage 14 pins - réfection trottoir et stationnement en enrobé - réfection chaussée - Création zone drainante	245 000 €	4 passages piétons
ANTIBES ACTIVITE chemin des Combes (Section Ubaldi/Bel Air)	Création d'un trottoir pour assurer la continuité du cheminement piéton sécurisé avec redistribution du stationnement, recalibrage de la chaussée & protection des accès côté pair par un marquage & des balises	85 000 €	1 passage piéton
ANTIBES ACTIVITE Création Pistes Cyclables chemin des Terriers - section Weisweiler- Breton	Création d'une piste cyclable bidirectionnelle sur trottoir enrobé (réalisé au finisher) - création 3 plateaux - Aménagement trottoir bicouche et enrobé côté opposé	300 000 €	3 plateaux surélevés (y/c pp) + 2 passage piétons
ANTIBES CŒUR DE VILLE Carrefour Foch/Maizière	Mise aux normes PMR	17 300 €	4 passages piétons
ANTIBES GRAND EST Chemin de Saint Claude/chemin Coutelier	Mise aux normes PMR	3 000 €	2 passages piétons
ANTIBES CENTRE Avenue Lamartine	Création d'un trottoir pour assurer la continuité du cheminement piéton	30 000 €	Amélioration du cheminement
ANTIBES CŒUR DE VILLE Passage Genty	Réfection du trottoir et de la rampe d'accès	9 500 €	Amélioration de cheminement



3- AUTRE MESURE PRISE PAR LA COMMUNE FAVORISANT L'INSERTION ET LE QUOTIDIEN DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP

La mise en ligne d'une rubrique (<http://www.antibes-juanlespins.com/handicap>), sur le site [antibes-juanlespins.com](http://www.antibes-juanlespins.com) proposant aux personnes porteuses de handicap, ainsi qu'à leurs accompagnants :

- Des informations pratiques sur un ensemble de prestations et d'activités mises en place sur la Commune :
 - dans le domaine de l'Education,
 - dans le domaine du Social,
 - dans le domaine de la Jeunesse et des Loisirs,
 - dans le domaine de la Culture,
 - dans le domaine du Sport,
 - dans le domaine du Tourisme.

- La liste des associations œuvrant en faveur des personnes handicapées sur Antibes Juan-les-Pins, complétée de renseignements utiles et du lien informatique s'y rapportant.
- La mise à disposition des formulaires Agenda d'Accessibilité Programmée, avec ou sans demande de dérogation et « Attestation », associés de notes réglementaires explicatives destinées à aider tout propriétaire et/ou gestionnaire d'ERP et d'IOP non conforme aux règles d'accessibilité au 1^{er} janvier 2015, dans sa démarche de travaux ou aménagements de mise en accessibilité.
- La liste des places de stationnement pour les Personnes à Mobilité Réduite répertoriés sur la Commune. <http://www.antibes-juanlespins.com/contacts/vous-etes/personne-handicapee>

4. PROJETS A METTRE EN ŒUVRE (dans le cadre de l'Ad'AP Patrimoine de la Ville)

Pour la 1^{ère} période 2016-2017-2018, les ERP et IOP concernés par la mise en accessibilité, dans le cadre de l'Agenda d'Accessibilité Programmée sont répertoriés comme suit (voir annexe 3).

Par ailleurs, afin d'améliorer au mieux, d'une manière générale, l'accompagnement humain de ces personnes fragilisées par le handicap ou par le grand âge, la Ville a intégré à son projet un volet « Formation à l'Accessibilité » destiné à sensibiliser et former un certain nombre de ses agents confrontés à cette problématique dans le cadre de leurs missions.

Le suivi de ces travaux et démarches à entreprendre dans le cadre de l'Ad'AP Patrimoine Ville sera assuré par le Service du secrétariat de la Commission Communale Sécurité et Accessibilité, à travers une réunion mensuelle de concertation interservices, présidée par l'Adjointe déléguée au Handicap, associant l'ensemble des directions opérationnelles (Direction Architecture-Bâtiments ; Direction Réseaux et Infrastructures et Direction Santé – Environnement – Développement Durable) ainsi que les référents désignés des directions gestionnaires des équipements concernés par ce type de travaux ou aménagements.

Un point de situation sur la mise en œuvre de l'agenda sera réalisé à l'issue de la 1^{ère} année et un bilan des travaux sera effectué, à mi-parcours et il en sera rendu compte, en séance, en Commission Pour l'Accessibilité.

Un bilan annuel sera réalisé en fin d'année lors de l'élaboration du bilan annuel des travaux de mise en accessibilité qui sera présenté en Commission Pour l'Accessibilité, puis au Conseil Municipal et transmis pour information au service de l'Etat.

ANNEXE 1



PREFECTURE DES ALPES-MARITIMES

Ad'ap N° AA 006 004 15 E 0730

Demandeur : COMMUNE D ANTIBES JUAN LES PINS représenté par M. LEONETTI JEAN
Adresse du demandeur : HOTEL DE VILLE COURS MASSENA 06600 Antibes

Description de l'Agenda d'accessibilité programmée :

Périmètre : Sur un seul département

Nombre d'années demandées : 9

Coût global (euros) : 4379993

Nombre de bâtiments : 0 ERP, 0 IOP

PREFECTURE DES ALPES-MARITIMES

VU la demande d'Ad'ap référencée ci-dessus,

VU la code de la construction et de l'habitation, notamment les articles L. 111-7 à L. 111-8-4 et les articles R. 111-18 à R. 111-19-47 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2015-906 du 28 septembre 2015 donnant délégation de signature à M Sébastien FOREST, ingénieur en chef des ponts, des eaux et des forêts, Directeur Départemental des Territoires et de la Mer des Alpes-Maritimes, par intérim ;

VU l'arrêté n° 2015-915 du 28 septembre 2015 portant subdélégation de signature aux cadres de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Alpes-Maritimes ;

VU l'avis favorable formulé le mardi 15 décembre 2015 par la Sous-Commission Départementale d'Accessibilité

ARRETE

Article 1

L'Agenda d'accessibilité programmée demandé par la COMMUNE D ANTIBES JUAN LES PINS représenté par M. LEONETTI JEAN est accordé pour une période de 9 ans.

Article 2

Le Préfet des Alpes-Maritimes est chargé de l'application du présent arrêté.

Voies de recours :

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. Le demandeur pourra également saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux dans le même délai.

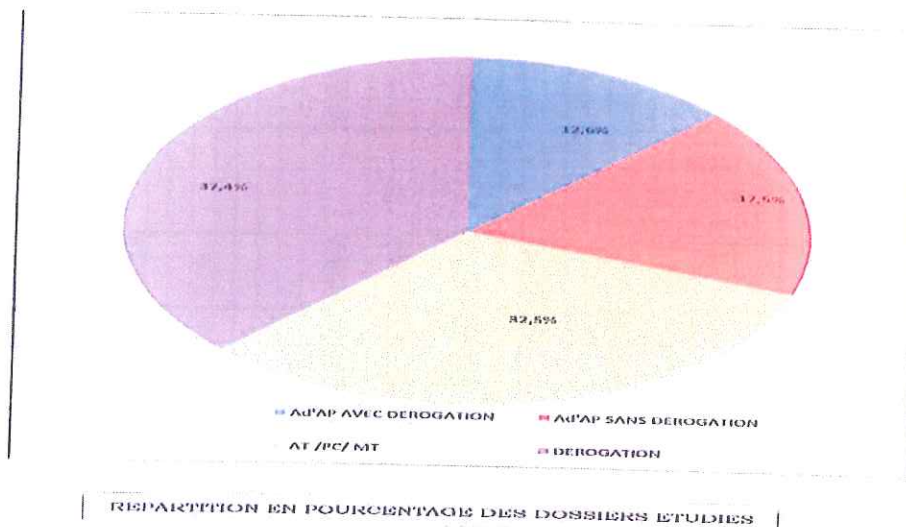
Pour le Préfet et par délégation
Le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer
Pour le Directeur et par subdélégation
Le chef du service sécurité Déplacements Développement Durable


M. BORSU

25 JAN. 2016

ANNEXE 2

DOSSIERS ETUDIES PAR LE SECRETARIAT DE LA CCA EN 2016	
NOMBRE DE DOSSIERS ETUDIES	459
COMMISSION COMMUNALE D'ACCESSIBILITE	93
SOUS COMMISSION DEPARTEMENTALE D'ACCESSIBILITE	317
Etudiés en salle (Au'ap avec / sans dérogation, Dérogation, AT, PC)	50
Etudiés par voie électronique (Manifestation)	10
En cours de traitement	257
DOSSIERS ANNULES - DOSSIERS REPUTES TACITES DEFAVORABLES	99

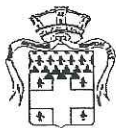


ANNEXE3

02/15

N° access	EDL	EDL	Avant projet	Validation	Dossier plan	Dossier adm	Transmis CCA	Date commission	Avis Favorable	Devis demandé	Devis reçu	Transmis travaux	Date travaux
14		ADAMA /											
15		CADIS /											
16	110	CTM D.H. /											
17	64	Salle jeunes St Claude /											
21	15.2	Elémentaire St Claude /											
22	15.1	Maternelle St Claude /											
23	14.1	Maternelle Prevert /											
24	14.2	Elémentaire Prevert /											
26	49	Centre jeunesse sport-jacobs /											
61		Guichet Unique /											
66	105	Selusse Santoni /											
73		As & n° 10 - Croix rouge /											
84	79	Cathédrale /											
87		Courline /											
90	75.2	Museo P. Arena /											
92	2.2	Elémentaire P. Arena /											
93	2.1	Maternelle Arena /											
94	1	Ecole Guynemer /											
98	28	Club bouliste vauban /											
130	19	Multi accueil Chataignier /											
184	20	Multi accueil Fontonne /											
191		Slade Fontonne 1-2-3 /											
202	18.2	Elémentaire Tournière											
206	24.2	Multi-accueil pelles Terrasses											
208	33	Club bouliste Eucalyptus											
10	131	Croix rouge locaux asso /											
65	130	Chapelle St Esprit /											
132	9	Ecole Maternelle Peynet /											

21	15,2	Elémentaire St Claude
22	15,1	Maternelle St Claude
23	14,1	Maternelle Prevert
24	14,2	Elémentaire Prevert
26	49	Centre jeunesse sport-jacobs
84	79	Cathédrale
92	2,2	Elémentaire P.Arene
94	1	Ecole Guynemer
191		Stade Fontonne 1-2-3
202	18,2	Elémentaire Tournière



VILLE D'ANTIBES JUAN-LES-PINS

République Française – Département des Alpes Maritimes – Arrondissement de Grasse

Direction Générale
Adjointe Proximité

Direction Sécurité Domaine

Service Secrétariat
de la Commission Communale
de Sécurité et d'Accessibilité

Secrétariat de la Commission
Communale
Pour l'Accessibilité

Référence : ML/BP/NE
POA : 706

Affaire suivie par :

Nicole.ejarque@ville-antibes.fr

Et

Francoise.tantot@ville-antibes.fr

Antibes, le 26 février 2016

Monsieur le Président
Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis
449 route des Crêtes – BP 43
06901 SOPHIA ANTIPOLIS

**OBJET : RAPPORT ANNUEL DE MISE EN ACCESSIBILITE DES ETABLISSEMENTS
RECEVANT DU PUBLIC DE LA VOIRIE ET DES ESPACES PUBLICS – ANNEE 2015
PJ : 1**

Monsieur le Président,

Nous avons bien reçu votre courrier du 12 janvier 2016.

Vous trouverez en pièce jointe le rapport sur l'état des mises en accessibilité effectuées en 2015 sur la Commune d'Antibes Juan-les-Pins.

A la lecture de celui-ci vous constaterez que l'année 2015 a été une année de transition consacrée plus particulièrement à l'élaboration de l'Agenda d'Accessibilité Programmée de la Ville sur la base d'une période de neuf années, et pour un budget prévisionnel de 4.379.993 €.

Ce rapport sera présenté à la fois à la Commission Communale Pour l'Accessibilité et au Conseil Municipal au cours du premier semestre 2016.

La mise en place de l'Agenda d'Accessibilité Programmée s'est appuyée sur une concertation soutenue avec la Commission Communale Pour l'Accessibilité puisque cinq réunions de travail ont permis d'aboutir à sa validation en séance plénière du 12 septembre 2015.

Le Projet d'Agenda d'Accessibilité Programmée a été validé au Conseil Municipal du 25 septembre 2015, et a été transmis au représentant de l'Etat le 16 octobre 2015.

Il a reçu un avis favorable de la Sous-Commission Départementale d'Accessibilité en date du 15 décembre 2015.

Enfin un arrêté préfectoral en date du 25 janvier 2016 a validé la durée demandée de neuf années.

.../...

Toute correspondance doit être adressée impersonnellement à :

Monsieur le Député - Maire - Hôtel de ville d'Antibes Juan-les-Pins - Cours Masséna – BP 2205 – 06606 Antibes Cedex
Tél : 04.92.90.50.00 - Fax : 04.92.90.50.01
www.antibes-juanlespins.com • mairie@ville-antibes.fr • N° VERT / DÉMOCRATIE DE PROXIMITÉ : 0.800.10.20.00



VILLE D'ANTIBES JUAN-LES-PINS

République Française – Département des Alpes Maritimes – Arrondissement de Grasse

Les Directions et services de la commune sont aujourd'hui mobilisés pour mettre en œuvre ce dispositif qui débutera dès 2016, par le programme des travaux suivants :

1. En ce qui concerne les Etablissements Recevant du Public, soit les locaux de :

- La mairie annexe des Semboules
- Les locaux associatifs du secteur Croix Rouge
- L'Union Protectrice des Animaux
- Château Salé
- Cartes Nationales d'Identité
- La Police Municipale boulevard Wilson
- La Chapelle Saint-Esprit
- Les Restaurants du Cœur
- L'A.S.O.A. rue Général Vandenberg
- Les Pétanquiers du Port d'Antibes
- La Villa Eilenroc
- La chapelle du calvaire
- Le Musée de la mer
- L'Ecole maternelle Peynet
- L'Ecole maternelle de la Fontonne
- L'Ecole élémentaire de la Tournière – D.I.

2. En ce qui concerne les Installations Ouvertes au Public :

- Le cimetière des Semboules
- Le cimetière de Rabiach
- La pinède de Juan-les-Pins : square – jardin d'enfants – WC publics

La concertation avec la Commission Communale Pour l'Accessibilité, se poursuivra tout au long de l'année 2016 à travers des réunions plénières mais également des groupes de travail composés notamment de représentants d'associations « Handicap » et Personnes Agées – acteurs économiques et sociaux – services.

Les services se tiennent à votre disposition pour toute précision complémentaire.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.


Marina LONVIS
Adjointe au Handicap



**RAPPORT
SUR L'ETAT DES MISES EN ACCESSIBILITE
EFFECTUEES EN 2015
SUR LA COMMUNE D'ANTIBES-JUAN LES PINS**

BILAN 2015

+

RAPPORT SUR L'ETAT DES MISES EN ACCESSIBILITE EFFECTUEES EN 2015 SUR LA COMMUNE D'ANTIBES – JUAN LES PINS

L'année 2015 a été une année consacrée à la mise en place d'un nouveau cadre réglementaire souhaité par le législateur, afin de rendre effectif le principe de mise en accessibilité du patrimoine de la ville. En effet, la commune dispose d'un patrimoine immobilier, complexe, hétérogène et disséminé sur l'ensemble du territoire communal.

1- LE CADRE BATI EXISTANT ET ESPACES PUBLICS

Dans le prolongement des dispositions de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées et à la lumière des conclusions du diagnostic du cadre bâti réalisé dans le courant de l'année 2010 par la société « Accessmétric », la commune a engagé un plan pluriannuel d'investissements pour assurer la mise en accessibilité des bâtiments communaux recevant du public.

Ce projet qui concerne plus de **211 équipements** comprenant tout à la fois des Etablissements Recevant du Public (ERP) et des Installations Ouvertes au Public (IOP) n'a malheureusement pas pu être réalisé en totalité avant le 1^{er} janvier 2015.

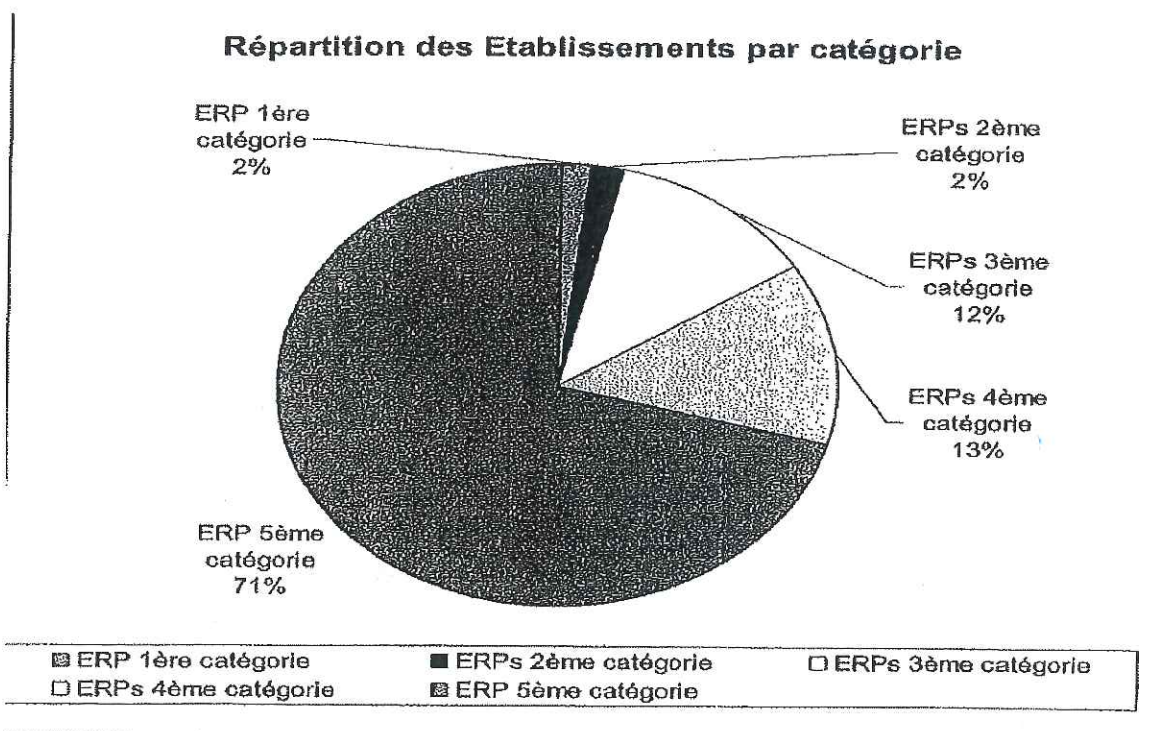
Toutefois l'ordonnance n°2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public et ses différents décrets d'application et arrêtés parus, à compter du 6 novembre 2014 permettent aux communes qui sont propriétaires ou exploitants des bâtiments ou installations ouvertes au public, de solliciter l'octroi d'un délai complémentaire dans le cadre de la mise en œuvre d'un Agenda d'Accessibilité Programmée (Ad'AP).

Les travaux entrepris par la commune au cours des dernières années, dans le domaine de l'accessibilité ont permis de mettre aux normes « accessibilité », **39 bâtiments** qui bénéficient, d'ores et déjà, d'une attestation de mise en accessibilité délivrée par un bureau de contrôle agréé.

Le projet d'Ad'AP présenté concerne, par conséquent, la partie du patrimoine restant, non encore totalement accessible soit 172 équipements recevant du public (ERP) et 39 Installations Ouvertes au Public (IOP) à aménager.

Ces 172 établissements sont répartis comme suit :

- 3 de 1^{ère} catégorie
- 3 de 2^{ème} catégorie
- 23 de 4^{ème} catégorie
- 122 de 5^{ème} catégorie



Les établissements recevant du public sont classés en catégorie, en fonction de l'effectif du public et du personnel

Catégorie 1 : effectif supérieur à 1500 personnes.

Catégorie 2 : effectif compris entre 701 et 1500 personnes.

Catégorie 3 : effectif compris entre 301 et 700 personnes.

Catégorie 4 : effectif inférieur ou égal à 300 personnes.

Catégorie 5 : effectif du public suivant le type d'exploitation.

Ce projet d'Ad'AP a fait l'objet d'une concertation engagée avec les différents acteurs et instances concernées (associations de personnes handicapées –organisations professionnelles et directions techniques) par ce dossier dans le cadre de réunions de travail de la **Commission Communale Pour l'Accessibilité (CCPA)**, sous la présidence de l'élue en charge du handicap, organisées les 21 mai, 4 et 26 juin 2015.

Au terme de cette concertation, la CCPA s'est réunie le **11 septembre 2015**, en assemblée plénière, afin d'émettre un avis sur cette proposition d'Agenda d'Accessibilité Programmée ci-après présentée.

Cet agenda a été adopté en **Conseil Municipal le 25 septembre 2015**.

Le projet d'agenda de la commune a été déposé à la Préfecture le **16 octobre 2015** sous le n° **AA 006 004 15 E 0730**.

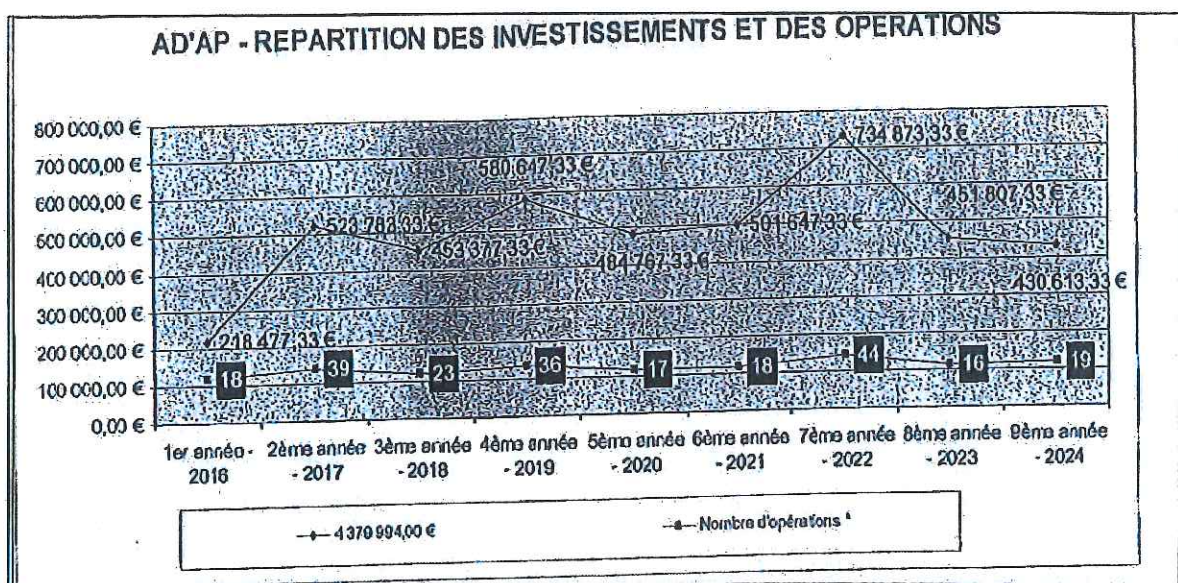
La Sous-Commission Départementale d'Accessibilité a émis un avis favorable à la demande d'Agenda d'Accessibilité Programmée le **15 décembre 2015** pour une période de **9 ans** avec un coût global de **4 379 994€ TTC** réparti de la façon suivante (Voir arrêté préfectoral en date du 25 janvier 2016 : annexe1)

- **3 227 838 € TTC** pour les ERP
- **1 152 156 € TTC** pour les IOP.

Le coût global des travaux de mises en accessibilité a été réparti de manière homogène sur toute la durée de l'Agenda.

Cet agenda contient :

- la présentation du patrimoine.
- le calendrier des actions à engager.
- la programmation pluriannuelle d'investissements.
- la liste argumentée des dérogations envisagées et les mesures compensatoires pouvant être mises en œuvre.



Vous trouverez de façon plus détaillée (voir annexe 3) les établissements concernées par la mise en accessibilité pour la période 2016-2017-2018.

Ces nouvelles dispositions législatives et réglementaires s'adressent aussi à l'ensemble des gestionnaires privés d'établissements recevant du public ou installations ouvertes au public non accessibles sur la commune. Ces professionnels doivent s'engager à réaliser les aménagements de mise en accessibilité en élaborant l'Agenda d'Accessibilité Programmée.

Ainsi la Commission Communale d'Accessibilité a reçu et étudié 468 dossiers pour l'année 2015 (voir annexe 2).

2- VOIRIE-PLAN DE MISE EN ACCESSIBILITE DES VOIRIES

Concernant plus particulièrement les Etablissements Recevant du Public, le **Plan de Mise en Accessibilité des Voiries et Espaces Publics (P.A.V.E)** adopté **le 25 juin 2010** découpe le territoire communal en plusieurs zones (de A à G).

Il permet de recenser pour l'ensemble du réseau les points bloquants en matière de déplacement.

Le résultat de ces analyses permet de définir la nature des travaux à entreprendre pour respecter la chaîne de déplacement qui lie dans la continuité des transports, la voirie, le cadre bâti et permet de traiter ainsi les espaces de liaison à partir du point de dépose jusqu'à l'ERP ou l'IOP.

Exemples :

- définition de places de stationnement automobile pour les personnes à mobilité réduite au plus proche de l'ERP.
- La proximité des arrêts de bus.
- Le cheminement extérieur du point de dépose vers l'accueil de l'établissement.

La partie graphique et le plan sont ainsi mis à jour au fur et à mesure des travaux effectués.

Les travaux mis en œuvre favorisent l'accessibilité et la circulation sur les trottoirs et les traversées de chaussée grâce au :

- Au désencombrement des trottoirs et au maintien d'un couloir de circulation (1.40m) libre de toutes occupations.
- A la pose de bande d'éveil et de vigilance (bandes podotactiles),
- A la réalisation de trottoir surbaissé,
- Et à la pose de répétiteur sonore /visuel de feux de traversées.

Les travaux de voirie pour l'année 2015

QUARTIERS	Nature des travaux	Montant engagé (en € TTC)	Accessibilité
ANTIBES JLP BALNEAIRE Requalification Boulevard Baudouin-Joffre Maupassant	Elargissement de trottoir, Pose de bordure en pierre - Pose de dalle en pierre Réfection des enrobés trottoirs et chaussée, élargissement des espaces verts	480 000 €	site devenu zone piétonne amélioration de 6 places PMR, élargissement de la rampe PMR côté Ruban Bleu
ANTIBES ACTIVITE chemin des Combes section comprise entre Bale des Combes/Villa Raphael	Travaux de mise à l'alignement (5 propriétés avec murs-portails- clôtures... + Réprises trottoirs et chaussée, pose de dalles TTE+ création d'un plateau au droit de "Villa Raphael"	550 000 €	1 plateau surélevé+ 3 passages piétons
ANTIBES GRAND EST Chemin Saint Claude - Section Beauvert - Sarrazine	Abattage 14 pins - réfection trottoir et stationnement en enrobé - réfection chaussée - Création zone drainante	245 000 €	4 passages piétons
ANTIBES ACTIVITE chemin des Combes (Section Ubaldi/Bel Air)	Création d'un trottoir pour assurer la continuité du cheminement piéton sécurisé avec redistribution du stationnement, recalibrage de la chaussée & protection des accès côté pair par un marquage & des balises	85 000 €	1 passage piéton
ANTIBES ACTIVITE Création Pistes Cyclables chemin des Terriers - section Weisweiler- Breton	Création d'une piste cyclable bidirectionnelle sur trottoir enrobé (réalisé au finisher) - création 3 plateaux - Aménagement trottoir bicouche et enrobé côté opposé	300 000 €	3 plateaux surélevés (y/c pp) + 2 passage piétons
ANTIBES CŒUR DE VILLE Carrefour Foch/Maizière	Mise aux normes PMR	17 300 €	4 passages piétons
ANTIBES GRAND EST Chemin de Saint Claude/chemin Coutelier	Mise aux normes PMR	3 000 €	2 passages piétons
ANTIBES CENTRE Avenue Lamartine	Création d'un trottoir pour assurer la continuité du cheminement piéton	30 000 €	Amélioration du cheminement
ANTIBES CŒUR DE VILLE Passage Genty	Réfection du trottoir et de la rampe d'accès	9 500 €	Amélioration de cheminement



3- AUTRE MESURE PRISE PAR LA COMMUNE FAVORISANT L'INSERTION ET LE QUOTIDIEN DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP

La mise en ligne d'une rubrique (<http://www.antibes-juanlespins.com/handicap>), sur le site [antibes-juanlespins.com](http://www.antibes-juanlespins.com) proposant aux personnes porteuses de handicap, ainsi qu'à leurs accompagnants :

- Des informations pratiques sur un ensemble de prestations et d'activités mises en place sur la Commune :
 - dans le domaine de l'Education,
 - dans le domaine du Social,
 - dans le domaine de la Jeunesse et des Loisirs,
 - dans le domaine de la Culture,
 - dans le domaine du Sport,
 - dans le domaine du Tourisme.

- La liste des associations œuvrant en faveur des personnes handicapées sur Antibes Juan-les-Pins, complétée de renseignements utiles et du lien informatique s'y rapportant.
- La mise à disposition des formulaires Agenda d'Accessibilité Programmée, avec ou sans demande de dérogation et « Attestation », associés de notes réglementaires explicatives destinées à aider tout propriétaire et/ou gestionnaire d'ERP et d'IOP non conforme aux règles d'accessibilité au 1^{er} janvier 2015, dans sa démarche de travaux ou aménagements de mise en accessibilité.
- La liste des places de stationnement pour les Personnes à Mobilité Réduite répertoriés sur la Commune. <http://www.antibes-juanlespins.com/contacts/vous-etes/personne-handicapee>

4. PROJETS A METTRE EN ŒUVRE (dans le cadre de l'Ad'AP Patrimoine de la Ville)

Pour la 1^{ère} période 2016-2017-2018, les ERP et IOP concernés par la mise en accessibilité, dans le cadre de l'Agenda d'Accessibilité Programmée sont répertoriés comme suit voir annexe 3).

Par ailleurs, afin d'améliorer au mieux, d'une manière générale, l'accompagnement humain de ces personnes fragilisées par le handicap ou par le grand âge, la Ville a intégré à son projet un volet « Formation à l'Accessibilité » destiné à sensibiliser et former un certain nombre de ses agents confrontés à cette problématique dans le cadre de leurs missions.

Le suivi de ces travaux et démarches à entreprendre dans le cadre de l'Ad 'AP Patrimoine Ville sera assuré par le Service du secrétariat de la Commission Communale Sécurité et Accessibilité, à travers une réunion mensuelle de concertation interservices, présidée par l'Adjointe déléguée au Handicap, associant l'ensemble des directions opérationnelles (Direction Architecture-Bâtiments ; Direction Réseaux et Infrastructures et Direction Santé – Environnement – Développement Durable) ainsi que les référents désignés des directions gestionnaires des équipements concernés par ce type de travaux ou aménagements.

Un point de situation sur la mise en œuvre de l'agenda sera réalisé à l'issue de la 1^{ère} année et un bilan des travaux sera effectué, à mi-parcours et il en sera rendu compte, en séance, en Commission Pour l'Accessibilité.

Un bilan annuel sera réalisé en fin d'année lors de l'élaboration du bilan annuel des travaux de mise en accessibilité qui sera présenté en Commission Pour l'Accessibilité, puis au Conseil Municipal et transmis pour information au service de l'Etat.

ANNEXE 1



PREFECTURE DES ALPES-MARITIMES

Ad'ap N° AA 006 004 15 E 0730

Demandeur : COMMUNE D ANTIBES JUAN LES PINS représenté par M. LEONETTI JEAN
Adresse du demandeur : HOTEL DE VILLE COURS MASSENA 06600 Antibes

Description de l'Agenda d'accessibilité programmée :

Périmètre : Sur un seul département

Nombre d'années demandées : 9

Coût global (euros) : 4379993

Nombre de bâtiments : 0 ERP, 0 IOP

PREFECTURE DES ALPES-MARITIMES

VU la demande d'Ad'ap référencée ci-dessus,

VU la code de la construction et de l'habitation, notamment les articles L. 111-7 à L. 111-8-4 et les articles R. 111-18 à R. 111-19-47 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2015-906 du 28 septembre 2015 donnant délégation de signature à M Sébastien FOREST, ingénieur en chef des ponts, des eaux et des forêts, Directeur Départemental des Territoires et de la Mer des Alpes-Maritimes, par intérim ;

VU l'arrêté n° 2015-915 du 28 septembre 2015 portant subdélégation de signature aux cadres de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Alpes-Maritimes ;

VU l'avis favorable formulé le mardi 15 décembre 2015 par la Sous-Commission Départementale d'Accessibilité

ARRÊTÉ

Article 1

L'Agenda d'accessibilité programmée demandé par la COMMUNE D ANTIBES JUAN LES PINS représenté par M. LEONETTI JEAN est accordé pour une période de 9 ans.


Article 2

Le Préfet des Alpes-Maritimes est chargé de l'application du présent arrêté.

Voies de recours :

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. Le demandeur pourra également saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux dans le même délai.

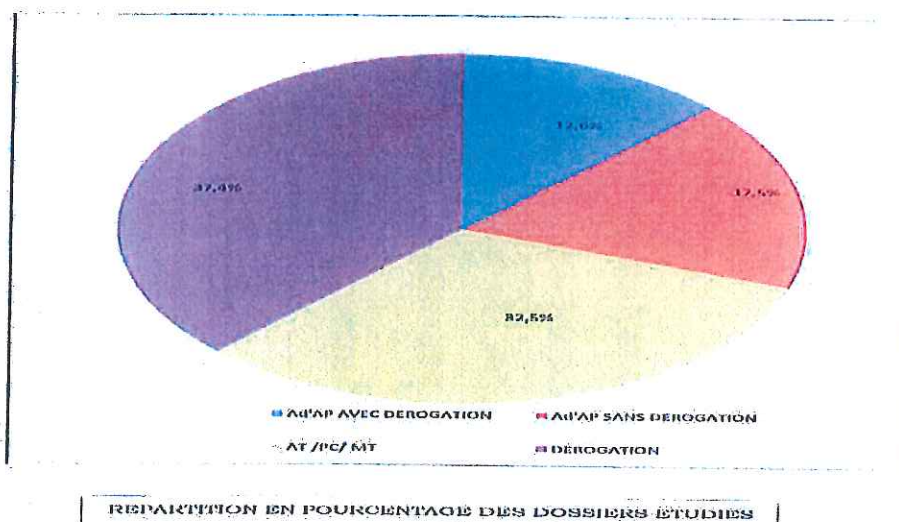
Pour le Préfet et par délégation
Le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer
Pour le Directeur et par subdélégation
Le chef du service sécurité Déplacements Développement Durable


M. BORSU

25 JAN. 2016

ANNEXE 2

DOSSIERS ETUDIES PAR LE SECRETARIAT DE LA CCA EN 2015	
NOMBRE DE DOSSIERS ETUDIES	469
COMMISSION COMMUNALE D'ACCESSIBILITE	63
Sous COMMISSION DEPARTEMENTALE D'ACCESSIBILITE	317
Etudes en salle (Ad'ap. avec / sans dérogation, Dérégation, AT, PC)	60
Etudes par voie électronique (Manifestation)	19
En cours de traitement	247
DOSSIERS ANNULES- DOSSIERS REPUTES TACITES DEFAVORABLES	60



ANNEXE3

N°	Opération	EDL	Avant projet YG	Validation	Dossier plan pour GCA	Dossier pour GCA	Transmis COA	Date commission	Avis Favorable	Davis demandé	Davis reçu	Transmis travaux	Date travaux
déc-15	9									Régie	184 130 €		
déc-15	63									Signalétique	184 130 €		
déc-15	13									Signalétique	13 312,00 €		
déc-15	57									Régie	1792,00 €		
déc-15	142									Signalétique	1792,00 €		
janv-16	77									Signalétique	1556,00 €		
janv-16	132									Signalétique	1556,00 €		
janv-16	34									Signalétique	12 568,00 €		
janv-16	121									Electricité			
janv-16	126									Signalétique	12 376,00 €		
févr-16	188									Signalétique	1528,00 €		
févr-16	7.1									Electricité			
févr-16	87									Signalétique	12 244,00 €		
févr-16	27									Signalétique	12 244,00 €		
févr-16	97									Plomberie			
févr-16	27									Signalétique	1524,00 €		
févr-16	75									Signalétique	1581,00 €		
févr-16										Menuiserie bois			
févr-16										G.Oeuvre			
mars-16	10									Signalétique	13 515,00 €		
mars-16	131									Plomberie			
mars-16										Menuiserie alu			
mars-16										Menuiserie bois			
mars-16										G.Oeuvre			
mars-16										Equipement			
mars-16	125									Signalétique	154 584,30 €		
mars-16	77									Plomberie			
mars-16										G.Oeuvre			
mars-16										Equipement			
mars-16										Electricité			
mars-16	132									Signalétique			
mars-16	9									G.Oeuvre			
mars-16										Equipement			
avr-16	129									Signalétique			
avr-16										Electricité			
avr-16	65									Signalétique	1527,60 €		
avr-16										Plomberie			
avr-16										Electricité			
avr-16										Menuiserie bois	13 906,80 €		
avr-16										G.Oeuvre	16 223,39 €		
avr-16										Equipement			

N°	accès	EDL	EDL	Avant projet	Validation	Dossier plan	Dossier adm	Transmis CCA	Date commission	Avis Favorable	Devis demandé	Devis reçu	Transmis travaux	Date travaux
14			ADAMA ✓											
15			CADIS ✓											
16	110		CTM D.R. ✓											
17	64		Salle jeunes St Claude ✓											
21	15.2		Elémentaire St Claude ✓											
22	15.1		Maternelle St Claude ✓											
23	14.1		Maternelle Prévert ✓											
24	14.2		Elémentaire Prévert ✓											
26	49		Centre jeunesse sport-Jacobs ✓											
61			Gulchet Unique ✓											
66	105		Salusse Santoni ✓											
73			AS-CLUB - Centre croix rouge ✓											
84	79		Cathédrale ✓											
87			Courthie ✓											
90	15.2		Centre croix rouge											
92	2.2		Elémentaire P.Arene ✓											
93	2.1		Maternelle Arene ✓											
94	1		Ecole Guynemer ✓											
98	28		Club bouliste vauban ✓											
130	19		Multi accueil Chataigner ✓											
184	20		Multi accueil Fontonne ✓											
191			Slade Fontonne 1-2-3 ✓											
202	18.2		Elémentaire Tournière											
206	24.2		Multi-accueil petites Terrasses											
208	33		Club bouliste Eucalyptus											
10	131		Croix rouge locaux asso ✓											
65	130		Chapelle St Esprit ✓											
132	9		Ecole Maternelle Peynet ✓											

DATE À TERMINER: EN 2018



VILLE D'ANTIBES JUAN-LES-PINS

République Française – Département des Alpes Maritimes – Arrondissement de Grasse

DIRECTION GENERALE ADJOINTE
PROXIMITE

DIRECTION SECURITE DOMAINE

SERVICE SECRETARIAT DES
COMMISSIONS COMMUNALES DE
SECURITE ET D'ACCESSIBILITE

SECRETARIAT
DE LA COMMISSION COMMUNALE
POUR L'ACCESSIBILITE

Antibes, le 21 SEP 2015

Madame, Monsieur,

OBJET : COMMISSION COMMUNALE POUR L'ACCESSIBILITE DU 11 SEPTEMBRE 2015
PJ : 2

Référence :
ML/BP/NE

Affaire suivie par :
M. PASSERON
☎ 04.92.90.52.49

muno.passeron@ville-antibes.fr

Madame, Monsieur,

J'ai le plaisir de vous adresser ci-joint le compte rendu de la Commission Communale Pour l'Accessibilité, réunie en séance plénière, le 11 septembre dernier à la salle polyvalente des espaces du fort Carré.

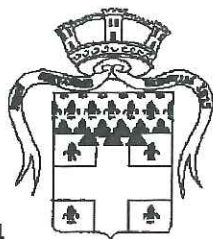
Je vous transmets, en complément, le tableau de programmation qui sera envoyé, en Préfecture, avec le dossier Ad'AP.

Je reste à votre entière disposition pour tous compléments d'informations que vous jugeriez nécessaire d'obtenir,

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes sentiments les plus dévoués.

Très Cordialement


Marina LONVIS
Adjointe au Maire
Déléguée au Handicap



2015-09-21 17:54

Ville d'Antibes Juan-les-Pins

**COMMISSION COMMUNALE
POUR L'ACCESSIBILITE**

Compte rendu

**Réunion du 11 septembre 2015 – 15.00 h
Salle Polyvalente des Espaces du Fort Carré**

D.G.A. PROXIMITE

Direction Sécurité Domaine

**Service du Secrétariat
des Commissions communales Sécurité & Accessibilité**

**Secrétariat de la Commission Communale
Pour l'Accessibilité**

Présents

Elus municipaux

M. Jean LEONETTI - Député-Maire

Mme Marina LONVIS – Adjointe au maire déléguée au handicap

**M. Jacques GENTE – Adjoint au maire délégué aux Affaires sociales et à la
Solidarité.**

Représentants des associations du secteur du Handicap

**Mme Christine BERTHO-DOMINGUEZ - Association Départementale des Amis et
Parents d'Enfants Inadaptés des Alpes-Maritimes - section d'Antibes**

**Mme Nicole COMBO – Union Nationale des Amis et Familles de Malades et/ou
handicapés psychiques**

**Mme Muriel GERARD – Association Départementale des Amis et Parents
d'Enfants Inadaptés des Alpes-Maritimes - section d'Antibes**

M. Serge FALLEMPIN – Association Avenir et Valeurs

M. Patrick MERCIER – Handisports Antibes Méditerranée

Mme Françoise MICHELIS – Association des Paralysés de France

Mme MOUTON - Association Valentin HAUY

Mme Michèle MULLER – Association Valentin HAUY

M. Gérard STUERGA – Ecole Méditerranéenne des Chiens-Guides d'Aveugles

M. Louis VIEILLEDENT - Association Départementale des Amis et Parents d'Enfants Inadaptés des Alpes-Maritimes - section d'Antibes

M. Benoît WARNERY – Association des Paralysés de France

Représentants des associations des secteurs du Commerce – Hôtellerie - Restauration – Plages

M. Henry MATHEY – Union des métiers et des Industries de l'Hôtellerie

M. Arnaud PASQUIER – Fédération Tourisme et Commerce de Juan-les-Pins

Représentants des associations du secteur des personnes âgées

Mme Hélène AMOYEL - La Récré des Séniors

Représentante des usagers

Mme Janine MARTIN

Directions et services municipaux

M. Alain JULIENNE – Direction Générale Adjointe « Proximité »

M. Bernard BLANC – Direction Architecture – Bâtiments

M. Mathieu BLANCHARD – Direction Sécurité Domaine - service Secrétariat de la Commission Communale d'Accessibilité

Mme Akim CHAMKIA – Direction Jeunesse et Loisirs

M. Philippe DALMASSO – Direction Santé – Environnement – Développement durable

Mme Nicole EJARQUE – Direction Sécurité Domaine - Secrétariat de la Commission Communale Pour l'Accessibilité

M. Yves GRISANTI – Direction Architecture – Bâtiments

M. Nicolas LEGRAS – Direction Réseaux – Infrastructures

Mme Sandrine LETIERCE – Direction de l'Urbanisme

Mme Marie-France MULLER – Direction Animation et Activités Culturelles

M. Bruno PASSERON – Direction Sécurité Domaine

Mme Isabelle PLISSON – Direction des Sports

Mme Véronique WENDEN – Direction de l'Education

Représentants des partenaires associés

M. Patrick CIARLONE - SACEMA

Mlle Laurence COQUERY - Office de Tourisme et des Congrès

Mme Valérie SFILIO - Centre Communal d'Action Sociale

Représentants des directions de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis

M. Sébastien JACQUART – Direction Déplacements - Infrastructures

M. Benoît LAUGEOIS – Direction Architecture – Bâtiments

Excusés

Mme Khéra BADAOU – Adjointe au maire déléguée à l'Entretien et à la Mise en valeur du paysage urbain.

Mme Marguerite BLAZY – Conseillère Municipale – Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis

Mme Anne-Marie BOUSQUET - Adjointe au maire – Conseil de quartier Antibes Grand Est

M. Gilles CALIFANO – Direction Réseaux Infrastructures

Mme Marcelle CARATINI – Association des Commerçants et Artisans de Juan-les-Pins

M. Maurice CARETTE – Association Antibes Cœurs d'Azur

M. Patrice COLOMB – Adjoint au maire délégué à l'Economie locale – Commerce – Artisanat – Valorisation du domaine public

M. Yves DAHAN – Adjoint au maire délégué à l'Education – Petite enfance

Mme Nathalie DEPETRIS – Adjointe au maire déléguée à la Population

M. Patrick DULBECCO – Adjoint au maire délégué à l'urbanisme – Environnement – Développement durable

Mme Anne-Marie DUMONT – Adjointe au maire – Conseil de Quartier Antibes Activités

M. Eric DUPLAY – Adjoint au maire délégué à la Santé

Mme Edith ENTRINGER – Institut Médico Educatif Pierre Merli

M. Gérard FANTINO – Association des Commerçants – Artisans – Artistes et Forains du Vieil Antibes

M. Christian GHIO – Association ATYPIQ (autistes)

Mme Corinne GRANADOS – Direction Population – Citoyenneté

M. Nicolas GRUS – Service Secrétariat des Commissions Communales sécurité et Accessibilité

Mme Laure LANTERI – Direction des Musées

Mlle Catherine LE FLOCH – Direction Santé – Environnement – Développement durable

M. Bernard LIONS – Stimuler pour mieux vivre le handicap

M. Michel MANCEAU – Comité Départemental du Sport Adapté

Mme Elisabeth LIZZANI – Association Economie – Tourisme – Commerce

Mme Angèle MURATORI – Adjointe au maire déléguée aux Infrastructures et réseaux

M. Alain PALAMITI – Syndicat des Plagistes de Juan-les-Pins

M. Eric PAUGET – Premier Adjoint délégué à la Vie sportive et Jeunesse –
Conseiller Départemental des Alpes Maritimes

Mme Laurence PELTIER – Association Antibes Cœurs d'Azur

M. Audouin RAMBAUD – Adjoint au maire délégué au Tourisme et Animation

Mme Mallory REVEAU – Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis

M. Xavier RUDLOFF – Association les Séniors en Or

Mme Martine SAVALLI – Adjointe au Maire – Conseil de quartier Antibes Centre

Mme Armelle SUBRA – Les Petits Frères des Pauvres

Mme Françoise TANTOT – Service Secrétariat des Commissions Communales
Sécurité et Accessibilité

Mme Françoise THOMEL – Adjointe au maire – Conseil de quartier Antibes Ouest
Résidentiel

Mme LONVIS remercie Monsieur le Député-Maire de sa présence et souhaite également la bienvenue à M. l'Adjoint délégué aux Affaires sociales ainsi qu'aux Présidents et Représentants des associations, des usagers, des Organismes associés, aux Directeurs et Membres des services municipaux, venus nombreux pour la présentation de l'Agenda d'Accessibilité Programmée Patrimoine Ville.

Ce document, qui concerne essentiellement les travaux à entreprendre pour poursuivre la mise en accessibilité des Etablissements Recevant du Public (ERP) et des Installations Ouvertes au Public (IOP) communaux, sera ensuite présenté au Conseil Municipal le 25 septembre prochain, puis transmis pour validation à Monsieur le Préfet, conformément à l'ordonnance adoptée le 26/09/2014 pour compléter la loi dite « Handicap » du 11/02/2005.

Elle évoque le travail d'équipe réalisé à travers différentes réunions d'information, d'échange et de concertation avec la participation active des membres de cette instance représentant les associations « handicap » – « des personnes âgées » - « commerce » - « restauration-hôtellerie » - usagers et services municipaux. Une collaboration constructive qui a permis de retenir ensemble la méthodologie d'interventions à suivre dans l'élaboration de ce document Ad'AP et des travaux et aménagements qui en résulteront au cours de ces toutes prochaines années.

Elle salue le très gros travail entrepris par les « Direction Architecture-Bâtiments » « Direction Santé-Environnement-Développement Durable » et « Direction Sécurité-Domaine-Accessibilité » dans l'élaboration de ce projet dédié aux personnes en situation de handicap et au « mieux vivre ensemble ».

M. le Maire remercie Mme LONVIS, MM. JULIENNE et PASSERON, et tous les services de la Ville qui travaillent dans la transversalité, respectant ainsi l'esprit de la loi de 2005 qui est une loi forte de la République puisque l'Homme y est placé au centre des préoccupations.

Ce texte, qui permet de faire en sorte que chaque situation de handicap soit considérée, a été source de difficultés dans le débat, mais l'on a avancé jusqu'à la mise en place de l'Ad'AP.

La Ville d'Antibes Juan-les-Pins n'a pas attendu le dernier moment pour faire en sorte que ce document soit élaboré. Et s'il reste des choses à faire, l'ordonnance de 2014 permet d'étaler un important dispositif sur neuf années, ce qui sera demandé.

Mais selon lui, il aurait mieux valu transposer l'Ad'AP sur la durée du mandat municipal. En effet, les personnes qui voient les nouvelles échéances repoussées jusqu'à neuf ans, s'interrogent et craignent que l'esprit de la loi ne soit pas conservé.

L'accessibilité est une règle très importante qu'il faut respecter, même si parfois elle est difficile mettre en œuvre, notamment par les petites communes qui disposent de finances faibles.

La Ville a choisi la voie de la concertation dans le temps afin de faire en sorte que, dans les cinq prochaines années, l'essentiel soit réalisé.

Il souhaite, ainsi, que la Ville soit exemplaire en tenant compte des relations de confiance qui se sont développées avec les associations.

Il fait remarquer que l'Ad'AP a fait l'objet d'un chiffrage annuel et que le budget en sera sanctuarisé.

Ce document constitue en effet, un engagement de la Ville dans le temps, et dès l'année 2016, la programmation des sommes allouées sera significative.

Aussi, souhaite-t-il que la concertation en la matière soit poursuivie tout au long de la mise en œuvre de l'Ad'AP.

Enfin, pour terminer, il insiste pour que soit gardé le sens de la solidarité qui caractérise l'esprit français.

Il donne la parole à M. PASSERON qui va présenter « l'Ad'AP Patrimoine ».

Monsieur le Maire, retenu par d'autres obligations, quitte la salle.

M. PASSERON présente les grandes lignes du contenu de « l'Agenda d'Accessibilité Programmée Patrimoine » sous forme de Power Point (*pour plus de détails sur ce qui suit, consulter le « Document de Présentation » joint au présent compte rendu*).

Ad'AP et Accessibilité

- Mise en place – Rappel des principales dispositions
- Commission Communale Pour l'Accessibilité : 3 réunions de travail ont permis de détacher les principes d'actions :
 - L'usage
 - La continuité de la chaîne de déplacement
 - Les espaces de connexion
 - La logique territoriale
 - La formation du personnel à l'accueil.

Ad'AP et patrimoine communal

- 134 ERP sont à traiter – principalement des locaux de 5^e catégorie.
- 39 IOP sont à traiter.

Nota : 38 équipements disposent d'une attestation de mise en accessibilité.

Répartition des équipements par types d'activités

Il s'agit essentiellement des locaux sportifs, scolaires, associatifs et administratifs.

Patrimoine et nature des travaux à entreprendre sur les ERP et IOP

Les éléments bloquants l'accessibilité sont pour l'essentiel :

- les cheminements (de où ? vers où ?)
- la signalétique
- l'accès des bâtiments
- l'accueil
- les sanitaires
- les portes, portiques, et sas
- les cheminements horizontaux et verticaux
- les stationnements et arrêts de bus.

Ce processus d'analyse a été mis en œuvre pour l'ensemble des équipements qui sont propriétés de la Commune.

Ce travail est présenté à travers deux cas significatifs qui illustrent le sens de la démarche définie ci-dessus.

En effet, il aurait été difficile de présenter les 173 équipements concernés par les travaux de mise en accessibilité.

Les deux exemples présentés concernent d'une part, la fiche d'un ERP et d'autre part la fiche d'une IOP qui vont maintenant suivre.

1) 1^{er} exemple - une fiche composant l'Ad'AP - un ERP : l'Ecole Élémentaire de la Tournière qui comporte :

- la liste des travaux à réaliser pendant la première période
- les photos
- la liste des dérogations proposées lorsqu'il y a une impossibilité technique de réaliser.

À travers cet exemple il est démontré que l'on a essayé d'apporter une solution pour l'ensemble des fonctions, mais les contraintes techniques qui apparaissent, ont conduit à déposer des demandes de dérogations sur un aspect particulier, mais en y apportant des mesures de compensation.

2) 2^e exemple – une fiche composant l'Ad'AP – une IOP : le square Albert 1^{er} qui comporte :

- la liste des travaux à réaliser dans le jardin public et l'aire de jeux pendant les périodes 2 et 3
- les photos.

A travers cet exemple il a été pris en compte, comme dans chaque fiche, le point de dépose en voiture ou en bus – les cheminements vers des différentes entrées – la circulation dans cet espace.

Ad'AP et programmation des investissements de 2016 à 2024

Le coût de la mise aux normes des 173 équipements (ERP et IOP) a été évalué à 4.380.000 € TTC. Ces travaux seront échelonnés sur neuf ans dont :

- 3.230.000 € TTC pour les ERP
- 1.150.000 € TTC pour les IOP

En moyenne un budget annuel de 400.000 à 450.000 € annuel sera dégagé, ce qui est un niveau d'investissement élevé et qui représente environ 25 opérations de travaux à exécuter dans l'année concernée.

Le nombre important d'équipements de la Commune peut ainsi justifier une demande d'« Ad'AP Patrimoine » sur neuf années, composées de trois périodes de trois ans.

Les IOP englobent les cimetières – jardins – aires de jeux – WC et sanitaires publics...

Répartition des interventions par période

Cet agenda constitue le « fil rouge » qui guidera la réalisation des travaux de mise en accessibilité. Ceux-ci, qui concerneront pour une grande partie les équipements sportifs, scolaires, associatifs.

Les première et seconde périodes (de 2016 à 2021) seront consacrées à l'essentiel des interventions sur ces équipements.

Les particularités liées aux modalités de fonctionnement des établissements et installations seront prises en compte dans la programmation des interventions, afin de ne pas perturber le fonctionnement des services publics qui s'y trouvent tel que l'éducation.

Globalement, il est à noter que l'Ad'AP et un document prévisionnel qui définit la liste des interventions programmées annuellement. Ce rythme d'intervention pourra parfois être accéléré, mais ne pourra pas, sauf contrainte technique particulière, être ralenti.

Les prochaines étapes

L'Ad'AP sera présenté en Conseil Municipal le 25 septembre prochain et transmis pour approbation et validation à Monsieur le Préfet des Alpes Maritimes.

Le suivi de l'avancement des travaux de ce calendrier, sera régulièrement porté à la connaissance des membres de la CCPA lors de réunions de concertation et retranscrits dans les rapports annuels des travaux de mise en accessibilité qui seront présentés au Conseil Municipal.

Questions

Mme LONVIS demande si des questions se posent concernant la présentation qui vient d'être réalisée.

M. PASSERON indique qu'il se tient, avec les directions concernées, à disposition des personnes présentes pour répondre à toutes demandes de précision ou toutes interrogations.

Par ailleurs, il rappelle que le processus mis en œuvre par la collectivité associe aussi très étroitement, aux opérations de travaux sur les bâtiments et sur les installations la

Direction Réseaux-Infrastructure, qui assure, par ces interventions, le traitement des espaces de liaisons tels que les cheminements, les traversées de chaussée, les carrefours et les places de stationnement « PMR ».

Mme LONVIS : La DRI réalise depuis plusieurs années un travail conséquent sur les voiries, au profit de l'accessibilité. Cette direction municipale pourra également compter sur la réflexion de la CCPA pour ces aménagements de cheminements adaptés à entreprendre, notamment dans le cadre des travaux de l'Ad'AP.

Mme MARTIN s'inquiète qu'une personne habitant dans une copropriété du boulevard Wilson ne puisse pas sortir de chez elle du fait d'un escalier rendant impossible ses déplacements et du refus du Syndic de copropriété de réaliser les aménagements nécessaires.

Mme LONVIS cette dame, copropriétaire, doit exposer (de préférence par écrit) ce problème d'accessibilité des parties communes de l'immeuble à son syndic et lui demander d'organiser, pour le plus tôt possible, une assemblée générale de copropriété avec ce sujet mis à l'ordre du jour.

M. WARNERY salue le travail de concertation réalisé, mais regrette que le document final n'ait pas été présenté à cette Commission. Ce travail aurait pu lui permettre de répondre aux questions des adhérents.

Il lui semble en effet difficile de se prononcer sur deux exemples seulement, mais note que le document final est disponible dans les services.

Il ajoute enfin que la position de l'Association des Paralysés de France au niveau national est la suivante : l'Association n'approuvera aucun Agenda, l'ordonnance qui l'a instauré, outrepassant les droits des personnes handicapées, constitue un contrepoint à la loi de 2005.

Mme LONVIS répond : J'entends la vive déception de votre association et de vous-même, au plan national. J'aimerais toutefois, si vous le permettez, revenir sur la première partie de votre intervention concernant nos réunions de concertation. Votre participation active et efficace à toutes ces réunions organisées dans le cadre de l'Ad'AP a contribué à fixer, dans un échange ouvert et sincère, la méthode de travail à suivre pour chacune des mises en accessibilité à effectuer, les priorités à retenir pour remédier au mieux aux besoins et aux attentes

Il est vrai que deux exemples d'aménagements vous ont été présentés aujourd'hui : l'Ecole élémentaire de la Tournière et le Square Albert 1^{er}.

Rappelons que deux autres de ces projets de travaux d'accessibilité ont été également expliqués dans le détail par les services, lors de notre dernière réunion de travail : le Musée archéologique et le Cimetière Rabiach.

Ces quatre exemples font partie de la liste des bâtiments et installations recensés dans l'Ad'AP, qui ont tous été traités selon la méthodologie d'interventions définie ensemble.

Le projet d'Ad'AP Ville sera très prochainement envoyé à chacun de vous avec la liste des bâtiments et installations qui le compose, établie par année et par quartier, en tenant compte de votre réflexion recueillie lors de ces échanges.

Dans l'immédiat, nous restons, les services et moi-même, à votre disposition pour toutes explications et nous vous engageons à ne pas hésiter à nous contacter, après cette réunion, en cas de demandes de précisions complémentaires.

M. MERCIER regrette que l'on n'ait fait appel à son association que ponctuellement dans le cadre de visites de travail sur sites. Il aurait souhaité beaucoup plus s'y impliquer. Ayant travaillé avec les élèves d'une C.L.I.S (Classe pour Inclusion Scolaire) de l'école de la Tourmière, il aurait apprécié, par exemple et entre autres, s'investir dans l'étude des travaux d'accessibilité qui a été effectuée sur place, comme il l'a fait pour les cimetières.

Mme LONVIS indique qu'il aurait été difficile, compte tenu du temps imparti et du travail à fournir, d'organiser d'avantage de visites d'équipements et installations communaux.

Elle précise toutefois que cette demande pourra être satisfaite, au cas par cas, en fonction des disponibilités de chacun. Cette question devra être étudiée en réunion de travail.

Mme COMBO demande si les transports collectifs de l'opérateur « Mobile Azur » opérationnels à Nice, relient le territoire de la CASA et en assurent les liaisons ?

M. WARNERY : cet opérateur travaille sur le territoire de Nice et ne peut venir sur le réseau routier de la CASA.

Pour d'avantage de précisions il convient de prendre contact avec le réseau « Envibus » ou de s'informer sur www.envibus.fr

Mme LONVIS rappelle aux représentants d'associations que Mme TANTOT, M. BLANCHARD, M. PASSERON et elle-même se tiennent à la disposition de toute personne ayant besoin d'être renseignée ou aidée dans l'établissement d'AD'AP d'ordre privé.

Aucune autre question n'étant soulevée, Mme LONVIS remercie les participants d'être venus nombreux à cette réunion.

La réunion se termine à 16.00 heures.

N° dossier	Libellé complet	Adresse	ERP IOP	Cat	Secteur	Attestation	Coût estimé TTC	Période de réalisation des travaux IOP2	Nature des travaux à réaliser										Type de dérogation	Période de réalisation IOP3	Détails des dérogations	Compensations		
									Signalétique	Place PMR	Framèze / Sanitaire	Chaussée / Voie	Eclairage	Élévateur / Ascenseur	Équipement accessibilité	Rasement								
22	10.1 Saint-Claude (GS) / BAT A l'École Maternelle / CCO 0500 ANTIBES	Chemin de Saint-Claude 05000 ANTIBES	ERP 4	Antibes	Antibes		39 350 €	1	X	X					X		Accès à la cantine depuis l'école	Aide à la personne	Motif	P				
23	14.1 Prévost Jacques (GS) / BAT A l'École Maternelle	Boulevard Gallarate Approche n°40 0500 ANTIBES	ERP 4	Antibes	Antibes		49 140 €	1	X	X					X		Cheminement ext et accès à la maternelle haute		Motif	P				
24	14.2 Prévost Jacques (GS) / BAT D l'École Élémentaire	Boulevard Gallarate Approche n°50 0500 ANTIBES	ERP 3	Antibes	Antibes		47 840 €	1	X	X					X		Accès au 1 ^{er} étage	Classes accessibles au Rd	Motif	P				
25	17 Super-Antibes (École)	Avenue des Bords de mer de Super-Antibes 0500 ANTIBES	ERP 3	Antibes	Antibes		26 160 €	3	X	X					X	X								
26	49 Centre jeunesse et sports	Boulevard Max Jacob 0500 ANTIBES	ERP 3	Antibes	Antibes		26 350 €	1	X	X					X		Lavabos dans le sanitaire homme et celui des femmes- Espace trop petit pour mettre lavabo PMR	lavabo dans le WC	Motif	P				
27	Stade de Super Antibes/Croulons	Road des 3 Miroirs 0500 ANTIBES	ERP 5	Antibes	Antibes		47 870 €	2	X	X		X			X		Accès au vestiaire club, terrains de football, terrains de baskets, gradin, terrain engazonné et comptoir du club house non UFR	Utiliser les vestiaires scolaires, pour les terrains de football, utiliser le grand portail. Pour le basket utiliser le grand portail et une aide à la personne tout comme les gradins. Le comptoir du club house est non UFR. Il est proposé un service à la personne	Motif	P				
28	34 Club bouliste Clos Tanne*	Chemin de Super-Antibes 0500 ANTIBES	ERP 5	Antibes	Antibes		4 000 €	2	X	X					X		Cheminement depuis parking, intérieur ainsi que les terrains de boules	Signalétique et aide à la personne	Motif	T				
29	30 Club bouliste Clos Sémoules	400 Boulevard Anne Brion 0500 ANTIBES	ERP 5	Antibes	Antibes		24 000 €	2	X	X		X			X		accès depuis la voirie, comptoir du club house, terrains de pétanque	créer place sur parking intérieur, l'accès aux terrains nécessite une aide à la personne et le service à table au club house	Motif	P				
30	143 Tennis des Croulons / Super Antibes / BAT B Clubhouse	Voie des 3 Miroirs 0500 ANTIBES	ERP 4	Antibes	Antibes		49 000 €	2	X	X		X			X	X	Cheminement depuis voirie vers le portail bas mazzanine, terrasse et salle de musculation et cheminement devant les courts de tennis	Aide à la personne, signalétique et aide à la personne	Motif	P				
31	CIMETIERE DES SEMBOULES	Boulevard Anne Brion	IOP	Antibes	Antibes		372 360 €	1,2,3	X	X		X			X	X	Pentes d'accès largement supérieures à 5 %	Renforcement de l'accessibilité pour tous les handicaps avec amélioration de la prise en charge avec l'achat d'un véhicule permettant aux UFR d'être transportés jusqu'au lieu de recueillement. L'accès en véhicule privé reste autorisé pour les personnes handicapées	Motif	P				
32	Mullisport + jeu d'enfants Sémoules	Boulevard Gallarate Approche 0500 ANTIBES	IOP	Antibes	Antibes		33 600 €	2	X	X		X			X									
SOUS-TOTAL ANTIBES ACTIVITES							934 296 €																	
ANTIBES CENTRE																		Type de dérogation		Période de réalisation IOP3	Détails des dérogations	Compensations		
										Nature des travaux à réaliser														
33	Laval (G.S.) / BAT Maternelle/Multi-Accueil	Avenue du Parc LAVAL 0600 ANTIBES	ERP 3	Antibes	Antibes	accotement		Attestation																
34	Château Sale* / château CCS et CCA	45 Avenue Philippe Rocaud Avenue du Parc Laval 0500 ANTIBES	ERP 5	Antibes	Antibes		5 700 €	1	X						X		Accès au site depuis la voirie non UFR (topographie)	Signalétique- accès en voiture (place PMR sur site)	Motif	T				
35	10 GB LAVAL 1 et 2	Avenue du Parc LAVAL 0500 ANTIBES	ERP 3	Antibes	Antibes		237 254 €	2 et 3	X		X			X		X	Accès cour laval 1 et 2, accès à la cantine	Cour laval 1: signalétique, accès en voiture au devant du portail. Accès cantine: Aide à la personne et utiliser l'accenseur de la maternelle. Laval 2: Signalétique, visiohone et aide à la personne	Motif	P				
36	Chantier de l'opéra / BAT Salle de Sports	Avenue du Château n°19 et 23 0500 ANTIBES	ERP 5	Antibes	Antibes		16 100 €	3	X		X				X		Accès depuis la voirie	Signalétique, visiohone et aide à la personne, aide à la personne	Motif	T				
37	Club bouliste des Chabagniers*	Avenue du Château n°19 et 23 0500 ANTIBES	ERP 5	Antibes	Antibes		12 150 €	3	X		X				X		Entrée par portail 1 et 2, comptoir du club house et aussi aux terrains de tennis.	Signalétique vers portail 2; portail 2: signalétique, visiohone et aide à la personne; Comptoir club house; service à table; terrain de pétanque; aide à la personne	Motif	P				

N° Dossiers	Lieu & complet	Adresse	ERP IOP	Cat	Activité	Coût estim TTC	Période de réalisation des travaux 1/2/3	Nature des travaux à réaliser						Type de dérogation	Pourcentage de dérogation	Détails des dérogations	Compensations
38	Cimetière de RABAC	Rue de Craze	IOP		Antis centre	120 996 €	1,2,3	X	X	X	X	X	X	Major	P	Pentes d'accès largement supérieures à 5 %	Renforcement de l'accessibilité pour tous les handicapés avec amélioration de la prise en charge avec l'achat d'un véhicule permettant aux UFR d'être transportés jusqu'au lieu de recueillement. L'accès en véhicule privé reste autorisé pour les personnes handicapées
39	Jour d'enfants Capital	Rue de Craze	IOP		Antis centre	6 240 €	1	X					X				
40	Malléport Central	Rue de Craze	IOP		Antis centre	51 600 €	3	X			X	X					
41	Jardin d'enfants sans crépus	Avenue du Maréchal	IOP		Antis centre	13 200 €	2	X					X				
42	Jardin d'enfants Chemin de Saint Claude	Chemin de Saint Claude	IOP		Antis centre	26 400 €	2	X			X	X					
SOUS-TOTAL ANTIBES CENTRE							489 650 €										

Période de réalisation des travaux 1/2/3							Nature des travaux à réaliser						Type de dérogation	Pourcentage de dérogation	Détails des dérogations		Compensations
							Signature	Place PMR	Promoteur / Sanitaire	Chaussée Voie	Escalier	Elevage / Accesseur	Équipement accessibilité	Machinerie			
43	11 Novembre (Avenue du) ex GDF n°5/BAT 6 Blocs sanitaires plus office	11 Avenue du 11 Novembre 06500 ANTIBES	ERP	5	Cour de Ville Cap		Attestation										
44	11 Novembre (Avenue du) ex GDF n°5/BAT 6 Chapelleau	11 Avenue du 11 Novembre 06500 ANTIBES	ERP	2	Cour de Ville Cap		Attestation										
45	8 Mai (salle)	Salle de 8 Mai 06500 ANTIBES	ERP	4	Cour de Ville Cap		Attestation										
46	Andréossy (Rue du Général) 12/BAT/Archives Municipales	12 Rue du Général Andréossy 06500 ANTIBES	ERP	5	Cour de Ville Cap		Attestation										
47	Afère (Avenue Paul) 2 ^e salles associatives	2 Avenue Paul Afère 06500 ANTIBES	ERP	5	Cour de Ville Cap		Attestation										
48	Massena (Cour) 27/BAT n°1 (salle associative)	Cour Massena n°2 06500 ANTIBES	ERP	4	Cour de Ville Cap		Attestation										
49	Sallasse Sanction (Centre Jeunesse) Bureau d'Information Jeunesse	28 Boulevard Foch 06500 ANTIBES	ERP	5	Cour de Ville Cap		Attestation										
50	Courbe/BAT/Casemates (K.O.L. Gallérie Les Bains Douches)	48-51 Avenue de Verdun 06500 ANTIBES	ERP	5	Cour de Ville Cap		Attestation										
51	Bernaude (Place Amiral) 5 et 9 (Théâtre)	5 et 9 Place Amiral Bernaude 06500 ANTIBES	ERP	4	Cour de Ville Cap		Attestation										
52	Musée Picasso	Place Matisse 06500 ANTIBES	ERP	4	Cour de Ville Cap		Attestation										
53	Donner Paul (École)	4 Avenue Paul Donner 06500 ANTIBES	ERP	4	Cour de Ville Cap		Attestation										
54	11 Novembre (Avenue du) (Urgence Sociale) n°23	11 Avenue du 11 Novembre 06500 ANTIBES	ERP	5	Cour de Ville Cap		Attestation										
55	DRH - Salles de formation-Centre médical	15 Chemin des Us Militaires 06500 ANTIBES	ERP	5	Cour de Ville Cap	10 570 €	1	X					X			Accès au 1 ^{er} étage (accusé), au centre médical.	Visiophone et accueil dans la salle du Rdc, pour le cabinet médical mise en place d'un balisat monté escalier
56	DSBDD - direction Santé Environnement	43 Avenue Paul 06500 ANTIBES	ERP	5	Cour de Ville Cap	9 930 €	3	X					X			Etage non UFR, bâtiment ancien	Accueil du public au RDC

N°	Libellé complet	Adresse	ERP IOP	Cat	Secteur	Assurance	Coût estimé TTC	Échelle de l'insécurité 10/20	Nature des travaux à réaliser										Type de dérogation	Permis de construire	Détails des déroptions	Compensations
57	142 C.I.N.J.	1 avenue Colabert 06500 ANTIBES	ERP	5	Cour de Ville-Cap		1 000 €	1											Major	P	Rampe extérieure pourcentage de la pente 8%, manque de place sur la voirie pour la modifier	Signalétique, visiothèque, placer une main courante et une aide à la personne
58	109 D O P Grand Hôtel (Copropriété)	13 Place du Général de Gaulle 06500 ANTIBES	ERP	5	Cour de Ville-Cap		41 800 €	3											Major	T	Immeuble en copropriété - Accès depuis la porte d'entrée à l'ascenseur non UFR, positionnement de la deuxième main courante et accès à la salle de réunion	Mise en place d'un monte escalier pour accéder à l'ascenseur, signalétique, contraste visuel. En cas de nécessité utiliser une salle accessible pour les réunions
59	103 Direction Restauration Direction architecture	16 rue Foch	ERP	5	Cour de Ville-Cap		28 280 €	2											Major	T	Accès depuis la voirie Non UFR aux locaux, l'ensemble des locaux sont non UFR (marches entre chaque pièce)	Signalétique, bouton d'appel et une aide à la personne
60	64 EA SPANIC	14 rue de la Vierge	ERP	5	Cour de Ville-Cap		800 €	3											Major	T		
61	Galerie Unique	18 Avenue Gallieni 06500 ANTIBES	ERP	5	Cour de Ville-Cap		1 000 €	1											Major	T		
62	116 Hôtel de Ville	Cour de la Mairie 06500 ANTIBES	ERP	5	Cour de Ville-Cap		59 804 €	2											Major	T	Rampe intérieure pourcentage de 19% d'accès aux services municipaux, accès au cabinet du maire et deuxième étage (monte escalier)	Signalétique, bouton d'appel et une aide à la personne pour l'accès aux services municipaux; réception du public au bureau d'état civil pour les personnes devant faire une démarche auprès du bureau des décès. Mise en place.
63	148 Police municipale Bd Wilson (Résidence la Villaire)	38 Es Villiers	ERP	5	Cour de Ville-Cap		400 €	1											Major	T		
64	153 Seds (rue 21 et 23/Bat A - Urbanisme)	21 et 23 rue Seds 06500 ANTIBES	ERP	5	Cour de Ville-Cap		35 920 €	3											Major	T	Accès au hall depuis la voirie non UFR ainsi que les locaux de la police municipale, escalier donnant sur une voie de circulation sans trottoir. Accès au 1er étage depuis la cour	Signalétique, bouton d'appel et réception du public dans un autre lieu
65	159 Saint-Espirit Chapelle (Bât de Conseil Municipal)	159 Saint-Espirit 06500 ANTIBES	ERP	5	Cour de Ville-Cap		96 510 €	1											Major	T		
66	Salisse Santoni (Centre Jeunesse) bâtiment administratif	29 Salisse Santoni 06500 ANTIBES	ERP	5	Cour de Ville-Cap		15 080 €	1											Major	T		
67	139 Sécurité Domaine bureaux (Résidence la Villaire)	139 Boulevard Wilson 06500 ANTIBES	ERP	5	Cour de Ville-Cap		2 120 €	2											Major	T	Accès depuis la voirie non UFR, local en contre bas de la rue ne permet pas la mise en place d'une rampe PMR	Signalétique et passer par l'entrée du service contigu
68	141 Mison (Boulevard 75 Tml (copropriété) propriété urbaine acquise)	75 Boulevard Wilson 06500 ANTIBES	ERP	5	Cour de Ville-Cap		10 550 €	2											Major	T		
69	144 Centre Culturel des Arcades	14 Boulevard d'Arcades 06500 ANTIBES	ERP	4	Cour de Ville-Cap		13 500 €	1											Major	P	Vestiaire YOGA trop petit, impossible de le rendre accessible aux personnes à mobilité réduite	Signalétique, utiliser le sanitaire PMR pour se changer
70	AMIR DU VIEIL ANTIBES	30 rue de la Vierge 06500 ANTIBES	ERP	5	Cour de Ville-Cap		2 700 €	3											Major	T		
71	ASCA COMITE ST JEAN	11 rue de la Vierge 06500 ANTIBES	ERP	5	Cour de Ville-Cap		2 700 €	3											Major	T	Entrée du local depuis la voirie non UFR, largeur du trottoir trop petite pour installer une rampe et le local doit être démolir dans la restructuration du quartier	Signalétique, bouton d'appel et une aide à la personne
72	CEA	5 rue de la Vierge 06500 ANTIBES	ERP	5	Cour de Ville-Cap		4 450 €	3											Major	T	Entrée du local depuis la voirie non UFR, largeur du trottoir trop petite pour installer une rampe et le local doit être démolir dans la restructuration du quartier	Signalétique, bouton d'appel et une aide à la personne
73	COMITE CROIX ROUGE	10 rue de la Vierge 06500 ANTIBES	ERP	5	Cour de Ville-Cap		9 700 €	1											Major	T		
74	Radi Club Friboulet	20 rue de la Vierge 06500 ANTIBES	ERP	5	Cour de Ville-Cap		2 100 €	3											Major	T	Entrée du local depuis la voirie non UFR, largeur du trottoir trop petite pour installer une rampe et le local doit être démolir dans la restructuration du quartier	Signalétique, bouton d'appel et une aide à la personne
75	RESTAURANTS DU COEUR	70 rue de la Vierge 06500 ANTIBES	ERP	5	Cour de Ville-Cap		5 350 €	1											Major	T		
76	Relay et Supremis	11 rue de la Vierge 06500 ANTIBES	ERP	5	Cour de Ville-Cap		8 100 €	2											Major	T	Rupture de la chaîne de déplacement depuis l'arrêt de bus et la place PMR la plus proche, accès non UFR	Dépose minute pour un véhicule au plus proche du local
77	ASOA Football	15 rue de la Vierge 06500 ANTIBES	ERP	5	Cour de Ville-Cap		300 €	1											Major	T	Entrée du local depuis la voirie non UFR, largeur du trottoir trop petite pour installer une rampe. Accès au sanitaire non UFR.	Signalétique et aide à la personne

AD/AP PATRIMOINE "ANTIBES" / LISTE DES ERP - IOP - TRAVAUX et DEROGATIONS

Période 1 : 2016 - 2018 / Période 2 : 2019 - 2021 / Période 3 : 2022 - 2024

N°	Libellé complet	Adresse	ERP IOP	Cat	Secteur	Allocation	Coût estimé TTC	Période de réalisation des travaux IOPS	Nature des travaux à réaliser					Tout à l'égout	Remarque sur le terrain	Détails des déroptions	Compensations
117	Courbet (Avenue Amiel) 2 Police municipale et objets trouvés.	2 rue Amiel Courbet 06600 ANTIBES	ERP	5	Cour de Ville Cap	secréc		Attestation									
118	Cap (GS) - Restauration	239 278 Chemin de la Groupe 278 Traversée Petit 06600 ANTIBES	ERP	4	Cour de Ville Cap	secréc		Attestation									
119	Cap (GS) - Villa cabinet médical	239 278 Chemin de la Groupe 278 Traversée Petit 06600 ANTIBES	ERP	4	Cour de Ville Cap	secréc		Attestation									
120	Don Camillo	35 rue Vauban	ERP	5	Cour de Ville Cap		8 850 €	3	X				X	Mairie	P	Entrée du bâtiment non UFR, trottoir trop étroit et essaut devant la porte et la porte ouvre sur l'extérieur pour raison de sécurité et le sanitaire	Signalétique et une aide à la personne, prise en compte des autres handicaps
121	Local Nice Malin	1 place Guy-mont	ERP	5	Cour de Ville Cap		5 380 €	2	X				X				
122	Bibliothèque pour Tous	Boulevard Baudou Jardins de la Pénée - 06160 JUAN-LES-PINS	ERP	5	Cour de Ville Cap		8 700 €	1	X				X				
123	Atelier COGNE	Site de la Garonne La Cap d'Antibes Atelier COGNE 06500 ANTIBES	ERP	5	Cour de Ville Cap		4 940 €	3	X				X	Mairie	P	Accès à la salle de droite, atelier haut, atelier en face de la pièce principale non UFR, plusieurs marches et un manque d'espace pour créer une rampe PMR conforme	Signalétique, rampe PMR amovible + 6% et une aide à la personne
124	124. Salle loisirs et jeux d'esprit	15-21 rue Paucané	ERP	5	Cour de Ville Cap		14 740 €	2	X				X	Mairie	P	Comptoir de boisson, accès à la salle N° 2 non UFR, non modifiable	Signalétique, service à table
125	Villa Ellen ROC	Av. M. L. D. Bismont	ERP	5	Cour de Ville Cap		54 000 €	1	X				X	Mairie	P	Cheminement extérieur dans le parc, escaliers extérieurs, terrasse et sanitaire dans le parc, certaines pièces du musée sont non UFR, nous sommes dans un parc d'une villa protégée-remarquable du cap d'Antibes	Signalétique, se garer au plus proche des portes d'accès, utiliser l'EP.MR, aide à la personne si nécessaire
126	Chapelle du CALVAIRE	Site de la Garonne La Cap d'Antibes 06500 ANTIBES	ERP	5	Cour de Ville Cap		2 000 €	1	X					Mairie	P	Chapelle non accessible UFR, site classé et topographie dans phère	Signalétique, traiter les autres handicaps
127	Hôtel du Lys	81 Bd Pouchard	ERP	5	Cour de Ville Cap		21 450 €	2	X				X	Mairie	P	Chambres PMR aux étages, la cage d'escalier ne permet pas la mise en place d'un ascenseur et le couloir est disproportionné par rapport aux nombres de chambres par étage. Le comptoir extérieur non modifiable est non UFR	
128	Accompagnement scolaire-maison des jeunes	81 Bd Pouchard 06500 ANTIBES	ERP	5	Cour de Ville Cap		9 300 €	1	X				X				
129	Musée Napoléonien (Batterie du Gallion)	Boulevard Louis-François de Kennedy Batterie du Gallion 06500 ANTIBES	ERP	5	Cour de Ville Cap		12 910 €	1	X				X				Portes d'entrée et d'accès au parc vitrés sont non UFR, largeur des ouvrants et diffusées à l'extérieur. La tour génoise est non UFR.
130	Châtigniers (Multi Accueil des)	Carrefour du Châtignier Châtigniers (Multi Accueil des) 06500 ANTIBES	ERP	4	Cour de Ville Cap		13 900 €	1	X				X	Mairie	P	Accès au bâtiment depuis la voirie, le couloir et le jardin sont non UFR, topographie des lieux, pente excessive	Signalétique, se garer au plus proche, visiophone et aide à la personne pour certaines zones
131	Juan-les-Pins, Gare (Ecole Élémentaire)	7 rue Michel Pail 06500 ANTIBES	ERP	4	Cour de Ville Cap		184 676 €	3	X				X	Mairie	P	Entrée rue docteur Hoche, sanitaires dans la cour sont non UFR	Signalétique, passer l'entrée principale, création d'un WC mixte
132	Payot (Ecole Inf)	6 avenue du Docteur Hoche 06500 ANTIBES	ERP	4	Cour de Ville Cap		37 050 €	1	X				X	Mairie	P	1er étage non UFR, l'école compte deux classes au 1 er et 3 au RDC accessibles	Signalétique, utiliser les classes au RDC
133	Port D'Ys (GS/BS/AT A, Ecole Élémentaire)	Chemin des Lissens 06500 ANTIBES	ERP	4	Cour de Ville Cap		29 420 €	3	X				X				
134	Port D'Ys (GS/BS/AT A, Ecole Maternelle)	Chemin des Lissens 06500 ANTIBES	ERP	4	Cour de Ville Cap		240 218 €	3	X				X				
135	Foyer club vertica amnés	78 bis chemin de la colle	ERP	5	Cour de Ville Cap		13 800 €	3	X				X				
136	Salle Pierre BROCHARD	5, Rue Emile V. BAC 06500 ANTIBES	ERP	3	Cour de Ville Cap		11 020 €	3	X				X	Mairie	P	Accès au 1 er étage non UFR, 1er étage est essentiellement code du travail, sauf l'accueil	Signalétique, bouton d'appel, l'accueil se fera au RDC.
137	Club Boulodrome de la Salle	28 Boulevard James Wyle 06500 ANTIBES	ERP	5	Cour de Ville Cap		9 150 €	2	X				X	Mairie	P	Comptoir intérieur - extérieur et les terrains sont non UFR	Signalétique et service à table
138	Club Judo de la Cap	113 Boulevard Fernand Meland 06500 ANTIBES	ERP	5	Cour de Ville Cap		20 400 €	3	X				X	Mairie	P	Comptoir extérieur et les terrains sont non UFR	Signalétique et aide à la personne

Période 1 : 2016 - 2018 / Période 2 : 2019 - 2021 / Période 3 : 2022 - 2024

[illegible]

N° dossier	Libellé complet	Adresse	ERP IOP	Cat	Secteur	Attestation	Coût estimé TTC	Période de réalisation des travaux 1/2/3	Nature des travaux à réaliser							Travaux envisagés	Profil de l'usager	Détails des dérognations	Compensations
197	Saint-Maymes (GS)/BAT B/Multi Accueil	725 Chemin des Escalyptus 06500 ANTIBES	ERP	3	Ouest résidentiel	secotec		Attestation											
198	Cardi Roger (Ecole)	560 Route de Saint-Jean 840 chemin de Fontvieille 06500 ANTIBES	ERP	3	Ouest résidentiel	secotec		Attestation											
199	Saint-Maymes (GS)/BAT A/Ecole Maternelle	722 Chemin des Escalyptus 06500 ANTIBES	ERP	3	Ouest résidentiel	secotec		Attestation											
200	Saint-Maymes (GS)/BAT D/Ecole Elémentaire	722 Chemin des Escalyptus 06500 ANTIBES	ERP	3	Ouest résidentiel	secotec		Attestation											
201	Tournière (G.S.)/BAT 2/Ecole Maternelle/RDC	Chemin Rabais Estagnol 06500 ANTIBES	ERP	3	Ouest résidentiel	secotec		Attestation											
202	112 Tournière (G.S.)/BAT 1/Ecole Elémentaire	Chemin Rabais Estagnol 06500 ANTIBES	ERP	3	Ouest résidentiel		70 000 €	1	X	X	X	X	X	X	Major	P	Accès aux classes du 1er non UFR	Passer par la rampe extérieure avec une aide à la personne, les classes du RDC sont UFR	
203	Stade de la Framontane	St-Espérance	ERP	3	Ouest résidentiel			2	X					X					
204	Colonna (Site des)/BAT B (Centre A46)	Chemin des Escalyptus 06500 ANTIBES	ERP	5	Ouest résidentiel		31 750 €	1	X	X	X	X	X	X	Major	P	Accès salle polyvalente depuis l'accueil, accès aux bureaux de la direction, jardin d'enfant, dortoir des moyens, et la petite ferme sont non UFR	Signalétique, dépose minute et aide à la personne	
205	241 Terrasses (Multi Accueil)*	150 Terrasses de Fontvieille Jardins Pierre Duran 06500 ANTIBES	ERP	4	Ouest résidentiel		47 500 €	1	X	X	X	X	X	X	Major	P	Accès au Jardin non UFR	Signalétique et aide à la personne (personnel enfants non autonome)	
206	242 Terrasses Pélois (Multi Accueil)*	158 Terrasses de Fontvieille Jardins Pierre Duran 06500 ANTIBES	ERP	5	Ouest résidentiel		4 450 €	1	X					X					
207	125 Centre Aide Toxicomane	614 Av Rabais	ERP	5	Ouest résidentiel		17 800 €	2	X	X	X	X	X	X	Major	P	Accès au 1 ^{er} étage non UFR	Traiter les autres handicaps	
208	31 Club Boule Escalyptus	Chemin des Escalyptus 06500 ANTIBES	ERP	5	Ouest résidentiel		4 650 €	1	X	X	X	X	X	X	Major	P	Accès à la terrasse intérieure et aux terrasses sont non UFR	Signalétique, utiliser la terrasse extérieure et aide à la personne	
209	42 Stade Giberg Avenir	Chemin des Escalyptus	ERP	5	Ouest résidentiel		31 240 €	1 et 2	X	X	X	X	X	X	Major	T	Rugby: Pelouse, vestiaire, sanitaires, tribune et bureaux du club sont non UFR	Signalétique prise en compte des autres handicaps, bouton d'appel, rampe ponctuelle avec aide à la personne	
210	SQUARE DELAUNAY (Square + WC + Jardin d'enfants)	Avenue de Cannes	IOP		Ouest résidentiel		67 200 €	3	X	X	X	X	X	X					
211	PARC EXFLORA (Square + WC)	Avenue de Cannes	IOP		Ouest résidentiel		19 440 €	3	X				X						
SOUS-TOTAL OUEST RESIDENTIEL							234 030 €												
TOTAL GENERAL							4 379 994,00 €												



Commission Pour l'Accessibilité

Assemblée plénière

Présentation de l'Ad'AP « Patrimoine »

Réunion du 11 septembre 2015

Direction Sécurité Domaines – Unité Accessibilité

AD'AP ET ACCESSIBILITE

Rappel : La mise en place d'un AD'AP

- Ce dispositif, issu de l'ordonnance n°2014-1090 du 27 septembre 2014, concerne tous les exploitants (publics ou privés) ou propriétaires ou locataires d'Etablissements Recevant du Public (ERP) ou d'Installations Ouvertes au Public (IOP).
- AD'AP « Patrimoine » : Durée prévisible en cas de patrimoine important : 9 ans
- Date : 27 septembre 2015 à Monsieur le Préfet.
- Ce projet d'AD'AP doit être présenté en CPA, approuvé en Conseil Municipal, soumis à l'avis de la Sous Commission Départementale d'Accessibilité aux Personnes Handicapées, puis validé par Monsieur le Préfet.



LA CPA

Rappel : Cette instance, prévue à l'article L.2143-3 du CGCT est notamment chargée de faire toutes propositions utiles de nature à améliorer la mise en accessibilité de l'existant.

Lancement de la procédure Ad'AP : 24/03/ 2015

La proposition de plan d'actions « Ad'AP » est issue de la concertation engagée avec les représentants des associations de personnes handicapées.

Réunions du groupe de travail : 3 réunions du groupe de travail (21/05, le 4/06 et 26/06 juin derniers)

AD'AP

Les principes d'action*

- Privilégier une approche par usage en distinguant les fonctions principales des fonctions secondaires
 - Respecter la chaîne de déplacement et son principe de continuité
 - Traiter les espaces de connexion à partir du point de dépôt jusqu'à l'ERP et l'IOP
 - Agir de manière harmonieuse sur l'ensemble du territoire communal dans une logique territoriale
 - Renforcer la formation du personnel à l'accueil
- (*cf. les comptes rendus de réunion transmis aux membres de la CPA) :



AD'AP ET PATRIMOINE COMMUNAL

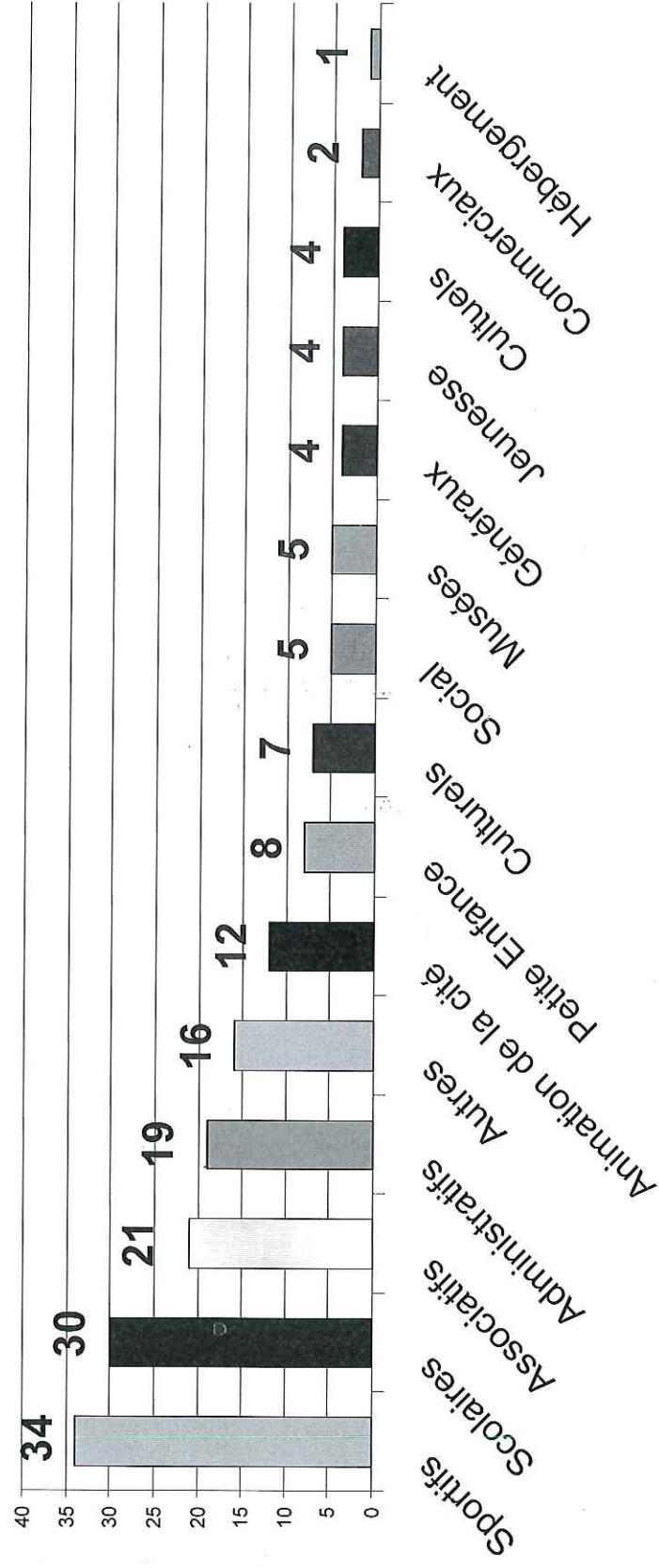
ERP/IOP *	211
ERP « Accessibles »**	38
ERP à aménager ***	134
IOP à aménager ***	39

(* 2% ERP 1^{ère} cat. | 28 % 2^{ème} à 4^{ème} cat. | 70 % ERP de 5^{ème} catégorie)

(** Equipements disposant d'une attestation de mise en accessibilité délivrée par un organisme agréé)

(*** Equipements inscrits dans la programmation des travaux prévus à l'Ad'AP)

REPARTITION DES EQUIPEMENTS PAR TYPE D'ACTIVITES





PATRIMOINE ET NATURE DES TRAVAUX A ENTREPRENDRE

Liste des travaux ou interventions les plus récurrents :

- ☐ les cheminement (ERP/IOP)
- ☐ la signalétique (ERP/IOP)
- ☐ les accès des bâtiments (ERP/IOP)
- ☐ l'accueil (ERP/IOP)
- ☐ les installations sanitaires (ERP/IOP)
- ☐ les portes, portiques, sas (ERP/IOP)
- ☐ Les cheminement horizontaux et verticaux (ERP/IOP)
- ☐ les stationnements et arrêts de bus (ERP/IOP)

Exemple d'ERP : l'école élémentaire de la Tournière

TRAVAUX

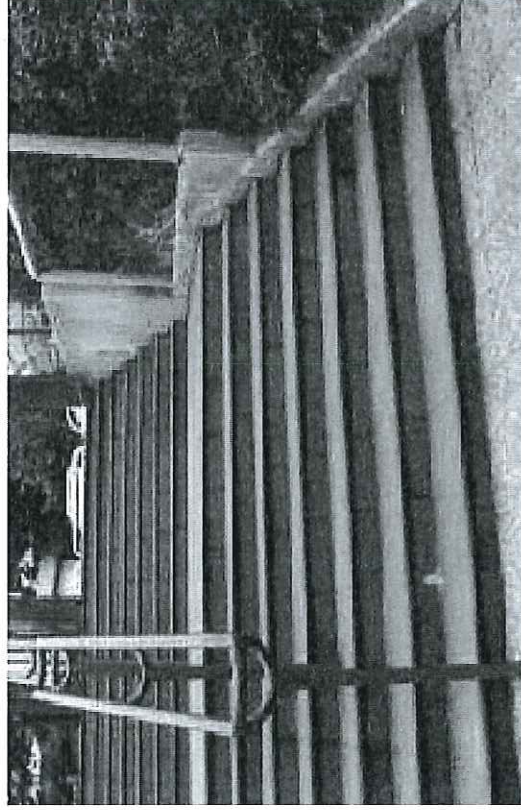
(Période 1)

- Mise en place d'un élévateur
- Traiter les escaliers extérieurs
- Modifier la porte d'entrée
- Modifier la porte vers la cour
- Sortie de l'infirmerie vers la cour
- Sanitaires dans la cour
- Traiter l'escalier intérieur

DEROGATIONS

- Accès au 1^{er}: Utiliser les classes du RDC
- Sanitaires du 1^{er}: Utiliser ceux du RDC
- Rampe d'accès extérieure :
Pente excessive à plus de 6 %

L'escalier extérieur situé à l'entrée...



- Signalétique
- Dalles podotactiles
- Nez de marches
- Contremarches
- Main courante x 2
- Mise en place d'un élévateur (EPMR)

La porte d'entrée...



- Ressaut a corriger au devant de la porte d'entrée
- Remplacer la porte 2 vantaux par une tierce
- Bandes visuelles

La porte d'accès à la cour de récréation...

- Ressaut a corriger au devant de la porte d'entrée
- Remplacer la porte 2 ventaux par une tierce
- Bandes visuelles



L'accès à l'infirmerie et à la cour...



- Remplacer la porte 2 ventaux par une tierce
- Bandes visuelles

Les sanitaires (filles et garçons)...



- Ressaut à chanfreiner devant les sanitaires
- Barre de tirage de porte
- Barre d'appui
- Signalétique
- Lavabo PMR

L'accès à l'étage...



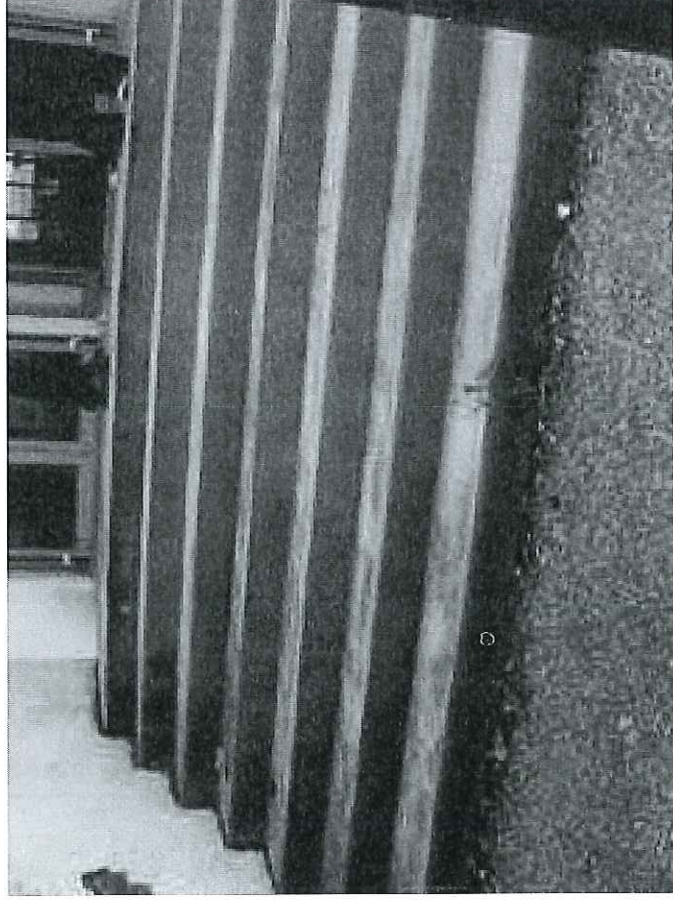
TRAVAUX

- Signalétique
- Nez de marche
- Contremarches
- Dalles podotactiles

DEROGATIONS

- Locaux non UFR:
Utiliser les classes et
les sanitaires du RDC

L'escalier d'accès à l'aire réservée aux sports...

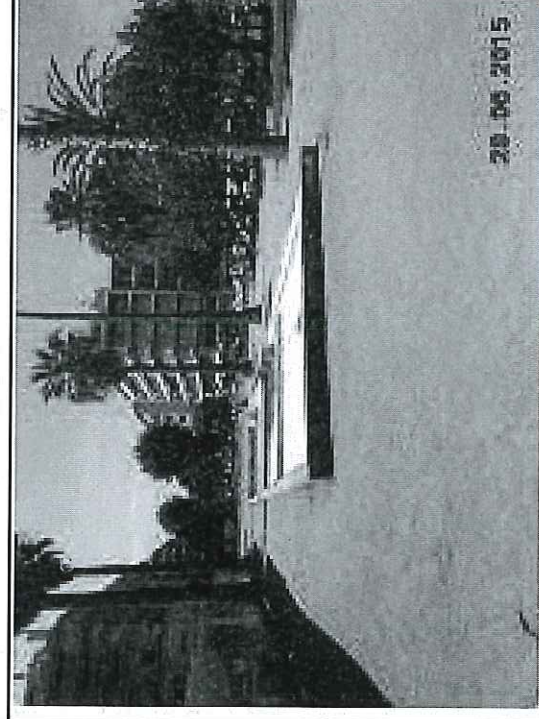


- Signalétique
- Nez de marche
- Contremarches
- Dalles podotactiles
- Main courante x 2

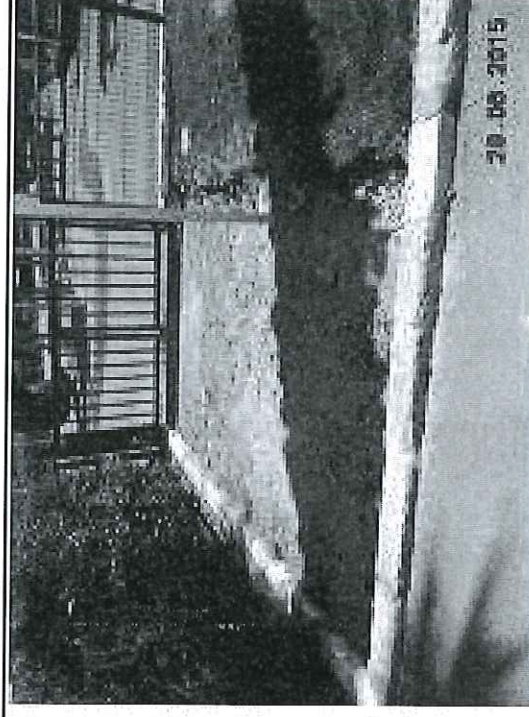
Lien : [Ecole élémentaire Tournière.pdf](#)

Exemple d'IOP : Square Albert 1^{ER} (Périodes 2 et 3)

- Défauts de praticabilité dû au revêtement en stabilisé et aux ressauts
- Préconisation : Retraitement du sol et suppression des ressauts



Allées du square



Accès Nord de l'aire de jeux

Le square...

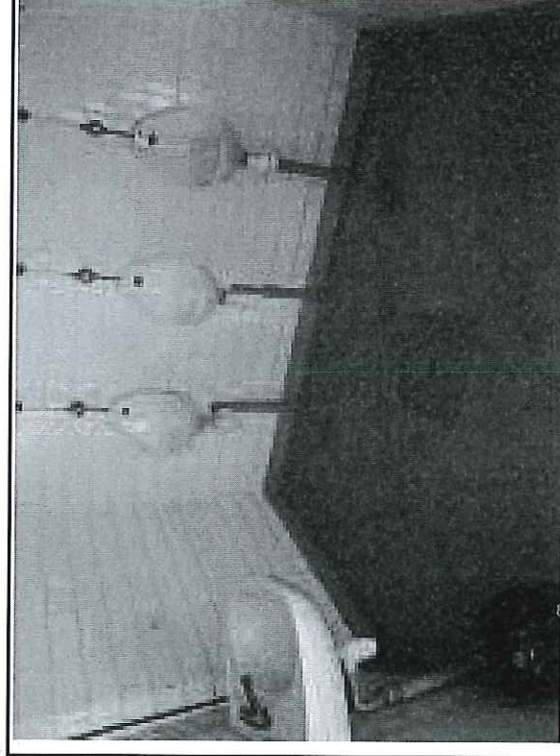


Absence de signalétique

- Absence de guidage et de signalétique indiquant les différentes entrées et sorties des installations
- Mettre en place une signalétique par panneaux et un dispositif de guidage au sol pour les malvoyants

Les toilettes...

- Absence de sanitaires et lavabos adaptés aux personnes à mobilité réduite – ressaut + WC et lavabos non adaptés aux PMR
- Préconisation : Réaménagement

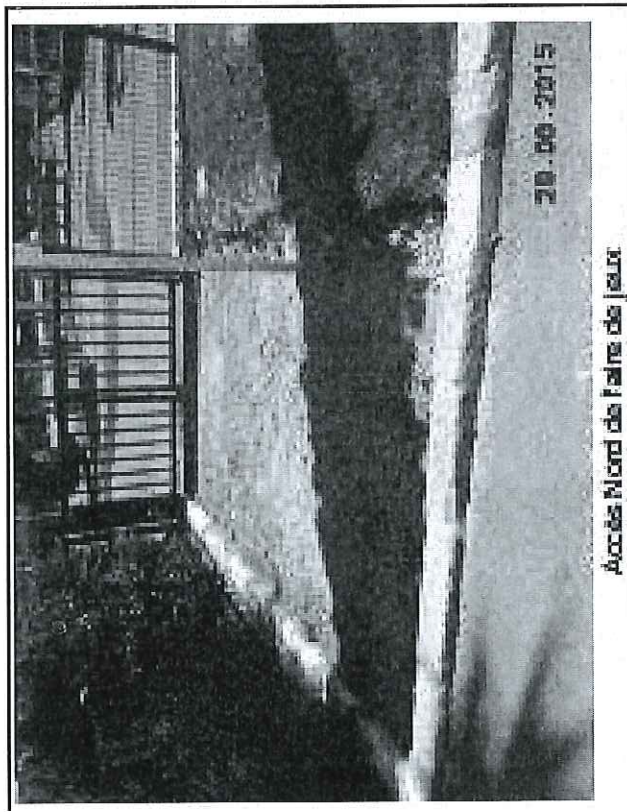


Bloc Homme - Toilettes et lavabos



Bloc Femme - Lavabo et WC

L'aire de jeux...

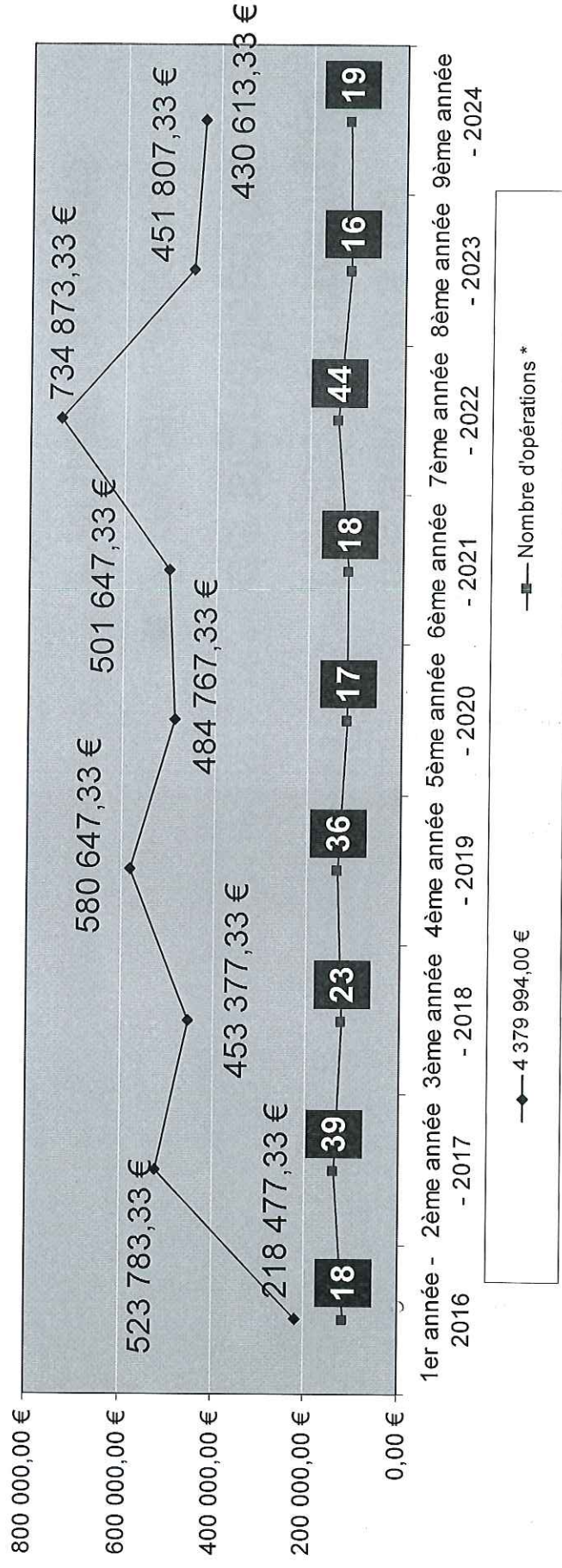


- Présence d'un ressaut lors de l'accès et manque de signalisation
- Préconisation : Parties incluses dans la signalisation et la suppression des ressauts

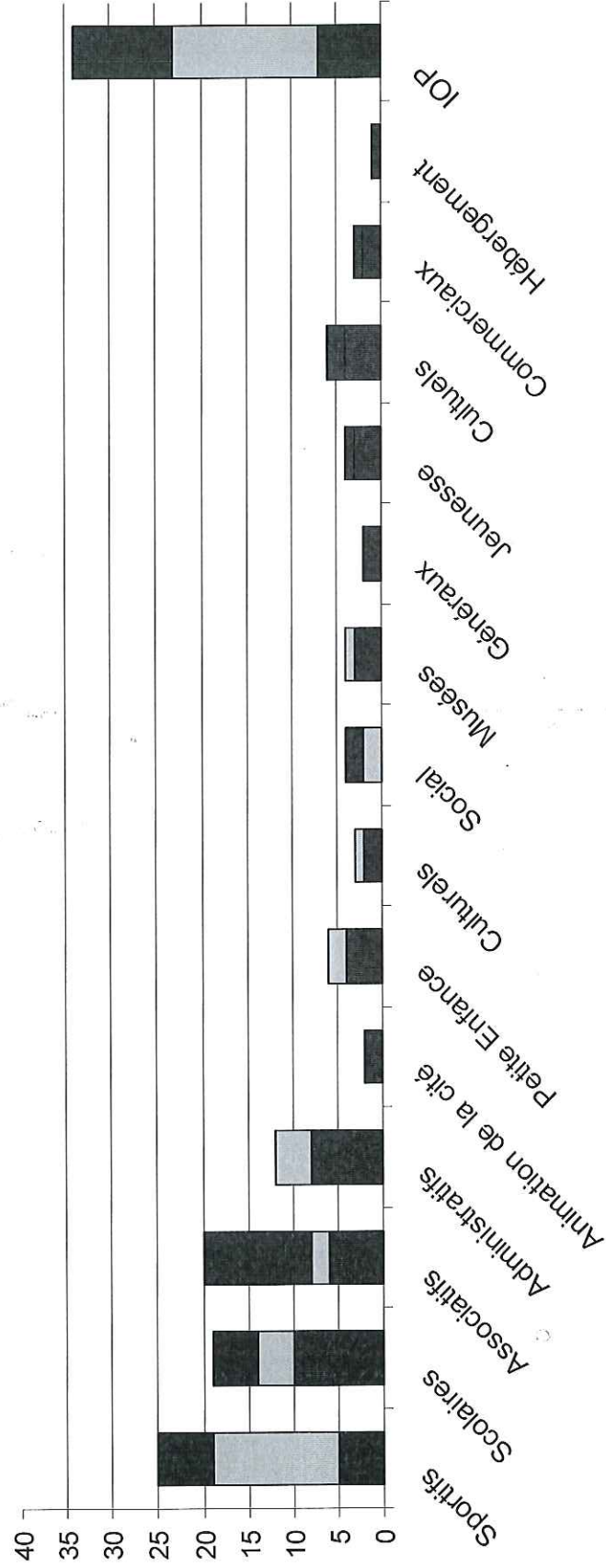
Lien : [Square jeux enfants WC albert 1er.pdf](#)

AD'AP ET PROGRAMMATION DES INVESTISSEMENTS (2016 – 2024)

- Montant des travaux 4 380 000 € (TTC) dont 3 230 000 € (TTC) pour les ERP et 1 150 000 € (TTC) pour les IOP



REPARTITION DES INTERVENTIONS PAR PERIODE

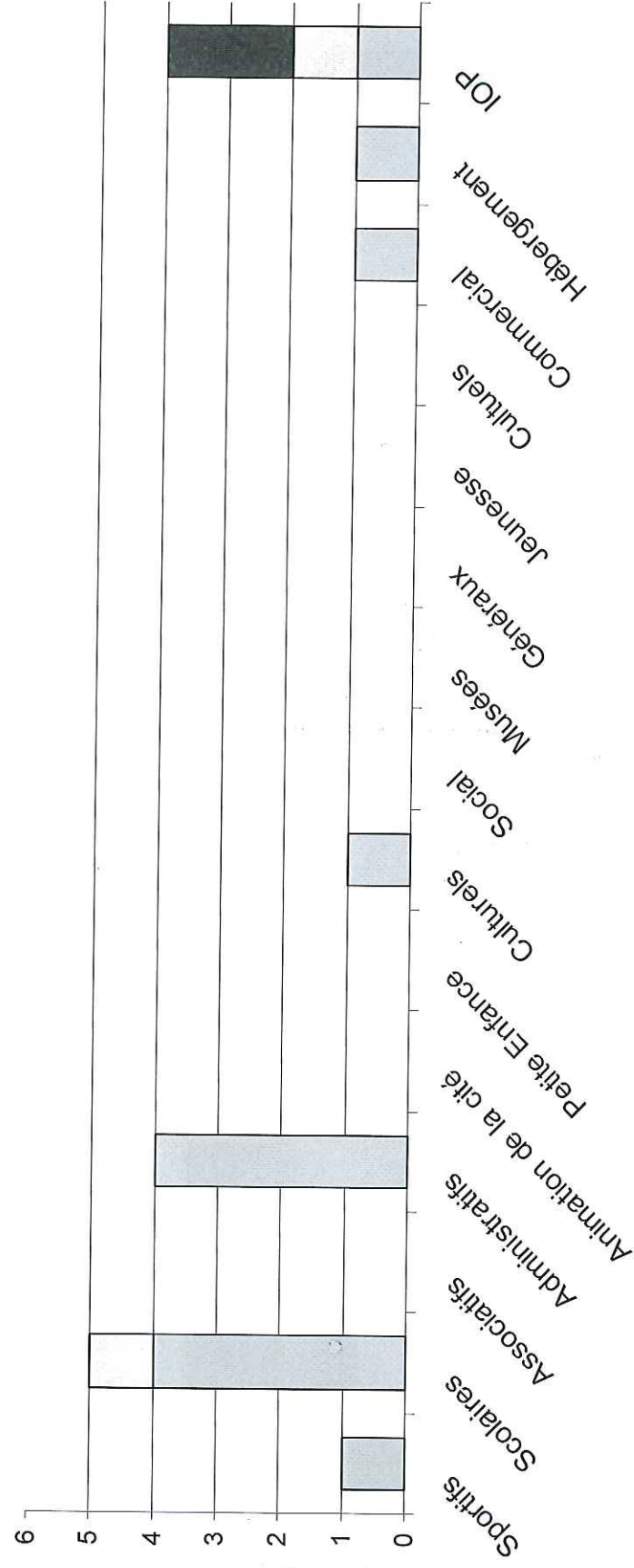


■ Pér. 3 (2021 - 2024)

□ Pér.2 (2019-2021)

■ Pér.1 (2016-2018)

REPARTITION DES INTERVENTIONS PAR PERIODES



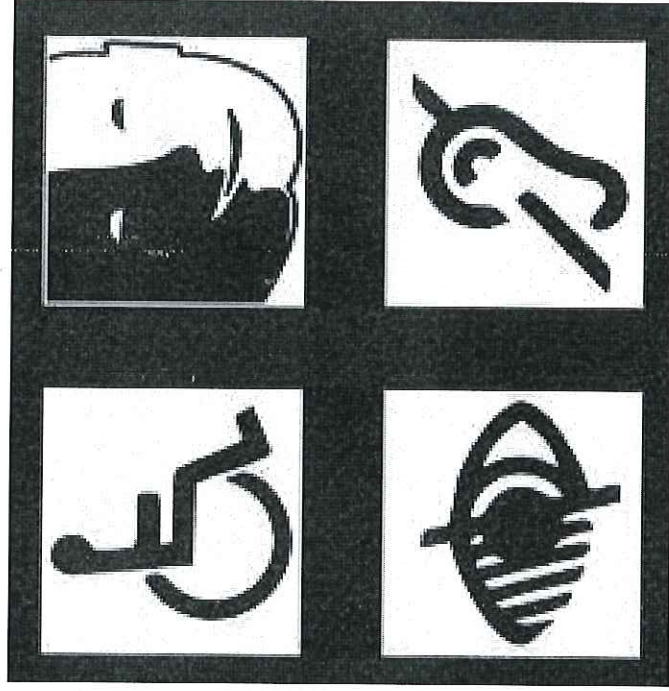
☐ Pér. 1 et 2 (2016 - 2021)
 ☐ Pér. 2 et 3 (2019 - 2024)
 ☐ Pér. 1, 2 et 3 (2016 - 2024)



PROCHAINES ETAPES

- Présentation, au Conseil Municipal le 25 septembre prochain
- Transmission du projet d'agenda approuvé à Monsieur le Préfet des Alpes Maritimes
- Suivi de l'avancement des réalisations, dont il sera rendu compte en Commission Pour l'Accessibilité et dans le cadre du rapport annuel des travaux de mise en accessibilité

Merci pour votre attention





Le Bar sur Loup, le 21 janvier 2016

Accessibilité

526

C.A.S.A.

Dir. Générale Aménagement et Développement
449 route des crêtes
BP43
06901 Sophia Antipolis cedex

Objet : Rapport annuel accessibilité

Dossier suivi par : Mr Claude CHIERA
Services Techniques - 04 92 60 35 75
services.techniques@lebarsurloup.fr


Madame,

En réponse à votre demande du 12 janvier dernier, les actions menées en 2015 en faveur de l'accessibilité des lieux publics sont les suivants :

- Dépôt ADAP patrimoine sur 35 sites pour 4.100€HT (diagnostics et AMO)
- Locaux Guétran (mise à zéro des seuils d'entrée sur 5 locaux + rampes) pour 8.000 €HT environ
- Élaboration d'un projet sur un nouveau toilette public et accessible PMR (réalisation 2016)
- 1 place réservée GIG / handicapés sur le nouveau parking rue de la Gare (centre multi activités Célestin Freinet)
- Finalisation accès PMR Dojos (portes, rampe, main courante) pour 6.000€HT environ

En vous souhaitant une bonne réception,

Je vous prie d'agréer, Madame, l'expression de mes sentiments distingués.

Le Maire,

Richard Ribero,

MAIRIE DE
BOUYON

06510



Tél. : 04 93 59 07 07

Fax : 04 93 59 06 06

1 Place de la Mairie
06510 BOUYON
mairie.bouyon@orange.fr

République Française
Département des Alpes Maritimes

Communauté d'Agglomération Sophia-Antipolis

Direction Générale Adjointe Aménagement

et Développement Economique

Service Gestion et Coordination

449 Route des Crêtes BP N° 43

06901 SOPHIA ANTIPOLIS Cédex

Bouyon le 30 Janvier 2016

A l'attention de Sophie SENTENAC

Vos références : Rapport annuel de mise en accessibilité de la voirie et des espaces publics

Chère Madame,

Nous avons bien reçu votre message du 12 janvier 2016 relatif à votre demande de rapport annuel de mise en accessibilité de la voirie et des espaces publics.

Dans le cadre de la voirie :

- Travaux bâtiment Mairie
- Jardin d'enfants
-

Dans le cadre des bâtiments communaux :

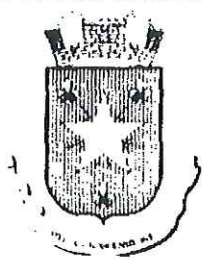
- Mise en accessibilité de la Maison BARNOIN
- Programme prévu en 2016 – travaux de mise en accessibilité et normes sanitaires de la Piscine.

Vous en souhaitant bonne réception, nous vous prions d'agréer, Chère Madame, l'expression de nos meilleurs sentiments.



Jean-Pierre MASCARELLI
Maire de BOUYON

DÉPARTEMENT
DES ALPES-MARITIMES



MAIRIE
DE
CAUSSOLS
06460

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Accessibilité

CASA
DGA Aménagement et Développement Economique
Service Gestion et Coordination
A l'attention de Mme BLAZY
Les Genêts
449 route des Crêtes
BP 43
06901 SOPHIA ANTIPOLIS cedex

Caussols le 18 janvier 2016

Madame,

J'accuse réception de votre courrier du 12 janvier 2016 référencé AF/SH/13, relatif à l'état de la mise en accessibilité pour l'année 2015.

En 2015, la commune de Caussols a procédé à :

- l'aménagement d'un rond-point avec chemin piétonnier protégé et passages piétonniers,
- la réfection de l'escalier de la place de la mairie vers la place sud des bâtiments communaux avec l'ajout de marches pour sécuriser le passage.

Vous souhaitant bonne réception de ces informations,

Je vous prie, Madame, d'accepter l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le Maire,
Gilbert HUGUES



Mairie de Caussols – Place Derégnaucourt – 06460 CAUSSOLS
Tél : 04.93.09.29.64 / Fax : 04.93.09.08.65
Messagerie : mairie-caussols@wanadoo.fr



COMMUNE DE
LA COLLE-SUR-LOUP

LE MAIRE

CASA
Service Gestion et Coordination
449 Route des Crêtes
BP 43
06 901 SOPHIA ANTIPOLIS CEDEX

La Colle-sur-Loup, le 3 février 2016

A l'attention de Sophie SENTENAC

Madame,

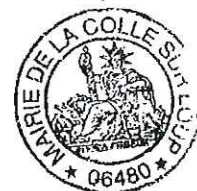
J'accuse réception de votre courrier du 12 janvier dernier et ai le plaisir de vous confirmer qu'un certain nombre de travaux ont été réalisés sur le territoire de la Commune en 2015 dans le cadre de la mise en accessibilité.

Ils ont concerné la voirie, les bâtiments, avec notamment la création de rampes accessibilité à toutes les portes d'accès de l'école maternelle « Brusquet », la création du bureau de Monsieur le Maire au rez de chaussée de la Mairie et des travaux accessibilité Route de Cagnes sous maîtrise d'ouvrage du Conseil Départemental.

Vous en souhaitant bonne réception, je vous prie d'agréer, Madame, l'expression de mes salutations distinguées.

Jean-Bernard Mion

Jean-Bernard MION,
Maire de La Colle-sur-Loup
Conseiller Régional
Vice-Président à la Communauté
d'Agglomération Sophia Antipolis





MAIRIE DE CONSEGUDES

Tél. 04.93.59.07.41 - Fax 04.93.59.06.59
E-mail : mairie-de-consegudes@alsatis.net

Conségudes le, 22 février 2016

C.A.S.A.
D.G.A. Aménagement et
Développement Economique
Service Gestion et coordination
449, route des Crêtes
BP 43
06901 Sophia Antipolis Cedex

Objet : Rapport annuel de mise en accessibilité de la voirie et des espaces publics.

Dossier suivie par : Virginie SENTENAC

Madame,

Nous vous informons que durant l'année 2015, la commune a convié, l'Association des Paralysés de France, en la personne de son délégué départemental M. Denis Taccini, afin d'effectuer une visite et un diagnostic sur place.

Il a été envisagé la mise en place d'une plateforme élévatrice afin de permettre l'accès à l'hôtel de ville qui comporte six marches.

A cet effet, une demande d'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un ERP (cerfa 13824*03) a été déposé en date du 22 septembre 2015 à la Direction Départementale des Territoires et de la Mer.

A ce jour, nous sommes dans l'attente de l'avis de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité.

Souhaitant avoir répondu à votre attente, nous vous prions d'agréer, Madame, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Le Maire

René TRASTOUR



HAMILLE Sabrina

De: SENTENAC Sophie
Envoyé: jeudi 25 février 2016 12:05
À: HAMILLE Sabrina
Objet: TR: Courmes - Mise en accessibilité effectuées en 2015
Pièces jointes: ..vcf

Sophie SENTENAC

Responsable
DGA Aménagement et Développement Durable du
Territoire
Service Gestion et Coordination



+33489877103 -



+33489877101 -

N'imprimez ce courrier et les documents joints que si nécessaire.
Si vous imprimez ce mail, n'oubliez pas de le recycler.



De : MAIRIE DE COURMES [mailto:mairie-de-courmes@wanadoo.fr]

Envoyé : jeudi 25 février 2016 11:58

À : SENTENAC Sophie

Objet : Courmes - Mise en accessibilité effectuées en 2015

Bonjour Madame,

Comme demandé dans votre courrier du 12 janvier 2016, voici l'état de Mise en accessibilité effectuées en 2015 pour la commune de Courmes : NEANT

Bien cordialement,

Hervé FAYN
Secrétaire de Mairie

Hôtel de Ville
83, Place de la Mairie
06620 COURMES

Tél 04.93.09.68.77
mail : mairie-de-courmes@wanadoo.fr

GOURDON, le 24 Février 2016

Eric MELE
Maire de GOURDON

A

CASA
Direction Générale Adjointe à
L'Aménagement du territoire
Service gestion et coordination
Madame Sophie SENTENAC
449, route des Crêtes
BP 43
06901 Sophia-Antipolis cedex

Objet : Rapport annuel de mise en accessibilité de la voirie et des espaces publics.

Suite à votre courrier du 19 Janvier 2016, trouvez ci-joint le rapport annuel de mise en accessibilité de la voirie et des espaces publics.

Recevez, mes meilleures salutations.

Monsieur Eric MELE
Maire de Gourdon
Vice-président délégué à la gestion des déchets

RAPPORT ANNUEL DE MISE EN ACCESSIBILITE DE LA VOIRIE ET DES ESPACES PUBLICS

La commune a procédé en 2015 à aucun aménagement :

CADRE BATI ET ESPACES PUBLICS
Au niveau du Pré, Création d'un bloc sanitaire accessible dans le bâtiment dit « club house »
VOIRIE
Au niveau du grand pré, Aménagement d'une piste accessible amenant au bâtiment dit « club house »
ELEMENTS DE PROSPECTIVE
Au niveau du grand pré, mise en place d'une table PMR

Gréolières le 24 février 2016

BORDEREAU D'ENVOI

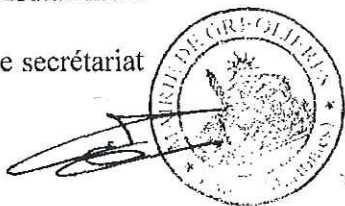
A : CASA
Direction Générale Adjointe Aménagement
et Développement Economique
449 Rte des Crêtes BP 43
06901 Sophia Antipolis Cedex

Dossier suivi par Sophie SENTENAC

DESIGNATION	OBSERVATIONS
Etat des mises en accessibilité 2015	

Cordialement

Le secrétariat



AD'AP :

Demandes de dérogation :

- Eglise
- Salle du conseil municipal
- Cimetière
- Bibliothèque

Fait à Gréolières,
Le 24 février 2016

Arrondissement de GRASSE
Canton de VENCE



MAIRIE DE LES FERRES

REPUBLIQUE FRANCAISE

Accessibilité

LES FERRES, 29 JANVIER 2015

C.A.S.A.
D.G.A. Aménagement et Développement
Economique
Service Gestion et coordination
449, route des Crêtes
BP 43
06901 SOPHIA ANTIPOLIS CEDEX

Objet : Rapport annuel de mise en accessibilité de la voirie et des espaces publics.

Dossier suivi par : Virginie SENTENAC

Madame,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que lors de l'exercice 2015 la commune a fait procéder par la société QUALICONSUT SECURITE à une étude des bâtiments publics de la commune.

Les rapports de diagnostics ont initié des projets de mise en accessibilité inhérents à chaque établissement ainsi que les chaînes de cheminements lesquels ont été adressés à la D.D.T.M.

A ce jour, nous sommes dans l'attente des remarques et conclusions de ladite commission, nous pourrons alors mettre en place un calendrier des travaux à réaliser en fonction des contraintes budgétaires sur une période de trois ans.

Veuillez agréer, Madame, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

 **Le Maire**
L'Adjoint délégué
Claude BERENGE


Adresse postale : 5, route du Mont Saint Michel 06510 LES FERRES
Téléphone : 04.93.59.08.10 – Fax : 04.93.58.36.21 – mél : mairie-de-les-ferres@alsatis.net
N° de SIREN 21060061500012 – code APE 8411Z



19 FEB. 2016

	SP	C.C.	Jr		Symplectonchus
M février 2016	DJ VIRI				
	OES				
	AESA				
	AESA				
	AESA	X			Sophie Lutterer
	LISA SP				
	SO				
	COM				
	LISA				

Affaire suivie par :

Réponse au questionnaire

Pour tout complément, Monsieur Bruno SAULNIER, Directeur Général des Services, se tient à votre disposition au 04 93 77 72 74 ou à l'adresse dgs@mairie-lerouret.fr.


Gérald LOMBARDO
Maire du Rouret
Conseiller Départemental 06

Imprimé sur papier recyclé

ETAT DES MISES EN ACCESSIBILITE EFFECTUEES EN 2015

SUR LA COMMUNE DE :

.....

La commune a procédé en 2015 aux aménagements suivants :

A-CADRE BATI ET ESPACES PUBLICS

-
-
-

B- VOIRIE

- Zone d'activité Minière Groupe scolaire
-
-

C- ELEMENTS DE PROSPECTIVE

La commune envisage de réaliser

Espace associatif et culture (LVR. 2016)

REVUE D'INFORMATIONS MUNICIPALES

R^{le}ouRetan

*Bonne et Heureuse
Année 2016*

1er semestre 2016
NUMÉRO 39

➔ TRAVAUX



Les derniers chantiers réalisés par la Mairie

DESSERTE DES ÉCOLES

Un emplacement pour le bus scolaire et la sécurisation des abords du groupe scolaire

Au cours de ces derniers mois, des travaux sur voirie ont été engagés devant le groupe scolaire. Réalisés dans l'optique de faciliter la dépose des enfants aux heures d'entrée des classes, ils ont en premier lieu consisté à élargir la chaussée afin de créer un emplacement réservé et sécurisé pour le stationnement du bus scolaire. Cet aménagement a par ailleurs permis la création d'une voie spécifique pour la dépose minute dans laquelle seuls les parents s'engagent et effectuent un arrêt bref pour faire descendre leurs enfants.

Un trottoir a de surcroît été créé, et une signalisation adéquate mise en place. Un abribus actuellement en commande, sera prochainement posé pour finaliser le projet.





TRAVAUX

➔ ESPACE ASSOCIATIF ET CULTUREL L'inauguration prévue début juillet

En ce début d'année 2016, le chantier de construction de l'Espace Associatif et Culturel entre dans sa dernière ligne droite.

Ce projet phare destiné à devenir un pôle de culture et de loisirs intergénérationnel, comprend principalement une salle polyvalente de spectacle de 430 m² et différents espaces qui seront mis à la disposition des associations pour la pratique de leurs activités.

UN CHANTIER EN PLEINE EFFERVESCENCE

Durant les 16 derniers mois de travaux, les entreprises se sont succédé sur le site avec une grande régularité coordonnée par le maître d'œuvre le cabinet ABC Architectes.

Depuis septembre, les corps de métiers du second œuvre sont à l'ouvrage. Les menuiseries, l'isolation thermique et phonique du bâtiment et les cloisons intérieures ont été mises en place ; les gaines électriques tirées, de même que les canalisations de plomberie et de ventilation.

A ce jour le chantier bat son plein. Les revêtements de sol sont en cours de pose, carrelage pour la plupart des espaces, et parquet en lamelles de chêne pour la grande salle de spectacle. L'installation des faux-plafonds, de l'escalier et les peintures doivent être finalisées, avant le positionnement de la tribune rétractable et la sonorisation des lieux.

UNE SALLE SUPPLÉMENTAIRE

Il est à noter qu'une salle destinée aux activités artistiques, physiques ou de relaxation, sera finalement créée à la place de la cuisine initialement prévue dans les locaux. Il est en effet apparu en cours de chantier, après mûre réflexion et dans un souci d'économie, que cet espace répondrait plus spécifiquement aux besoins des futurs utilisateurs. Cette adaptation n'engendrera aucun surcoût puisque les équipements nécessaires à la nouvelle salle, sont moins onéreux que ceux d'une cuisine.

LES AMÉNAGEMENTS EXTÉRIEURS

La réception du bâtiment est prévue courant avril, pour une livraison au public en juillet après la réalisation d'aménagements extérieurs.

La Commune prévoit en effet des travaux qui mettront en valeur le site et assureront son accessibilité et sa fonctionnalité.

En dehors de la création d'un parvis d'accueil devant l'Espace Associatif, les abords seront mis en forme et végétalisés. Le chemin du Billard fera lui aussi l'objet d'une requalification. Elle comprendra un renforcement du réseau d'eaux pluviales et l'aménagement de la voie de circulation avec trottoirs et places de stationnement, le tout permettant une parfaite intégration du nouvel équipement dans l'environnement soigné du village.





MAIRIE DE ROQUEFORT-LES-PINS

Monsieur le Président
Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis
449 Route des Crêtes
BP 43
06901 SOPHIA ANTIPOLIS

A l'attention de Mme Marguerite BLAZY

Le 22 février 2016

Service Aménagement
amenagement@ville-roquefort-les-pins.fr

V/REF : AF/SH/13

N/REF : JBDT/PP/MW/26836/16L022

OBJET : Rapport annuel de mise en accessibilité de la voirie et des espaces publics

Monsieur le Président,

Pour faire suite à votre correspondance du 19 janvier dernier, relative à l'affaire visée en objet, j'ai l'honneur de vous informer en retour de l'avancement de nos démarches en matière d'accessibilité pour tous aux bâtiments, aux espaces publics et à la voirie.

A ce jour, les toilettes, l'accueil, et l'éclairage des voies de circulation de la Mairie ont été réaménagés et répondent dorénavant à toutes les exigences réglementaires en matière d'accessibilité.

Suite à l'achèvement du Pôle Image, l'aménagement du parking est en cours d'exécution avec la réalisation de l'accessibilité extérieure au bâtiment.

La Commune envisage de réaliser dans le courant de l'année 2016, conformément au dossier d'Ad'ap qui a reçu un avis favorable le 12 janvier dernier, la mise en accessibilité de l'ensemble de la Mairie. L'aménagement de deux arrêts de bus avec des quais aux normes réglementaires est également envisagé en corrélation avec les services de Transports de la CASA et du Conseil Départemental.

Vous en souhaitant bonne réception et restant à votre entière disposition,

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'assurance de mes sentiments distingués.

Jean-Bernard DUPERET-TOUMIEU



Pour le Maire de Roquefort les Pins
L'Adjoint Délégué à l'Aménagement



COMMUNE

de

SAINT-PAUL de VENCE

ALPES-MARITIMES

06570

Objet = Rapport annuel de mise en accessibilité

Nos réf. JLC/AH/SJCR21032016 Accessibilité



Saint-Paul de Vence, le

23 MARS 2016

Madame Marguerite BLAZY
DGA Aménagement et développement
Economique
CASA

	Lib.	Copie	Observations
PDT			
V / PDT			
DGS			
DGA RM			
DGA VSC			
DGA AD	2	80	
DGA SP			
SG			
COM			
MSA			

A l'attention de Madame Marguerite BLAZY,
Vice-Présidente déléguée à l'Habitat et au Logement,

Madame,

Suite à votre courrier joint à la présente, je vous informe que notre commune n'a pas effectué des travaux de mise en accessibilité dans les domaines du cadre bâti existant, de la voirie et des espaces publics, pendant l'année 2015.

En revanche, comme l'Etat l'exigeait, nous avons déposé à l'autorité préfectorale notre agenda d'accessibilité programmée dans les délais impartis. Vous trouverez ci-joint les deux délibérations du Conseil municipal relatives à cet agenda.

Veillez agréer, Madame, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le Maire de Saint-Paul de Vence



Joseph ECHAPLAIN



Sophia Antipolis, le 19 janvier 2016

**Direction Générale Adjointe Aménagement
et Développement Economique
Service gestion et coordination**

Dossier suivi par : Sophie SENTENAC

AF/SH/13

Tél. 04.89.87.71.03/ Fax. 04.89.87.70.01

Mairie de Saint Paul-de Vence
Monsieur Joseph LE CHAPELAIN
Maire
Place de la mairie
06750 SAINT PAUL DE VENCE

ANTIBES JUAN-LES-PINS

LE BAR-SUR-LOUP

BÉZAUDUN-LES-ALPES

BIOT

BOUYON

CAUSSOLS

CHÂTEAUNEUF

CIPIÈRES

LA COLLE-SUR-LOUP

CONSÉGUEDES

COURMES

COURSEGOULES

LES FERRES

GOURDON

GREOLIÈRES

OPIO

ROQUEFORT-LES-PINS

ROQUESTERON-GRASSE

LE ROURET

SAINT-PAUL DE VENCE

TOURRETTES-SUR-LOUP

VALBONNE SOPHIA ANTIPOLIS

VALLAURIS GOLFE JUAN

VILLENEUVE LOUBET

Objet : Rapport annuel de mise en accessibilité de la voirie et des espaces publics.

Monsieur le Maire,

En application de l'article 46 de la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, il est rappelé que la mission essentielle de la Commission communautaire pour l'accessibilité des personnes handicapées consiste à présenter annuellement au Conseil Communautaire un rapport sur les actions conduites par la communauté d'agglomération et ses communes membres. Après validation, celui-ci est adressé à l'ensemble des autorités institutionnelles et partenaires associatifs concernés.

Aussi, afin de nous permettre de restituer le plus fidèlement possible l'action intercommunale engagée en matière d'accessibilité, nous vous serions reconnaissants de bien vouloir produire pour le 28 février 2016 **un état des mises en accessibilité effectuées en 2015 sur votre commune**, dans les domaines suivants :

- le cadre bâti communal existant
- la voirie
- les espaces publics

Je vous précise par ailleurs que le rapport annuel, établi à partir des éléments fournis par vos soins, sera présenté entre autres lors de la prochaine réunion de la Commission, qui se tiendra dans le courant du premier semestre 2016.

Le service gestion et coordination de la Direction Générale Adjointe à l'Aménagement et au Développement Economique se tient à votre disposition pour toute précision complémentaire.

Je vous prie de croire, Monsieur le Maire, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.



Madame Marguerite BLAZY

Vice-Présidente déléguée à
l'Habitat et au Logement



COMMUNE DE
SAINT-PAUL DE VENCE
(06570)
ALPES MARITIMES

Nombre de conseillers	27
en exercice	27
présents	20
votants	26

N°21.09.15-42

Objet :

Accessibilité :

Agenda d'Accessibilité
Programmée (Ad'AP)

Certifié exécutoire	
Publication	
Transmission en sous-préfecture	
Réception en sous-préfecture	

Extrait du registre des Délibérations du Conseil municipal

L'an deux mil quinze, le 21 septembre le Conseil municipal de la commune de Saint-Paul de Vence, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire en mairie sous la présidence de M. Joseph LE CHAPELAIN, Maire.

Date de convocation et d'affichage : 15/09/2015

Etaient présents :

MM. LE CHAPELAIN Joseph, BISCROMA Pascal, BOUKADIDA Fethi, CHEVALIER Frank, DELORD Jean-Michel, PADELLINI Vincent, SOUMBOU Patrick, STACCINI Pascal, TERREMATTE David, VADO Alain, ISSAGARRE Christophe

Mmes COLLET Sylvie, DALMASSO Sandrine, ESCOLANO-LOCARD Alizée, GASTAUD Nadine, GUIGONNET Nadine, HARTMANN Laurence, VINCENT Eliane, VOISIN-PONZO Céline, HOUZE Catherine

Procurations

M. CAMILLA Jean-Pierre donne procuration à M. LE CHAPELAIN Joseph
Mme CAUVIN Edith donne procuration à M. CHEVALIER Frank
Mme CHARENSOL Sophie donne procuration à M. STACCINI Pascal
Mme FAUST-TOBIASSE Catherine donne procuration à Mme HARTMANN Laurence
M. VERIGNON Benoît donne procuration à Mme ESCOLANO-LOCARD Alizée
M. BURGER Gabriel donne procuration à Mme GUIGONNET Nadine

Etaient absents

Mme CHRIST Véronique

Mme HARTMANN Laurence a été élue secrétaire de séance.

VU la Loi n°2005-102 du 11 Février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;

VU l'ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées ;

VU le décret n° 2014-1327 du 5 novembre 2014 relatif à l'agenda d'accessibilité programmée pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public ;

Vu le décret n° 2014-1326 du 5 novembre 2014 modifiant les dispositions du code de la construction et de l'habitation relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public ;

AR PREFECTURE

006-210601282-20150921-DELIB210915_42-DE
Regu le 25/09/2015

VU l'arrêté du 8 décembre 2014 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 111-19-7 à R. 111-19-11 du code de la construction et de l'habitation et de l'article 14 du décret n° 2006-555 relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public ;

VU l'arrêté du 15 décembre 2014 fixant les modèles des formulaires des demandes d'autorisation et d'approbation prévues dans le code de la construction et de l'habitation ;

le Maire expose, qu'avant le 27 septembre 2015, les gestionnaires des Etablissements Recevant du Public (ERP) et des Installations Ouvertes au Public (IOP) ont l'obligation d'établir un Agenda d'Accessibilité Programmée (Ad'AP) et ce, afin de mettre leurs établissements en conformité avec les obligations d'accessibilité. Cet outil de stratégie patrimoniale de mise en accessibilité, adossée à une programmation budgétaire, permet à tout exploitant d'Etablissement Recevant du Public de poursuivre ou de réaliser l'accessibilité de son ou ses établissements après le 1^{er} janvier 2015.

L'Ad'AP correspond à un engagement de procéder aux travaux dans un délai déterminé et limité : 6 années dans le cas de notre commune.

Afin d'élaborer son Ad'AP, notre commune a fait appel à un bureau d'études qui a aidé les services municipaux à établir les diagnostics d'accessibilité des différents ERP publics, et à dégager une stratégie municipale de mise en accessibilité. Le document comporte notamment le phasage annuel des travaux projetés.

Cet agenda sera déposé en Préfecture avant le 27 septembre 2015, conformément à la réglementation en vigueur.

Les crédits nécessaires à cette opération seront inscrits aux budgets des six années à venir (2016 à 2021).

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil municipal, à l'unanimité:

- approuvent l'Agenda d'Accessibilité Programmée afin de mettre en conformité les ERP et IOP appartenant à la commune ;
- autorisent le Maire à demander les dérogations nécessaires ;
- autorisent le Maire à prendre toute décision, à signer tout acte ou document tendant à rendre effective cette décision.

Fait et délibéré en mairie les *jour, mois et an* que dessus.

Pour extrait certifié conforme.



Le Maire de Saint-Paul de Vence,

Joseph LE CHAPELAIN



COMMUNE DE
SAINT-PAUL DE VENCE
(06570)
ALPES MARITIMES

Nombre de conseillers	27
en exercice	27
présents	22
votants	26

N°29.02.16-99
Objet :
Accessibilité/ AD'AP : Complément à la délibération du 21/09/2015

Certifié exécutoire	
Publication	
Transmission en sous-préfecture	
Réception en sous-préfecture	

Extrait du registre des Délibérations du Conseil municipal

L'an deux mil seize, le vingt-neuf février le Conseil municipal de la commune de Saint-Paul de Vence, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire en mairie sous la présidence de M. Joseph LE CHAPELAIN, Maire.

Date de convocation et d'affichage :
23/02/2016

Etaient présents :

MM. LE CHAPELAIN Joseph, BISCROMA Pascal, BOUKADIDA Fethi, CAMILLA Jean-Pierre, CHEVALIER Frank, DELOERD Jean-Michel, PADELLINI Vincent, SOUMBOU Patrick, STACCINI Pascal, TERREMATTE David, VADO Alain, VERIGNON Benoît, ISSAGARRE Christophe, BURGER Gabriel

Mmes CAUVIN Edith, COLLET Sylvie, DALMASSO Sandrine, ESCOLANO-LOCARD Alizée, FAUST-TOBIASSE Catherine, GASTAUD Nadine, HARTMANN Laurence, VINCENT Eliane, VOISIN-PONZO Céline, HOUZE Catherine

Mmes BRAY Lydie, DGS ; MACAGNO Hélène, responsable des Finances ; BANJAVCIC Nathalie, adjointe aux Finances

Procurations

Mme FAUST TOBIASSE donne procuration à Mme HARTMANN Laurence
M. SOUMBOU Patrick donne procuration à M. CAMILLA Jean-Pierre
Mme GUIGONNET Nadine donne procuration à Mme CAUVIN Edith
Mme CHRIST Véronique donne procuration à M. BISCROMA Pascal

Etaient absents :

Mme CHARENSOL Sophie

Mme HARTMANN Laurence a été élue secrétaire de séance.

Le Maire rappelle aux membres du Conseil que par délibération en date du 21 septembre 2015, la commune a validé son Agenda d'Accessibilité Programmée (AD'AP). Le dossier a été adressé à l'autorité préfectorale dans les délais fixés par l'Etat.

VU la délibération en date du 21 septembre 2015 portant Approbation de l'Agenda d'Accessibilité Programmée (AD'AP) de la commune ;

VU le courrier de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM) en date du 26 janvier 2016 demandant à compléter ladite délibération en y faisant figurer le montant total estimé des travaux programmés sur les six années à venir, allant de 2016 à 2021 ;

AR PREFECTURE

006-210601282-20160229-CH_20160229_99-DE
Regu le 09/03/2016

Par conséquent, le Maire demande aux membres du Conseil :

- de valider le présent complément à la délibération du 21 septembre 2015 demandé par la Préfecture, comportant la liste des sommes estimées des travaux d'accessibilité, inscrites au Budget de la commune sur les six 6 années à venir et établie comme suit :

2016	60 443 € TTC
2017	74 527 € TTC
2018	48 866 € TTC
2019 à 2021	196 403 € TTC
TOTAL	380 239 € TTC

A l'unanimité, les membres du Conseil municipal valident le complément à la délibération initiale du 21/09/2015 présenté ci-dessus.

Fait et délibéré en mairie les jour, mois et an que dessus.

Pour extrait certifié conforme.



Le Maire de Saint-Paul de Vence,

Joseph LE CHAPELAIN



VILLE DE
VALBONNE
SOPHIA ANTIPOLIS

Communauté d'Agglomération Sophia
Antipolis
Madame Marguerite BLAZY
BP 43
06901 Sophia Antipolis Cedex

Le **23 FEV. 2016**

Réf : DST/PCY/CM/L21 n° 116

Objet : accessibilité de la voirie et des espaces publics

Affaire suivie par : Pascal CYPRES - tél. 04.93.12.31.47

Madame la Vice-Présidente,

J'ai bien pris connaissance de votre courrier du 19 janvier 2016 que Monsieur le Sénateur-Maire m'a communiqué afin de vous transmettre un état des mises en accessibilité de la voirie et des espaces publics.

Vous trouverez ci-joint cet état pour 2015.

Vous en souhaitant bonne réception, je vous prie d'agréer, Madame la Vice-Présidente, l'expression de mes salutations distinguées.

**L'Adjointe au Maire déléguée à l'Aménagement
Durable, aux Travaux et à l'Habitat**

Martine BONNEAU



DEPARTEMENT DES ALPES MARITIMES
ARRONDISSEMENT DE GRASSE
CANTON DE BAR SUR LOUP

N° 8567

NOMBRE

de conseillers en exercice	33
de présents	27
de votants	33

OBJET
Agenda d'Accessibilité Programmé (Ad'AP) - Modification

VOTES

Pour	33	
Contre		
Abstention		

L'an deux mil seize, le vingt-quatre février, le Conseil Municipal de la commune de Valbonne étant rassemblé en séance ordinaire, au lieu habituel de ses séances, après convocation légale, sous la présidence de :

Monsieur DAUNIS Marc, Sénateur-Maire

Étaient présents : DAUNIS Marc, ETORE Christophe, BONNEAU Martine, VIGNOLO Betty, SAVORNIN Richard, DERONT-BOURDIN Gautier, LANCHARRO Marie-José, MARZINIAK Yannick, LASSOUED Bouchra, BARADEL André-Daniel, MEULIEN Jean-Paul, BORIES Camille, SIMON Eric, DEBORDE Élisabeth, BOSSARD Frédéric, SANTOS Xavier, ROUGELIN Alexandra, SELOSSE Sandrine, DALMAS Fabien, DENISE Charlène, VALENTI Anaïs, FOISSAC Elodie, CHARLOT VALDIEU Catherine, KAÇA Afrim, DAL MORO Christian, MEBAREK Yamina, BEGLIA Florence.

Procurations : PEACOCK Valérie à DERONT-BOURDIN Gautier, KHALDI Philippe à ETORE Christophe, VIVARELLI Philippe à SAVORNIN Richard, BENTRAD Samira à LASSOUED Bouchra, FERNANDEZ Patrick à DAL MORO Christian, HOSKIN Marie-Pierre à CHARLOT VALDIEU Catherine.

Madame FOISSAC Elodie est désignée secrétaire de séance.

La loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées et l'ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014 parue au Journal Officiel du 27 septembre 2014 « relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées », disposent que le propriétaire ou l'exploitant responsable de la mise en accessibilité d'un établissement recevant du public doit déposer avant le 27 septembre 2015 son projet d'« Agenda d'Accessibilité Programmée » ou Ad'AP.

Afin de réaliser son projet d'Ad'AP, la Commune a missionné la société QUALICONSULT pour réaliser un diagnostic des travaux à effectuer et comportant des estimations financières.
Cet Ad'AP engage la Collectivité sur une programmation des crédits réservés aux travaux de mise en accessibilité.

La programmation proposée ci-après a été établie au regard de la stratégie patrimoniale suivante : la stratégie adoptée a bien entendu visé à lisser dans le temps l'effort financier engagé par la Commune pour les travaux de mise en accessibilité tout en regroupant les travaux établissement par établissement pour limiter l'impact sur leur exploitation. Une réflexion de regroupement par zone géographique (ancienne mairie, local commercial rue Grande, local commercial place des Arcades, maison pour associations rue du Frêne) mais aussi par type d'activité (ex : les aires de jeux d'enfants) a également été menée. Enfin, l'évolution du patrimoine dans le temps a également été pris en compte (prise en compte du plan pluriannuel d'investissement et des objectifs de rénovation du patrimoine bâti, décalage dans le temps des établissements voués à être déplacés ou supprimés).

Par ailleurs, au vu de ses contraintes de maîtrise budgétaire, la Commune demande à Monsieur le Préfet des Alpes-Maritimes de lui accorder une dérogation afin d'étaler les dépenses sur une période de 9 ans (au lieu de 6 ans).

.../...

DEPARTEMENT DES ALPES MARITIMES
ARRONDISSEMENT DE GRASSE
CANTON DE BAR SUR LOUP

N° 8490

NOMBRE

de conseillers en exercice	33
de présents	23
de votants	32

OBJET
Agenda d'Accessibilité Programmé (Ad'AP)

VOTES		
Pour	32	
Contre		
Abstention		

L'an deux mil quinze, le vingt-quatre septembre, le Conseil Municipal de la Commune de Valbonne étant rassemblé en séance ordinaire, au lieu habituel de ses séances, après convocation légale, sous la présidence de :

Monsieur DAUNIS Marc, Sénateur-Maire

Étaient présents : DAUNIS Marc, ETORE Christophe, BONNEAU Martine, SAVORNIN Richard, DERONT-BOURDIN Gautier, LASSOUED Bouchra, BARADEL André-Daniel, MEULIEN Jean-Paul, KHALDI Philippe, VIVARELLI Philippe, BORIES Camille, SIMON Eric, DEBORDE Élisabeth, SANTOS Xavier, ROUGELIN Alexandra, SELOSSE Sandrine, DALMAS Fabien, DENISE Charlène, CHARLOT VALDIEU Catherine, KAÇA Afrim, FERNANDEZ Patrick, DAL MORO Christian, MEBAREK Yamina.

Procurations : VIGNOLO Betty à DAUNIS Marc; PEACOCK Valérie à DERONT-BOURDIN Gautier, LANCHARRO Marie-José à LASSOUED Bouchra, MARZINIAK Yannick à SANTOS Xavier, BOSSARD Frédéric à ETORE Christophe, BENTRAD Samira à BORIES Camille, VALENTI Anaïs à SAVORNIN Richard, FOISSAC Elodie à KHALDI Philippe, HOSKIN Marie-Pierre à CHARLOT VALDIEU Catherine.

Absent : MILLET Jacques.

Madame DENISE Charlène est désignée secrétaire de séance.

La loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées et l'ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014 parue au Journal Officiel du 27 septembre 2014 « relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées », disposent que le propriétaire ou l'exploitant responsable de la mise en accessibilité d'un établissement recevant du public doit déposer avant le 27 septembre 2015 son projet d'« Agenda d'Accessibilité Programmée » ou Ad'AP.

Afin de réaliser son projet d'Ad'AP, la Commune a missionné la société QUALICONSULT pour réaliser un diagnostic des travaux à effectuer et comportant des estimations financières.

Cet Ad'AP engage la Collectivité sur une programmation des crédits réservés aux travaux de mise en accessibilité.

Après avoir entendu l'exposé et en avoir délibéré, le Conseil :

- **AUTORISE** Monsieur le Sénateur-Maire ou son représentant à signer et à déposer auprès de la Préfecture des Alpes-Maritimes le dossier de demande d'approbation d'Agenda d'Accessibilité Programmé (Ad'AP) et à en assurer l'exécution, ainsi que tout document nécessaire à la mise en œuvre de ce projet ;

- **AUTORISE** Monsieur le Sénateur-Maire ou son représentant à solliciter auprès du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, du Conseil Départemental des Alpes-Maritimes, l'attribution d'aides financières pour la réalisation des travaux de mise en accessibilité.

FAIT ET DELIBERE LES JOUR, MOIS ET AN QUE DESSUS.

Le Sénateur-Maire certifie que le compte rendu de la séance du Conseil Municipal a été affiché à la porte de la Mairie le 28 septembre 2015 et que la convocation du Conseil a été faite le 18 septembre 2015. La présente délibération a été affichée le 02 octobre 2015 et sera notifiée.
Valbonne Sophia Antipolis, le 02 octobre 2015
Le Sénateur-Maire,

SENTENAC Sophie

De: Degrave Dominique <ddegrave@vallauris.fr>
Envoyé: jeudi 6 octobre 2016 10:36
À: SENTENAC Sophie
Objet: accessibilité vallauris 2015
Pièces jointes: 20161006_100143.pdf

Bonjour Mme Sentenac,

comme convenu, ci-joint, état des mises en accessibilité 2015 sur Vallauris.
Cordialement,

D.DEGRAVE

Ce message a été contrôlé par un anti-virus mis à jour et ok

MISES EN ACCESSIBILITE 2015

.....

1/. CADRE BÂTI :

- ❖ Validation de l'ADAP par le Préfet
- ❖ Signalétique « handicapés » à l'EMAPE « Les Clos »
- ❖ Signalétique « handicapés » au Dojo
- ❖ Installation portes accessibles à l'école Dolto
- ❖ Accessibilité déclencheurs manuels du système de Sécurité Incendie de l'école Langevin 1
- ❖ Accessibilité de la porte accès au cabinet médical de l'école Langevin 2
- ❖ Réalisation rampe d'accès à l'école Daudet
- ❖ Accessibilité des portes CLSH « La Rocaille »
- ❖ Accessibilité des portes et réaménagement des locaux à la police municipale
- ❖ Accessibilité « handicapés » porte d'entrée du CCAS et mise aux normes PMR de la porte d'entrée

2/. VOIRIE & ESPACES PUBLICS :

- Avenue des Mimosas, sécurisation du passage PMR et accès au Gymnase Allinéi – coût 897 €
- Reprise de trottoir et recalibrage Rue Chabrier avec création d'un passage surbaissé -28 mètres accessibles- coût 7 430 €
- Avenue Jérôme Massier, réalisation d'un passage surbaissé -180 mètres accessibles- coût 2 142 €
- Rond-point Camos – Avenue de Grasse, réalisation de deux passages piétons PMR et reprise trottoir -30 mètres accessibles- coût 7 714 €
- Avenue Maréchal Juin, reprise de trottoir et réalisation d'un passage piétons PMR -220 mètres accessibles- coût 6 719 €
- Avenue de la Liberté, reprise du trottoir entre l'Avenue de la Gare et l'Avenue du Midi et réalisation d'un passage piétons PMR -35 mètres accessibles- coût 6 500 €.

3/. PREVISIONS 2016 :

- ⌞ Poursuite de la réalisation de l'ADAP pour les bâtiments communaux
- ⌞ Poursuite de la mise en accessibilité de la voirie et des espaces publics.

HAMILLE Sabrina

De: SENTENAC Sophie
Envoyé: mardi 16 février 2016 20:32
À: HAMILLE Sabrina
Objet: TR : rapport annuel accessibilité
Pièces jointes: Rapport annuel 2015.docx

A bientôt.

Sophie

De : Stephanie Trandac [stephanie.trandac@mairie-villeneuve-loubet.fr]
Envoyé : mercredi 3 février 2016 11:53
À : SENTENAC Sophie
Objet : rapport annuel accessibilité

Bonjour,
Vous trouverez ci-joint, le rapport annuel 2015 que nous nous apprêtons à passer en CM.
Vous en souhaitant bonne réception.
Cordiales Salutations.
Stéphanie Trandac.
Responsable ERP.
Service Sécurité Générale.
Espace citoyen.
Place de Verdun.
Mairie de Villeneuve-Loubet.
Stephanie.trandac@mairie-villeneuve-loubet.fr
Tel : 04.92.02.60.55.

Ce mel est a l'attention exclusive des destinataires designes. Il peut contenir des informations confidentielles.

Si vous le recevez par erreur, merci d'en informer sans delai l'expediteur.

Le contenu de ce mel ne pourrait engager la responsabilite de la commune de Villeneuve Loubet que s'il a ete emis par une personne dument habilee agissant dans le strict cadre des fonctions auxquelles elle est employee et a des fins non etrangeres a ses attributions.

RAPPORT ANNUEL D'ACCESSIBILITE 2015

ETAT DES LIEUX ERP COMMUNAUX.

BATIMENTS COMMUNAUX DU 2EME GROUPE ACCESSIBLES

Adresse	Bâtiment
1. 16 Avenue de la Mer	Office de tourisme
2. 13 avenue de la Liberté	Service Archives
3. 6 Avenue des Ferrayonnes	Espace jeunes CUB'J
4. 70 Avenue des Ferrayonnes	La Poste
5. 9 Avenue de la Liberté	Espace Associatif
6. 2 Avenue de la Petite Bermone	La Poste
7. 2 Avenue des Rives	Mairie Annexe
8. 149 Avenue Jacques Yves Cousteau	Local Royal Cap Service Sécurité Civile
9. 29 Avenue de la Libération	Crèche des Ferrayonnes
10. Chemin des Pierres Noires	Crèche des Rives
11. 192 Avenue Max Chaminadas	Halte-garderie
12. 182 Avenue Max Chaminadas	Crèche municipale
13. 15 Avenue de la Libération	Service Affaires Scolaires
14. 456 Avenue du Dr. J Lefèbvre	Espace Culturel André Malraux
15. 6 Place de Verdun	APIC espace citoyen
16. 269 Allée du Professeur René Cassin	Bâtiment sportif Monique Maurice
17. 511 avenue Antony Fabre	Espace des Espérès
18. 37 Route de la Colle	La Grange Rimade

Bâtiments communaux du 1^{er} groupe accessibles

1. 269B Allée du Professeur René Cassin	Le pôle Culturel A. Escoffier
2. 274 Allée René Cassin	Le groupe scolaire des Plans

DEROGATIONS PMR

Adresse	Bâtiment
2 Avenue des Rives	Etage Mairie Annexe
Promenade du Lac	Etage Ecole maternelle Les Hauts de Vaugrenier
10 Avenue de la Liberté	Etage Ecole élémentaire Saint Georges
456 Avenue du Dr. J Lefèbvre	Etage Ecole élémentaire des Maurettes
2A Rue du Lieutenant Layet	Etages Musée d'art et d'histoire Office de tourisme village

BÂTIMENTS FAISANT L'OBJET D'UNE AUTORISATION DE TRAVAUX

Ecole St Georges	18.05.15	006.161.15.C.0019
Mairie Annexe	18.05.15	006.161.15.C.0017
Police Municipale	18.05.15	006.161.15.C.0016
Mairie Principale	18.05.15	006.161.15.C.0005
Gymnase Granelle	18.05.15	006.161.15.C.0004
Salle Marcel Jacques	18.05.15	006.161.15.C.0003

Les marchés ont été lancés, les travaux seront réalisés dans le premier semestre 2016.

Bâtiment ayant fait l'objet d'un Ad'AP

Avenue des Rives	Ecole Antony Fabre	3 ans
---------------------	--------------------	-------

Commerces privés passés en commission d'accessibilité

68 établissements ont déposé un dossier d'autorisation de travaux portant dérogation PMR pour 28 d'entre eux.

Travaux de mise aux normes accessibilité réalisés en 2015

- Cadre bâti et espaces publics :
- Création d'un microsite accessible aux PMR au niveau du quartier des Espérés Création d'un microsite accessible aux PMR au niveau de la primaire Anthony Fabre
- Modification d'une porte d'entrée accessible aux PMR au niveau de l'Hôtel de Ville
- Création d'une rampe PMR en béton désactivé au niveau du Bâtiment Sportif des Plans
Création d'une rampe PMR au niveau du bâtiment communal Le Pesage
- Création d'une rampe d'accès PMR au niveau du cabinet Médical de l'avenue de la Libération et mise aux normes du trottoir
- Voirie :
- Création de place PMR sur l'avenue de la Libération au droit de la superette Casino Création d'un plateau traversant avec modification des accès trottoirs pour PMR au niveau de l'avenue de la Liberté/avenue Grange Rimade
- Mise aux normes PMR du trottoir situé rue Bigeard
- Création d'un plateau traversant avec élargissement du trottoir côté camping aux normes PMR au niveau de l'avenue des Rives
- Création de place de stationnement PMR sur l'avenue de la Libération au droit de la pharmacie
- Mise aux normes PMR du trottoir place de Gaulle au droit du CCAS
- Aménagement de voie et mise aux normes PMR des trottoirs de l'allée de la Plage
- Aménagement d'une piste cyclable et mise aux normes PMR des trottoirs de la RD 241
- Mise en sens unique d'une partie de l'avenue de la Batterie avec élargissement des trottoirs aux normes PMR
- Elargissement d'un trottoir aux normes PMR sur l'avenue de Vaugrenier
- Aménagement d'un trottoir aux normes PMR sur le RD 2085 au droit de la résidence du Moulin de la Garde
- Rénovation de deux places de stationnement PMR au niveau du parking du gymnase Granelle,
- Mise aux normes PMR du trottoir de l'avenue de la Libération au droit de la Police Municipale

TRANSPORTS

- Mise aux normes des 2 arrêts de bus sur avenue de la libération en face PM et pharmacie ;
- Demande de mise aux normes de tous les arrêts de bus (CD & Envibus) de la RD6007 faite à la CASA. Risque de prendre du temps car coordination entre CD, CASA & Villeneuve Loubet.

LOGEMENTS

Depuis le 1er janvier 2007, les textes d'application de la *Loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées* ont rendu obligatoires des règles de construction et des prescriptions techniques qui imposent l'accessibilité des logements neufs mais aussi celle des logements existants dans lesquels sont réalisés des travaux.

La CASA se charge du recensement des logements adaptés PMR auprès des bailleurs sociaux de la communauté d'agglomération.

L'association HandiToit (www.handitoit.org) s'est rapproché d'Erilia et du Logis Familial, elle est notre interlocutrice sur toute demande d'aménagement sur 2 programmes qui verront le jour en 2017.

PETITE ENFANCE

- 2 enfants autistes pris en charge au centre de loisir ;
- 1 enfant autiste à l'école maternelle des plans ;
- 1 fillette déficiente-visuel pris en charge par la crèche des Ferrayonnes ;
- Charte sur l'égalité pour le traitement des jeunes signée à la Crèche des Ferrayonnes de Villeneuve Loubet entre La Mairie, le Conseil Départemental et la CAF.

SPORTS

- L'ESVL Tennis de Table a ouvert une section handicapée. Entrainement les lundis matins 9-12h à la salle annexe. (3 pongistes handis, dont 2 de niveau national 3)
- L'ESVL Muscu-Gym a ouvert un entrainement handisport/sport adapté avec coach spécialisé les samedis de 12h à 13h à la salle Monique Maurice. (2 athlètes s'entraînent, encore 3 places à remplir)

MEDECIN

- Seul cabinet de médecin généraliste rendu accessible en fauteuil roulant à 1 impasse de la chapelle.



<p>COMMISSION COMMUNAUTAIRE POUR L'ACCESSIBILITE DES PERSONNES HANDICAPEES</p>

REUNION DU 27 MAI 2015

COMPTE RENDU

La réunion s'est tenue le mercredi 27 mai deux mille quinze, à la CASA, salle Picasso.

Etaient présents:

Présidence :

Mr BAGARIA, Vice-président délégué aux infrastructures et équipements communautaires, en l'absence de Mme BLAZY, Vice-présidente déléguée à l'Habitat et au Logement, Présidente de la Commission Communautaire pour l'Accessibilité des Personnes Handicapées (suppléance du Président de la CASA).

Membres de la commission :

Mme LONVIS, Suppléante à la Vice-présidente déléguée aux risques naturels
Mme LUNA, représentant le Président du Conseil Départemental
Mr DEBANDT- Association des Paralysés de France et représentant du Conseil de Développement
Mme VIAN - Association des Paralysés de France
Mme MASSOL - Union Fédérale des Consommateurs Que Choisir

Représentants des communes

Mr TRASTOUR – Maire de Conségudes

Mr CRESP – Maire de Gréolières
Mr FERRASSE – Adjoint au Maire de Roquefort-les-Pins
Mr PASSERON et Mr BLANCHARD – Commune d'Antibes
Mme TANDAC – Commune de Villeneuve-Loubet

Représentants de l'Administration:

Mr LAUGEOIS - Directeur Architecture et Bâtiments
Mme DELAFOLLIE – Direction Architecture et Bâtiments
Mr JACQUART- Direction des Déplacements Infrastructures Risques
Mme ROY – Direction du Réseau Envibus
Mme SENTENAC – Responsable du Service Gestion et Coordination – DGA
Aménagement et Développement Durable du Territoire

Etaient excusés :

Mr DAUNIS - Vice-président délégué à l'aménagement du territoire, au développement économique et à la technopole
Mme BONNEAU, Suppléante au Vice-président délégué au à l'aménagement du territoire, au développement économique et à la technopole
Mme DEBRAS, Vice-présidente déléguée aux risques naturels
Mr OCCELLI - Vice-président délégué à la mobilité et aux transports
Mme BENASSAYAG - Suppléante au Vice-président délégué à la mobilité et aux transports
Mme MOITRY, Suppléante au Vice-président délégué aux équipements et aux infrastructures communautaires

Mr RIBERO – Maire du Bar-sur-Loup
Mr ARNAUD – Maire de Bezaudun-les-Alpes
Mr MASCARELLI – Maire de Bouyon
Mr HUGUES – Maire de Caussols
Mr DELMOTTE – Maire de Châteauneuf
Mr TAULANE – Maire de Cipières
Mr THIERY – Maire de Courmes
Mr ARZIARI – Maire de Coursegoules
Mr MELE – Maire de Gourdon
Mr MION – Maire de la Colle-sur-Loup
Mr BERENGER – Maire des Ferres
Mr LOMBARDO – Maire du Rouret
Mr ROSSI – Maire de Roquefort-les-Pins
Mr VALETTE – Maire de Roquesteron-Grasse

Mr LE CHAPELAIN – Maire de St Paul de Vence
Mme SALUCKI – Maire de Vallauris

Mr GRANADOS, Directeur général adjoint – Aménagement et Développement
Durable du territoire
Mme REVEAU – Directrice Habitat Logement

Etaient absents :

Le représentant de la Préfecture des Alpes-Maritimes
Le représentant du Conseil Régional
Le représentant de l'Association des Amis des Enfants Inadaptés ADAPEI
Le représentant de l'Association Valentin Haüy
Le représentant de l'Union Régionale des Associations de Parents d'Enfants Déficients
Auditifs URAPEDA
Le représentant de la Confédération Nationale du Logement
Le représentant de la Fédération nationale des associations des usagers de transports
FNAUT

En préambule, Mr BAGARIA remercie l'ensemble des membres présents pour leur participation à cette nouvelle réunion de la Commission communautaire pour l'accessibilité des personnes handicapées.

Il précise que cette rencontre a pour objet de présenter les réalisations en matière de mise en accessibilité sur le territoire de la CASA, effectuées durant l'année 2014.

En accord avec Mr LAUGEOIS, il évoque rapidement les différents points de la réglementation et fait un bref rappel des missions de la Commission Communautaire pour l'Accessibilité, avec pour précision notamment la transmission du rapport au Préfet.

Mr BAGARIA invite ensuite chacun des membres à se présenter (tour de table).

Il propose enfin de procéder à l'énoncé des actions réalisées en 2014, à l'appui d'un power point synthétisant les informations contenues dans le rapport 2014.

1- LES ENJEUX DU RAPPORT DE MISES EN ACCESSIBILITE 2014

Dix ans après la naissance de la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, Mr LAUGEOIS observe que les échéances imposées par la réglementation déterminée à l'époque, sont arrivées à échéance.

La Loi de 2005 impose en effet que tous les Etablissements Recevant du Public (ERP), catégories 1 à 5, soient accessibles à tous les usagers et ce quel que soit le type de handicap, avant le 1^{er} janvier 2015.

Dans un premier temps et à la lumière d'un power point synthétisant les informations contenues dans le rapport 2014, il s'attache à rappeler les fondements de la loi précitée.

Il poursuit en rappelant brièvement la composition et les missions de la commission communautaire pour l'accessibilité des personnes handicapées, telle que constituée suite au renouvellement électoral de 2014.

A ce propos, il évoque pour mémoire la distinction des missions existant entre la Commission communale d'accessibilité et la Commission communale pour l'accessibilité.

L'accent est mis sur la nécessité, pour les communes de plus de 5000 habitants de constituer une commission communale pour l'accessibilité des personnes handicapées. Il donne la liste des communes ayant créé cette commission, selon éléments portés à la connaissance de la CASA.

S'agissant des réflexions menées courant 2014 par la Commission Communautaire pour l'Accessibilité des Personnes Handicapées, dont le détail figure dans le rapport présenté, il évoque :

- la Commission du 19 novembre 2014
- la participation de la CASA à diverses réunions sur l'accessibilité : Observatoire du Handicap d'Antibes, Réunion Club Accessibilité DDTM, Réunion sur l'aménagement des points d'arrêt aux normes PMR.

1 - LES REALISATIONS CONDUITES EN 2014

Déplacements et Transports

La parole est laissée à Mr JACQUART qui commence par indiquer que sur le plan des déplacements (infrastructures communautaires), la CASA s'attache à rendre accessible toute la chaîne du déplacement, en partenariat avec les gestionnaires (communes).

Il précise que de nouveaux arrêts type « Charte » seront réalisés à Antibes et Sophia Antipolis.

Par ailleurs, l'évolution dans les matériaux nécessite une mise à jour prochaine de la Charte d'aménagement des points d'arrêt de 2006. Cette mise à jour sera faite en concertation avec un groupe de travail spécifique.

Mme ROY précise que des tests en situation dans les bus ont été faits avec l'Association des Paralysés de France afin de démontrer les difficultés rencontrées pour les faire remonter au fabricant aux fins d'amélioration.

Elle ajoute que le nouveau Pôle d'Echanges est entièrement accessible et qu'il est notamment équipé de bornes d'informations tactiles.

Mme LONVIS tient à souligner le très beau travail effectué et les échanges qui ont été réalisés entre les services de la CASA et les associations.

Mr LAUGEOIS précise qu'un travail est en cours avec les services d'Antibes et la SNCF pour fluidifier les échanges entre le pôle multimodal et la gare. La problématique de l'ascenseur subsiste mais la SNCF a prévu de le remplacer prochainement. A cette occasion, une étude sera diligentée et permettra de mener la réflexion sur l'intégralité de la chaîne du déplacement entre les services de la SNCF, la ville d'Antibes et la CASA. Les prochains travaux relatifs à la vélostation permettront d'améliorer la chaîne de déplacement dans ce secteur.

Mr DEBANDT félicite la collaboration avec les services et précise que l'APF est entièrement disponible pour identifier toutes les problématiques.

Mme ROY apporte une précision concernant la gestion du réseau ICILA : les amplitudes horaires de réservation sont étendues et la possibilité est offerte aujourd'hui de pouvoir faire une réservation jusqu'à onze jours en amont. Par ailleurs, aux vues des nombreuses demandes, un véhicule supplémentaire a été rajouté à la flotte existante.

Logement

Mr LAUGEOIS reprend la parole et informe du recensement de l'offre de logements accessibles et adaptés aux PMR, effectué le cadre de l'Observatoire du Handicap. L'inventaire actualisé des logements sociaux réservés PMR sur le territoire CASA (auprès des bailleurs) fait apparaître 45 logements accessibles en 2014.

Il informe d'une nouvelle méthodologie mise en place pour le recensement des logements sociaux, méthodologie qui prend en compte 3 préoccupations majeures : l'accessibilité aux abords de l'immeuble, dans l'immeuble et dans le logement. Par ailleurs, une application internet sécurisée, à la disposition des bailleurs, a été approuvée par le Comité technique des financeurs du logement.

Il indique ensuite qu'un protocole de gestion coordonnée des demandes de logement social des personnes handicapées a été réalisé en partenariat avec les promoteurs du Dispositif Handicap Logement.

Equipements cadre bâti

Mr LAUGEOIS poursuit sur les réalisations dans le domaine des équipements communautaires, dont le patrimoine bâti a été diagnostiqué en 2009. Un programme pluriannuel d'action a été établi pour la période courant jusqu'en 2015.

De plus, il fait observer qu'en 2014, la CASA s'est particulièrement attachée à prendre en compte les problématiques liées aux malentendants, avec la pose de boucles magnétiques au sein des Médiathèques d'Antibes, de Valbonne et des Semboules.

Des aménagements ont également été réalisés sur la mise en accessibilité de sanitaires publics, et des rampes d'accès.

Mme VIAN souhaite revenir sur le problème de la rampe d'accès de l'Office du tourisme de Biot. Lors d'une réunion de janvier 2015, un certain nombre de propositions pour améliorer l'accessibilité de la rampe ont été évoquées. Toutefois, elle ne constate aucune amélioration à ce jour alors que l'équipement est inauguré le lendemain.

Mr LAUGEOIS dresse un rappel des faits. Il mentionne la problématique de la topographie, la situation du site au cœur du village et les habitations alentours, ce qui amène à gérer les contraintes de la réglementation accessibilité.

Il précise qu'une demande de dérogation a été faite pour la pente et qu'un permis modificatif est en cours d'instruction. Une solution possible pourrait être la prolongation du garde-corps. Les réalisations doivent être réalisées pour le mois de septembre au plus tard.

Mme LONVIS informe de sa rencontre prochaine avec le Chef d'établissement de la Médiathèque d'Antibes, lors de laquelle seront abordées les améliorations possibles et souhaitables en matière d'accessibilité (espace malvoyants notamment). Elle interroge Mr LAUGEOIS sur le mode opératoire pour apporter quelques modifications aux équipements existants.

En réponse, Mr LAUGEOIS rappelle que, s'agissant des agencements techniques, le chef d'établissement communique, lors de l'élaboration du budget, un état des besoins afin qu'un arbitrage et un chiffrage soient effectués par la CASA. C'est alors que la Direction Architecture et Bâtiments se charge de la mise en œuvre (études faisabilité etc.. et parfois réalisations selon le cas).

Mr BAGARIA fait savoir que les prochaines propositions seront examinées dans le cadre du budget 2016.

Mme TANDAC indique que la commune de Villeneuve-Loubet a déposé un seul Ad'AP pour les établissements communaux, le Pôle Culturel Auguste Escoffier, étant totalement accessible. La commune a sollicité les services de la Direction Déplacements Infrastructures Risques de la CASA sur une question de mise en accessibilité d'un arrêt devant la gare. Mr JACQUART confirme qu'un retour sur cette saisine sera prochainement effectué vers les services municipaux, étant précisé que les études conduites par la CASA sur l'aménagement d'arrêt type « charte » pour l'ensemble des communes, sont au stade de la finalisation.

Réalisations des communes, effectuées en 2014.

Mr LAUGEOIS dresse la synthèse des améliorations effectuées par les communes dans les domaines de la voirie, du cadre bâti et des espaces publics.

S'agissant de la commune d'Antibes, Mr PASSERON évoque les particularités de la Chapelle Saint Esprit et de la Villa Eilen Roc pour lesquels les études sont en phase finale. Les travaux devraient être réalisés dans le courant de l'année 2015, voire 2016. Ces deux dossiers aux problématiques complexes s'inscriront très certainement dans le dispositif Ad'AP.

Concernant la voirie, il rappelle la réflexion menée pour une approche globale de la chaîne du déplacement. Un grand nombre de passages piétons ont été mis aux

normes avec notamment des feux sonores aux carrefours. Il précise également que cette approche globale intègre aujourd'hui les Installations Ouvertes aux Public (IOP).

Concernant la commune de Tournettes-sur-Loup, Mr BAGARIA indique qu'au sein du Château Mairie, la commune a souhaité réaliser la création d'un monte-charge, sachant que l'ABF n'a pas autorisé l'intervention sur l'escalier, classé. La solution alternative qui a été trouvée, consiste en la transformation de la salle d'exposition du rez-de-chaussée en bureaux pour les services communaux (état civil etc ...) avec une salle de réunion.

Par ailleurs, un permis a été déposé pour l'aménagement de l'office de tourisme de la commune : création d'une rampe d'accès et accessibilité des toilettes publiques.

Pour 2015 et 2016, la commune a priorisé son intervention sur le traitement de la voirie et des cheminements (largeur trottoirs, accès au parking du centre-village depuis Vence, identification d'une zone de dépôt, stationnement de la navette etc ...)

En ce qui concerne la commune de Consegudes, Mr TRASTOUR fait état des difficultés techniques de réalisation de la rampe d'accès vers la Mairie. Les travaux envisagés pourront toutefois débuter dès lors que les subventions sollicitées seront votées.

S'agissant de la commune de Gréolières, Mr CRESP fait savoir que si les principaux aménagements d'accessibilité ont été effectués, reste cependant à traiter l'accès à la salle du Conseil et l'accès au cimetière.

Mr PASSERON répond que, dans la mesure où le cimetière est une IOP, il doit effectivement faire l'objet d'une mise en accessibilité dans le respect du principe de continuité du cheminement (lequel doit, également d'appliquer à l'intérieur de l'IOP). Il préconise une analyse conduite par un bureau d'études afin d'apporter des solutions pour pallier la rupture de la chaîne du déplacement. Reste cependant à déterminer précisément le point de départ de cette chaîne : est-ce l'arrêt de bus ?

Mr BAGARIA et Mme LONVIS s'accordent sur la possibilité, dans certains cas, d'être « imaginatifs » dans les solutions à apporter.

Mr PASSERON tient à ajouter qu'il convient de raisonner sur la globalité de l'accessibilité (chaîne du déplacement extérieure/ intérieure, équipement public/ privé ...) et ne pas se cantonner au strict périmètre d'un établissement (cas des commerçants par exemple).

Focus sur la sensibilisation des commerçants :

Mr BAGARIA souhaite intervenir sur l'organisation de rencontres avec les commerçants situés sur la commune de Tournettes-sur-Loup et regrette qu'un certain nombre n'ait pas répondu à l'appel. L'information portait sur une sensibilisation aux échéances imposées par la Loi et à la nécessité de produire, le cas

échéant, un dossier de demande de dérogation à l'initiative du commerçant. Il souligne cependant que beaucoup d'entre eux pensaient que la dérogation avait un caractère automatique et implicite, du fait de la topologie particulière du village.

Mme LONVIS confirme l'importance de la communication de ces informations réglementaires essentielles. Ce constat est effectué en lien avec les observations de Mr BAGARIA, qui a eu « le sentiment » que les enjeux des mises en accessibilité dans les ERP n'a pas été compris par les commerçants.

Cela s'illustre aussi au travers du coût du montage d'un dossier de demande de dérogation (700 €), qui peut d'ailleurs potentiellement être rejeté.

Mme VIAN informe que la commune de Biot a mis en place une opération « Ambassadeurs de l'accessibilité », avec le soutien de l'APF, de la CCI et autres associations, qui s'est tenue le 20 janvier 2015.

Cette journée a été destinée à la sensibilisation des commerçants, restaurants, artisans et professions libérales de Biot. Les ambassadeurs se sont rendus dans les commerces pour attirer leur attention sur les différents points de la loi du 11 février 2005 et ses obligations.

Mr BAGARIA observe que de manière générale, les associations de commerçants ne se positionnent pas en « moteurs » sur les questions d'accessibilité.

Mr CRESP souhaite un éclairage sur la situation d'un commerce en hôtellerie restauration sur la commune de Gréolières, l'ayant sollicité sur les mises en accessibilité à effectuer dans l'établissement et dont le montant avoisine les 75 000 €. Mr LAUGEOIS précise qu'il appartient au commerçant propriétaire de son établissement de monter son dossier de dérogation, justifié par un coût important des aménagements à prendre en compte et au regard du chiffre d'affaire de l'entreprise. Il est cependant à souligner qu'un certain nombre d'aménagements peuvent être effectués à moindre coût, quitte à travailler sur une priorisation échelonnée dans le temps. Il est bien-entendu spécifié que le bureau d'étude ayant chiffré le montant des aménagements est en mesure d'aider le commerçant sur le montage du dossier de demande de dérogation.

Sur ce point, l'intervention de Mr DEBANDT porte sur les différents types de dérogations possibles pour les ERP :

- Une dérogation technique qui peut être obtenue en raison d'une impossibilité technique du fait des contraintes architecturales ou environnementales ;
- Une dérogation pour préservation du patrimoine, dans un bâtiment classé ou inscrit par exemple ;
- Une dérogation pour disproportion manifeste entre les améliorations apportées et leurs conséquences sur l'exploitation du lieu (entraînant le déménagement ou la fermeture du lieu).

3- PROSPECTIVE

Pour la CASA :

En matière de cadre bâti, Mr LAUGEOIS fait part de la poursuite des actions du diagnostic accessibilité et de la veille juridique importante dans le domaine (normes strictes et évolutives). Un plan pluriannuel d'intervention programme les aménagements et mises en accessibilité des équipements communautaires.

En matière de déplacements, Mr JACQUART fait savoir que le projet de Bus Tram s'inscrit dans une politique volontariste d'accessibilité aux personnes à mobilité réduite. Il détaille le contenu du projet, notamment sur les travaux lancés au secteur Nord de l'A8 (menés jusqu'à fin juin 2016) ; les voies créées ou modifiées seront totalement aux normes. Des réunions seront organisées pour travailler avec les associations sur les mises en accessibilité des stations.

A l'occasion de ces rencontres, les propositions de pistes d'amélioration pourront porter sur le développement d'outils de communication spécifiques à destination des usagers PMR.

De manière générale, il évoque le partenariat avec les acteurs institutionnels et les réflexions engagées sur le traitement de la chaîne des déplacements, idéalement sans rupture (veille particulière de la CASA sur ces problématiques).

Mr DEBANDT s'interroge sur la prise en compte des observations de l'APF effectuées lors de l'enquête publique, qui avait insisté sur les accès externes (quais, arrêts). Mr JACQUART confirme l'attention apportée par la CASA et insiste de nouveau sur le travail commun qui doit être réalisé entre les gestionnaires pour que la chaîne du déplacement soit traitée dans sa globalité.

C'est le travail des services de la CASA de porter cette démarche, démarche permettant notamment la meilleure intégration possible entre accessibilité dans l'enceinte de la station et accessibilité riveraine aux alentours.

Il ajoute que la priorité sera donnée à rendre accessible ce qui ne l'est actuellement pas, avec entre autres, la restitution des traversées piétonnes et la création de trottoirs accessibles.

Mr DEBANDT prend l'exemple du contournement de Golfe Juan, qui génèrera un temps de parcours plus long qu'actuellement.

En matière de transports, Mme ROY souligne la poursuite de la démarche collaborative d'ENVIBUS avec l'APF, ainsi que la formation des conducteurs aux problématiques d'accessibilité PMR. Elle informe par ailleurs, de la mise en place d'une application mobile et internet identifiant les arrêts accessibles type Charte.

En matière de logements, Mr LAUGEOIS évoque la poursuite du renfort du partenariat avec les associations et bailleurs, piloté par la Direction Habitat Logement de la CASA.

Pour les projets communaux :

Il fait observer que l'ensemble des communes s'attache à poursuivre leurs mises en œuvre (réalisation de diagnostic ou prise en compte systématique de la notion d'amélioration de l'accessibilité dans chaque projet en cours ou à venir).

Par ailleurs, Mr BAGARIA apporte l'information réglementaire suivante, nouvellement en vigueur :

Loi du 18 mars 2015 visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement.

Le texte prévoit que la carte de stationnement pour personnes handicapées permet à son titulaire ou à la personne l'accompagnant de bénéficier de la gratuité du stationnement. Les autorités compétentes en matière de circulation et de stationnement peuvent fixer une durée maximale de stationnement qui ne peut être inférieure à 12 heures.

Les interrogations portent sur l'application de cette nouvelle Loi.

4-Les Ad'AP

A la lumière d'un power point, Mr LAUGEOIS rappelle le contenu de ce nouveau dispositif réglementaire : la mise en œuvre des ADAP « **Agenda d'Accessibilité Programmé (Ad'AP)** »

Il ajoute qu'aujourd'hui, au vu des échéances fixées à l'époque, un dispositif d'exception complétant la loi de 2005 est élaboré, sous l'intitulé ADAP.

Cet Ad'AP est obligatoire pour tous les propriétaires ou exploitants d'ERP qui n'ont pas respecté leurs obligations d'accessibilité au 31 décembre 2014. Il constitue ainsi le seul moyen d'être en accord avec la Loi, pour ceux qui n'ont pas satisfait à leurs obligations, après le 1^{er} janvier 2015.

Mr DEBANDT regrette que les Ad'AP soient venus prolonger les délais fixés initialement par la Loi de 2005.

Pour mémoire, un Ad'AP est composé d'une ou plusieurs périodes comportant chacune des travaux:

- une période d'au maximum 3 ans pour les ERP de 5^e catégorie
- deux périodes d'au maximum 3 ans pour les ERP de 1^e à 4^e catégorie isolés et les Ad'AP comportant plusieurs ERP
- exceptionnellement 3 périodes d'au maximum 3 ans pour les Ad'AP portant sur un patrimoine important

Pour conclure, Mr LAUGEOIS tient à nouveau à souligner que les services de la CASA se tiennent à la disposition des communes et associations pour réfléchir avec elles à toutes propositions d'amélioration ou toute question sur la faisabilité (assistance, aide montage, mise en contact avec interlocuteurs de la DDTM..)

Enfin, Mr BAGARIA remercie chaque participant pour sa contribution et conclut sur les avancées notables et la prise de conscience générale, en vue d'améliorer le quotidien des PMR et de tous, par extension.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à seize heures vingt.

Mr BAGARIA

Vice-Président délégué aux Infrastructures et équipements communautaires



AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 23/12/2016
Numéro : CC_2017_003_A_1
Nature : DE - Deliberations
Objet : Commission intercommunale pour l'accessibilité -
Présentation du rapport annuel 2015
Matière : 5.7 - Intercommunalite
Interlocuteur
Nom : LE GRATIET Véronique

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : 26RQDbB

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 01/03/2017
Identifiant : 006-240600585-20161223-CC_2017_003_A_1-DE

Acte reçu

Date : 23/12/2016
Numéro interne : CC_2017_003_A_1
Code nature : 1
Code matière 1 : 5
Code matière 2 : 7
Objet : Commission intercommunale pour l'accessibilit? - Pr?sentation du rapport annuel 2015
Classification utilisée : 01/04/2004
Document : 006-240600585-20161223-CC_2017_003_A_1-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 2
006-240600585-20161223-CC_2017_003_A_1-DE-1-1_2.PDF
006-240600585-20161223-CC_2017_003_A_1-DE-1-1_3.PDF

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 13/02/2017
Numéro : CC_2017_003_B
Nature : DE - Deliberations
Objet : Commission intercommunale pour l'accessibilité -
Présentation du rapport annuel 2015
Matière : 5.7 - Intercommunalite
Interlocuteur
Nom : LE GRATIET Véronique

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : vJ77Idp

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 01/03/2017
Identifiant : 006-240600585-20170213-CC_2017_003_B-DE

Acte reçu

Date : 13/02/2017
Numéro interne : CC_2017_003_B
Code nature : 1
Code matière 1 : 5
Code matière 2 : 7
Objet : Commission intercommunale pour l'accessibilit? - Pr?sentation du rapport annuel 2015
Classification utilisée : 01/04/2004
Document : 006-240600585-20170213-CC_2017_003_B-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 0

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 13/02/2017
Numéro : CC_2017_003_C
Nature : DE - Deliberations
Objet : Commission intercommunale pour l'accessibilité -
Présentation du rapport annuel 2015
Matière : 5.7 - Intercommunalité
Interlocuteur
Nom : LE GRATIET Véronique

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : oGCQ9Ds

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 01/03/2017
Identifiant : 006-240600585-20170213-CC_2017_003_C-DE

Acte reçu

Date : 13/02/2017
Numéro interne : CC_2017_003_C
Code nature : 1
Code matière 1 : 5
Code matière 2 : 7
Objet : Commission intercommunale pour l'accessibilité? - Pr?sentation du rapport annuel 2015
Classification utilisée : 01/04/2004
Document : 006-240600585-20170213-CC_2017_003_C-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 0